

**SENAT DE BELGIQUE****BELGISCHE SENAAT****SESSION DE 1979-1980**1<sup>er</sup> OCTOBRE 1980

**Projet de loi contenant le budget du Ministère de la Justice de l'année budgétaire 1980**

**Projet de loi ajustant le budget du Ministère de la Justice de l'année budgétaire 1979**

**RAPPORT**  
FAIT AU NOM DE LA COMMISSION  
DE LA JUSTICE  
PAR M. VERBIST

**SOMMAIRE**

	Pages
A. <i>Introduction du rapporteur</i>	3
I. Le budget en chiffres	3
II. Préoccupations essentielles	4

Ont participé aux travaux de la Commission :

Membres effectifs : MM. de Stech, président; Bonmariage, Cooreman, Mme De Pauw-Deveen, MM. Goossens, Lallemand, Lindemans, Moureaux, Mme Nauwelaerts-Thues, MM. Nutkewitz, Paulus, Pede, Mme Pétry, M. Plot, Mme Remy-Oger, M. Seeuw, Mme Staels-Dompas, MM. Storme, Vandezande, Wathelet et Verbist, rapporteur.

Membres suppléants : MM. De Kerpel, Deleek, Egelmeers, Féaux, Flagothier, Hoyaux, Lecoq, Mme Mayence-Goossens et M. Vanderborgh.

**R. A 11701**

*Voir :*

Document du Sénat :

5-VI (1979-1980) + Ann. : N° 1 : Projet de loi.

**R. A 11631**

*Voir :*

Document du Sénat :

6-VI (1979-1980) N° 1 : Projet de loi.

**ZITTING 1979-1980**

1 OKTOBER 1980

**Ontwerp van wet houdende de begroting van het Ministerie van Justitie voor het begrotingsjaar 1980**

**Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van het Ministerie van Justitie voor het begrotingsjaar 1979**

**VERSLAG**  
NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE  
JUSTITIE UITGEBRACHT  
DOOR DE HEER VERBIST

**INHOUD**

	Bladz.
A. <i>Inleiding van de verslaggever</i>	3
I. De begroting in cijfers	3
II. Hoofdbekommernissen	4

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen :

Vaste leden : de heren da Stech, voorzitter; Bonmariage, Cooreman, Mevr. De Pauw-Deveen, de heren Goossens, Lallemand, Lindemans, Moureaux, Mevr. Nauwelaerts-Thues, de heren Nutkewitz, Paulus, Pede, Mevr. Pétry, de heren Plot, Mevr. Remy-Oger, de heer Seeuw, Mevr. Staels-Dompas, de heren Storme, Vandezande, Wathelet en Verbist, verslaggever.

Plaatsvervangers : de heren De Kerpel, Deleek, Egelmeers, Féaux, Flagothier, Hoyaux, Lecoq, Mevr. Mayence-Goossens en de heer Vanderborgh.

**R. A 11701**

*Zie :*

Gedr. St. van de Senaat :

5-VI (1979-1980) + Bijl. : N° 1 : Ontwerp van wet.

**R. A 11631**

*Zie :*

Gedr. St. van de Senaat :

6-VI (1979-1980) : N° 1 : Ontwerp van wet.

	Pages	Bladz.
<b>B. Exposé du Ministre de la Justice . . . . .</b>	<b>6</b>	<b>6</b>
I. Présentation du budget . . . . .	6	6
II. Aperçu des principaux projets de loi votés et des projets pendants devant le Parlement . . . . .	8	8
a) Projets de loi votés . . . . .	8	8
b) Projets de loi pendants devant le Sénat . . . . .	8	8
c) Projets de loi pendants devant la Chambre . . . . .	10	10
III. La politique pénitentiaire . . . . .	11	11
IV. L'administration de la justice . . . . .	42	42
V. Le droit civil . . . . .	45	45
VI. Le droit commercial . . . . .	48	48
VII. Le droit pénal et la procédure pénale . . . . .	50	50
VIII. La protection de la jeunesse . . . . .	54	54
IX. L'Office des étrangers . . . . .	54	54
X. L'administration de l'information criminelle . . . . .	55	55
XI. La sécurité nucléaire . . . . .	55	55
XII. Les cultes . . . . .	55	55
XIII. Le droit international et communautaire . . . . .	56	56
XIV. Conclusions . . . . .	60	60
<b>C. Discussion générale . . . . .</b>	<b>61</b>	<b>61</b>
I. Retard dans l'administration de la justice . . . . .	61	61
II. Organisation judiciaire et procédure . . . . .	64	64
a) Organisation judiciaire . . . . .	64	64
b) Procédure . . . . .	67	67
III. Assistance judiciaire . . . . .	68	68
IV. Politique pénitentiaire . . . . .	69	69
V. Sécurité de l'Etat . . . . .	70	70
VI. Protection de la jeunesse et communautés . . . . .	72	72
VII. Nécessité d'une rénovation et d'une amélioration dans diverses branches du droit . . . . .	73	73
VIII. Justice et presse . . . . .	76	76
IX. Justice et informatique . . . . .	78	78
X. Information criminelle . . . . .	80	80
XI. Retard dans la fourniture de renseignements et de publications relatives aux statistiques judiciaires . . . . .	81	81
XII. Recherche scientifique . . . . .	82	82
XIII. Accords internationaux concernant la coopération entre polices . . . . .	84	84
XIV. Divers . . . . .	85	85
<b>D. Discussion des articles et votes . . . . .</b>	<b>88</b>	<b>88</b>
I. Réunion du 21 février 1980 . . . . .	88	88
II. Réunion du 12 juin 1980 . . . . .	89	89
A. Exposé du Ministre . . . . .	89	89
1. Antécédents . . . . .	89	89
2. Opération « Budget Control » . . . . .	89	89
B. Discussion du Titre I, section 33 — Cultes . . . . .	90	90
III. Réunion du 24 septembre 1980 . . . . .	92	92
IV. Réunion du 1 <sup>er</sup> octobre 1980 . . . . .	94	94
<b>B. Uiteenzetting van de Minister van Justitie . . . . .</b>	<b>6</b>	<b>6</b>
I. Voorstelling van de begroting . . . . .	6	6
II. Overzicht van de voornaamste goedgekeurde wetsontwerpen en ontwerpen in behandeling bij het Parlement . . . . .	8	8
a) Goedgekeurde wetsontwerpen . . . . .	8	8
b) Wetsontwerpen aanhangig bij de Senaat . . . . .	8	8
c) Wetsontwerpen aanhangig bij de Kamer . . . . .	10	10
III. Penitentiair beleid . . . . .	11	11
IV. Rechtsbeleid . . . . .	42	42
V. Burgerlijk recht . . . . .	45	45
VI. Handelsrecht . . . . .	48	48
VII. Strafrecht en strafvordering . . . . .	50	50
VIII. Jeugdbescherming . . . . .	54	54
IX. Vreemdelingenzaken . . . . .	54	54
X. Criminele informatie . . . . .	55	55
XI. Nucleaire veiligheid . . . . .	55	55
VII. Erediensten . . . . .	55	55
XIII. Internationaal en gemeenschapsrecht . . . . .	56	56
XIV. Besluit . . . . .	60	60
<b>C. Algemene bespreking . . . . .</b>	<b>61</b>	<b>61</b>
I. Achterstand in de rechtsbedeling . . . . .	61	61
II. Rechterlijke organisatie en rechtspleging . . . . .	64	64
a) Rechterlijke organisatie . . . . .	64	64
b) Rechtspleging . . . . .	67	67
III. Rechtsbijstand . . . . .	68	68
IV. Penitentiair beleid . . . . .	69	69
V. Staatsveiligheid . . . . .	70	70
VI. Jeugdbescherming en gemeenschappen . . . . .	72	72
VII. Noodzaak aan vernieuwing en verbetering in verscheidene rechtstakken . . . . .	73	73
VIII. Justitie en Pers . . . . .	76	76
IX. Justitie en informatica . . . . .	78	78
X. Criminele informatie . . . . .	80	80
XI. Vertraging bij het verstrekken van informaties en van publicaties van de gerechtelijke statistieken . . . . .	81	81
VII. Wetenschappelijk onderzoek . . . . .	82	82
XIII. Internationale akkoorden over de samenwerking van de politie . . . . .	84	84
XIV. Varia . . . . .	85	85
<b>D. Bespreking van de artikelen en stemmingen . . . . .</b>	<b>88</b>	<b>88</b>
I. Vergadering van 21 februari 1980 . . . . .	88	88
II. Vergadering van 12 juni 1980 . . . . .	89	89
A. Uiteenzetting van de Minister . . . . .	89	89
1. Voorgaanden . . . . .	89	89
2. Operatie « Budget Control » . . . . .	89	89
B. Discussie over Titel I, sectie 33 — Erediensten . . . . .	90	90
III. Vergadering van 24 september 1980 . . . . .	92	92
IV. Vergadering van 1 oktober 1980 . . . . .	94	94

## A. INTRODUCTION DU RAPPORTEUR

La Commission de la Justice a examiné le budget de 1980 au cours de ses réunions des 5, 14 et 21 février, 12 juin, 24 septembre et 1<sup>er</sup> octobre 1980.

Le rapporteur tient à attirer l'attention spéciale sur le fait que les discussions ont débuté sous le Gouvernement précédent et qu'elles ont été poursuivies et se sont terminées sous le Gouvernement suivant.

Pour commencer une constatation d'ordre général.

Un grand nombre de matières du droit ont été abordées dans la discussion générale. Pour un peu, j'irais même jusqu'à dire qu'il n'y a guère de domaine du droit vivant dont il n'aît pas été question.

Ce qui ne simplifie pas la tâche du rapporteur.

Je m'attacherai — dans la mesure du possible — à mentionner toutes les interventions substantielles, même avec les nuances nécessaires. Ce ne sera pas dans le seul souci d'être complet, mais parce que les détails ont également leur importance dans le droit vivant. Les considérations qui ont donné lieu à chaque intervention sont en effet la preuve d'une réelle préoccupation quant à la marche des activités judiciaires dans notre pays. En droit, tout est important et le rapporteur ne peut donc se payer le luxe de négliger quelque intervention que ce soit.

D'autre part, je me suis efforcé de mettre spécialement en relief les préoccupations essentielles qui se sont manifestées pendant la discussion du présent budget.

Dans un souci d'ordre et de clarté, et aussi pour faciliter la lecture du rapport, je me suis bien vu obligé de subdiviser l'ensemble de la discussion en différentes rubriques sous lesquelles je me suis appliqué à situer les diverses interventions.

### I. Le budget en chiffres

La comparaison entre les chiffres du budget de 1980 et ceux du budget adopté de 1979 fait apparaître une augmentation de 7,25 p.c. Mais si l'on compare le budget de 1980 au budget ajusté de 1979, on constatera une augmentation de 10,24 p.c.

Le Ministre fait observer à cet égard que cette augmentation paraît certes importante, mais qu'il faut tenir compte du crédit provisionnel de 568,7 millions prévu au budget de 1980 et destiné à couvrir, pour l'ensemble du budget, les charges résultant de la hausse de l'index et de la programmation sociale.

Dès lors — abstraction faite de ce crédit provisionnel — les taux d'augmentation de 7,25 p.c. et de 10,24 p.c. se ramènent respectivement à 3,65 p.c. et 6,55 p.c.

La part de la Justice dans la totalité des ressources nationales nous semble limitée. Il est certain, en effet, que

## A. INLEIDING VAN DE VERSLAGGEVER

De Commissie voor de Justitie heeft tijdens haar vergaderingen van 5, 14 en 21 februari, 12 juni, 24 september en 1 oktober 1980 de begroting van 1980 besproken.

De verslaggever wenst de bijzondere aandacht te vestigen op het feit dat de besprekingen zijn begonnen onder de vorige Regering en onder de daarop volgende werden voortgezet en beëindigd.

Laten we beginnen met een algemene vaststelling.

Een belangrijk aantal materies van het recht zijn ter sprake gekomen tijdens de algemene bespreking. Ik zou haast durven zeggen dat er slechts weinige domeinen van het levend recht onaangeroerd zijn gebleven.

Dit maakt de taak van de verslaggever niet eenvoudig.

Ik heb de bedoeling — in de mate van het mogelijke — melding te maken van elke substantiële tussenkomst, zelfs met de nodige nuanceringen. Ik doe dit niet enkel om volledig te zijn, doch omwille van het feit dat in het levend recht ook details belangrijk zijn. De aanleiding tot elke tussenkomst is inderdaad het bewijs van een reële bezorgdheid nopens de gang van zaken van het rechtsleven in dit land. In het recht is alles belangrijk; de verslaggever kan zich dan ook niet de weelde veroorloven om welke tussenkomst ook te verwaarlozen.

Anderzijds heb ik gepoogd bijzonder relief te geven aan de hoofdbekommernissen die tijdens de bespreking van deze begroting tot uiting zijn gekomen.

Omwille van de duidelijkheid en de overzichtelijkheid en mede met de bedoeling het de lezer gemakkelijk te maken, ben ik wel verplicht geweest het geheel van de bespreking in te delen in verschillende rubrieken waaronder ik gepoogd heb de verschillende tussenkomsten te situeren.

### I. De begroting in cijfers

Wanneer een vergelijking wordt gemaakt tussen de cijfers van de begroting van 1980 en deze van de goedgekeurde begroting van 1979 stellen wij een verhoging van 7,25 pct vast. Een vergelijking daarentegen van de begroting 1980 met de aangepaste begroting 1979 toont een verhoging aan van 10,24 pct.

De Minister laat in dit verband opmerken dat deze verhoging wel belangrijk schijnt, doch dat moet worden rekening gehouden met het provisioneel krediet van 568,7 miljoen, geboekt in de begroting 1980, om voor de ganse begroting de lasten te dekken voortvloeiend uit de indexverhoging en de sociale programmatie.

Dit betekent dat — indien men geen rekening houdt met dit provisioneel krediet — de stijgingspercentages van 7,25 pct. en 10,24 pct. slechts bedragen respectievelijk 3,65 pct. en 6,55 pct.

Het aandeel dat de Justitie in dit land opneemt van het totaal pakket van 's lands middelen lijkt ons beperkt. Het

la Justice participe dans une large mesure à ce que l'on appelle maintenant la « politique du bien-être ». Or, si on fait la comparaison avec la part d'autres budgets dans l'application de cette politique, il est permis de poser certaines questions.

Il est assurément inadmissible que l'évolution de la part de la Justice dans le budget national ne corresponde pas aux besoins réels. Et nous songeons notamment aux énormes déficits constatés en matière de protection de la jeunesse, de politique pénitentiaire, d'assistance judiciaire, etc.

Il est vrai que ces secteurs ne sont guère spectaculaires et pas davantage électoralement rentables. Mais le nombre de personnes intéressées par ces activités ne cesse de croître. Je pense spécialement ici à la protection de la jeunesse et au nombre toujours en augmentation des familles désunies.

L'évolution des chiffres budgétaires depuis 1975 est assez curieuse à observer.

En 1980, la part réservée à la Justice dans le budget des Voies et Moyens est de 1,9 p.c.

Voici les chiffres des années antérieures :

1975 : 2,15 p.c.

1976 : 2,15 p.c.

1977 : 2,1 p.c.

1978 : 1,89 p.c.

1979 : 1,8 p.c.

Nous croyons que ces chiffres se passent de commentaire.

## II. Préoccupations essentielles

Dans la discussion générale, on a mis nettement l'accent sur certains problèmes.

### a) Retard dans l'administration de la Justice

C'est sans aucun doute le retard dans l'administration de la Justice qui a retenu le plus l'attention de la Commission.

1. Tout d'abord, on constate que, depuis des années — et chaque fois à l'occasion de la discussion du budget du département, mais aussi à d'autres moments — l'on dénonce le retard accumulé dans l'administration de la justice. Cela n'a toutefois encore donné aucun résultat jusqu'à présent. Au cours de la discussion, un commissaire a même signalé qu'à la fin de 1979, une de nos Cours d'appel a porté au rôle des audiences de 1982 une affaire — qui était toute prête à être plaidée. Inutile de dire qu'il est impossible pour les praticiens du droit de présenter pareil fait au justiciable ordinaire comme une pratique admissible. La crédibilité de la Justice s'en trouve en effet nettement compromise.

2. L'on a déjà étudié à diverses reprises les moyens qui permettraient de combler ce retard. Dans l'exposé intro-

staat inderdaad vast dat de Justitie een belangrijk aandeel heeft in wat men op dit ogenblik « welzijnsbeleid » noemt. Welnu, wanneer men vergelijkt welk aandeel andere budgetten hebben in het kader van « de welzijnspolitiek », kan men zich vragen stellen.

Het is zeker niet verantwoord dat de evolutie van het aandeel van de Justitie in het budget van het land niet in overeenstemming is met de werkelijke noden. Wij denken in dit verband aan de schromelijke tekorten welke wij vaststellen op het stuk van jeugdbescherming, penitentiair beleid, rechtshulp, enz.

Weliswaar zijn deze takken niet zo spectaculair en evenmin electoraal lonend. Nochtans verhoogt het aantal mensen dat bij bedoelde materies betrokken is, voortdurend. Ik denk hierbij vooral aan de jeugdbescherming en het voortdurend stijgend aantal ontrederde gezinnen.

De evolutie van de cijfers sinds 1975 is merkwaardig.

In 1980 bedraagt het aandeel van Justitie in 's Rijksmidelenbegroting 1,9 pct.

Ziehier de cijfers van de vorige jaren :

1975 : 2,15 pct.

1976 : 2,15 pct.

1977 : 2,1 pct.

1978 : 1,89 pct.

1979 : 1,8 pct.

Het komt ons voor dat deze cijfers geen commentaar behoeven.

## II. Hoofdbekommernissen

In de algemene beraadslaging zijn duidelijk bepaalde accenten tot uiting gekomen.

### a) Achterstand in de rechtsbedeling

Zonder enige twijfel heeft de achterstand in de rechtsbedeling de grootste aandacht genoten in de Commissie voor de Justitie.

1. Vooreerst stelt men vast dat men sinds verschillende jaren — telkens ter gelegenheid van de besprekking van de begroting van Justitie en ook op andere ogenblikken — de achterstand in de rechtsbedeling heeft aangeklaagd. Tot op heden is echter nog geen resultaat bereikt. Tijdens de beraadslaging werd door een lid van de Commissie zelfs opgemerkt dat einde 1979 in een bepaald Hof van beroep van dit land een zaak — nadat zij in staat werd gesteld om te pleiten — werd gefixeerd voor een zitting in 1982. Het vergt geen commentaar dat het voor de rechtspractici onmogelijk is zulk feit door de gewone doorsnee-rechtshorige als een aanvaardbaar fenomeen te doen aannemen. De geloofwaardigheid van het gerecht komt inderdaad op duidelijke manier in het gedrang.

2. Men heeft reeds herhaalde malen de middelen onderzocht welke zouden kunnen leiden tot het oplossen van de

ductif qu'il a consacré au présent budget, le Ministre de la Justice a une nouvelle fois examiné ces moyens. Cependant, personne ne doute que, même s'ils sont mis en œuvre, ils ne pourront apporter une solution adéquate au problème de la résorption du retard.

3. La Commission est unanimement convaincue de la plus urgente nécessité d'un changement de mentalité dans les corps chargés d'exercer la justice en ce pays. Il faut que ces différents corps fassent preuve de leur volonté commune de mettre fin à une telle situation, qui ne saurait être tolérée plus longtemps. La Commission attache énormément d'importance à l'obligation légale pour le Procureur général de donner, au début de chaque année judiciaire, une analyse de la manière dont a été rendue la justice dans son ressort. Mais cela ne doit pas en rester à de simples considérations; il faut, au contraire, tirer les conséquences nécessaires de cette analyse en prenant des mesures concrètes. Il est évident que le fait du retard ne peut être imputé à un seulement des corps concernés. Le barreau a également des responsabilités dans cet état de choses. Il semble toutefois que la difficulté réside en ce que l'on devrait trouver des critères permettant d'établir qui des praticiens du droit en cause reste en défaut quand il n'est pas possible d'arriver à un rythme normal et acceptable des travaux.

4. Nous avons été heureux d'apprendre que le Procureur général près la Cour d'Appel de Gand a, le 4 septembre 1979, à l'occasion de la séance solennelle d'ouverture de la session de la Cour du travail, donné des précisions sur la manière dont la justice a été rendue dans l'étendue du ressort, comme il est prévu à l'article 351 du Code judiciaire (R.W. du 22 mars 1980; col. 191 et suivantes).

Dans le discours qu'il a prononcé le 3 septembre 1979 à l'occasion de la séance solennelle d'ouverture de la Cour d'Appel, le Procureur général près la Cour d'Appel d'Anvers a lui aussi fait l'analyse de la situation en matière d'administration de la justice dans l'étendue du ressort.

Au sujet du retard enregistré à la Cour d'Appel d'Anvers, il a fait la déclaration suivante :

« En matière correctionnelle, le retard était au 1<sup>er</sup> janvier 1975 de 203 affaires fixées et de 105 affaires à fixer. Au 1<sup>er</sup> juillet 1979, il y avait 228 affaires fixées et 887 affaires à fixer. Le nombre de dossiers entrés à partir du 2 janvier 1975 est de 6 519 et le nombre d'arrêts définitifs de 6 019.

Le retard est bien plus important en matière civile et en matière commerciale, puisque 7 720 affaires figurent au rôle général au 1<sup>er</sup> juillet 1979, contre 5 003 au 1<sup>er</sup> janvier 1975, tandis que les délais prévus pour les affaires fixées pour être plaidées sont déjà longs, voire même trop longs. »

#### b) Politique pénitentiaire

Dans son exposé introductif, le Ministre de la Justice a attaché une très grande importance à la politique pénitentiaire. Sa conclusion est que cette politique a bien besoin de réformes fondamentales.

achterstand. De Minister van Justitie heeft tijdens zijn inleidende uiteenzetting van deze begroting opnieuw een onderzoek ingesteld naar deze middelen. Het is echter voor iedereen duidelijk dat zelfs deze middelen geen adequate oplossing zijn voor de opslorping van de achterstand.

3. Het is de unanieme mening van de Commissie voor de Justitie dat men hoogdringend toe is aan de noodzaak van een mentaliteitswijziging in de korpsen die de justitie in dit land bedrijven. De gemeenschappelijke wil van de verschillende korpsen dient te worden ingezet om een einde te maken aan deze niet langer duldbare toestand. De Commissie hecht enorm veel belang aan de wettelijke verplichting die rust bij de Procureur-generaal om bij de aanvang van elk gerechtelijk jaar een analyse te maken van de wijze waarop recht werd gepleegd in zijn rechtsgebied. Het mag echter niet blijven bij eenvoudige beschouwingen, doch het lijkt aangewezen dat uit deze analyse de nodige consequenties op het concrete vlak moeten worden getrokken. Het is evident dat het fenomeen van de achterstand niet kan worden verweten aan één enkel van de daarbij betrokken groepen. Ook de balie heeft verantwoordelijkheid desbetreffend. Het knelpunt lijkt echter te zijn dat men criteria zou moeten kunnen vinden om vast te stellen wie van de betrokken rechtspractici tekort schiet om een normaal en verantwoord ritme in de werkzaamheden te kunnen verwezenlijken.

4. Het verheugt ons dat de Procureur-generaal bij het Hof van Beroep te Gent op 4 september 1979 ter gelegenheid van de plechtige openingszitting van het Arbeidshof toelichting heeft gegeven over de rechtsbedeling in het rechtsgebied en dit in de zin zoals voorgeschreven door artikel 351 Gerechtelijk Wetboek (R.W. van 22 maart 1980; kol. 191 en volgende).

Ook de Procureur-generaal bij het Hof van Beroep te Antwerpen heeft op 3 september 1979, ter gelegenheid van de rede die hij uitsprak op de plechtige openingszitting van het Hof van Beroep, een analyse gemaakt van de toestand van de rechtsbedeling in zijn rechtsgebied.

In verband met de achterstand in het Hof van Beroep te Antwerpen verklaart de Procureur-generaal wat volgt :

« Correctioneel bedroeg de achterstand op 1 januari 1975 203 vastgestelde zaken en 105 zaken voor dagstelling. Op 1 juli 1979 waren er 228 vastgestelde zaken en 887 zaken voor dagstelling. Het aantal ingekomen dossiers vanaf 2 januari 1975 bedraagt 6 519 en het aantal eindarresten 6 019.

Veel belangrijker is de achterstand op burgerlijk gebied en in handelszaken, waar op 1 juli 1979, 7 720 zaken op de algemene rol staan ingeschreven, tegen 5 003 op 1 januari 1975, terwijl de vaststellingen der zaken om te pleiten op reeds lange, ja te lange termijn geschieden. »

#### b) Penitentair beleid

De Minister van Justitie heeft in zijn inleidende uiteenzetting een zeer groot belang gehecht aan het penitentair beleid. Conclusie van zijn beschouwingen is dat dit beleid aan grondige hervormingen toe is.

Ces réformes doivent être envisagées en fonction des nouvelles conceptions en matière de droit pénal. Le nouveau droit pénal devra assurer à la société une large protection qui répond à la fois aux exigences de l'efficacité et de l'humanité. Pour ce faire, il faudra trouver les moyens de personnaliser la réaction de la société devant le crime. Tel est, semble-t-il l'élément essentiel.

### c) Problèmes d'actualité

En outre, la Commission de la Justice a examiné plusieurs problèmes d'actualité. Il a été question de l'information criminelle, de la sécurité nucléaire et de l'équipement technique de l'appareil de la justice dans notre pays. Les interventions consacrées aux relations entre la justice et la presse ont été très importantes. Un passé récent a montré que ces relations posent actuellement un certain nombre de questions. Il faut notamment se demander s'il se justifie vraiment que certains citoyens soient livrés à la réprobation publique dès l'instant où une instruction judiciaire est ouverte à leur sujet. La publicité donnée à celle-ci dans la presse est bien souvent de nature à causer un tort irréparable à des citoyens. Dans le cadre de nos institutions démocratiques, il est toutefois difficile et délicat de prévoir des restrictions et de définir des critères à cet égard. Cependant, le problème est posé et il exige une prise de position parfaitement claire.

## B. EXPOSE DU MINISTRE

### I. Présentation du budget

#### 1. Ajustement 1979

Le budget pour 1979 est ramené de 20 938,5 à 19 647 millions, soit une réduction de 1 291,5 millions. Cette réduction porte principalement sur les points suivants :

— Office de la protection de la jeunesse, frais d'entretien des mineurs placés :

848,3 millions, réduction rendue possible par l'existence à la Section particulière du budget, article 60.02A d'un solde cumulé des années antérieures de 2 480,4 millions au 1<sup>er</sup> janvier 1979.

— Hausse de l'index : — 199,1 millions répartis sur plusieurs articles. Cette réduction résulte d'une modération de la hausse de l'indice des prix de détail par rapport à l'hypothèse qui servit de base au calcul du budget 1979.

— La démission du Gouvernement en décembre 1978 n'a pas permis aux Chambres législatives de se réunir pour examiner divers projets pour lesquels des crédits étaient inscrits au budget, notamment la rétribution des avocats chargés de l'assistance judiciaire, la réforme des tribunaux de police. De ce fait, pour l'ensemble de ces projets, une réduction du budget pour 1979 de 132,9 millions a pu être réalisée.

Deze hervormingen moeten worden gezien in het kader van de nieuwe opvattingen over het strafrecht. Het nieuwe strafrecht moet zorgen voor de ruime bescherming van de maatschappij die voldoet aan de vereisten van doeltreffendheid en menselijkheid. Daartoe moet men de middelen vinden om de reactie van de maatschappij op de misdaad te personaliseren. Dit lijkt wel het hoofdmotief te zijn.

### c) Actualiteitsproblemen

Bovendien werd door de Commissie voor de Justitie aandacht besteed aan enkele actualiteitsproblemen. Er werd gesproken over criminale informatie, nucleaire veiligheid en technische uitrusting van het justitieapparaat in dit land. Zeer belangrijk waren de tussenkomsten over de verhouding « justitie en pers ». In het recente verleden is gebleken dat de op dit ogenblik bestaande verhouding tussen justitie en pers vragen doet rijzen. De vraag is onder meer of het wel verantwoord is dat bepaalde burgers aan het publieke mishagen worden overgeleverd vanaf het eerste ogenblik dat een gerechtelijk onderzoek bezig is. De publiekatie daarvan in de pers kan in vele gevallen onherstelbare schade teweegbrengen in het leven van de burgers. In het kader van onze democratische instellingen is het echter moeilijk en delicaat in dit verband grenzen te leggen en criteria vast te stellen. Het probleem is evenwel gesteld en vereist een duidelijk standpunt.

## B. UITEENZETTING VAN DE MINISTER

### I. Voorstelling van de begroting

#### 1. Aanpassing 1979

De begroting voor 1979 werd van 20 938,5 op 19 647 miljoen teruggebracht, hetzij een vermindering met 1 291,5 miljoen. Deze vermindering heeft vooral betrekking op de volgende punten :

— Dienst voor jeugdbescherming, onderhoudskosten van de geplaatste minderjarigen :

848,3 miljoen, vermindering mogelijk gemaakt door het bestaan in de afzonderlijke sectie van de begroting, artikel 60.02A van een samengevoegd saldo van de voorgaande jaren ten bedrage van 2 480,4 miljoen op 1 januari 1979.

— Verhoging van de index : — 199,1 miljoen, gespreid over verschillende artikelen. Deze vermindering vloeit voort uit een natiaging van de stijging van de index der kleinhandelsprijzen in vergelijking met de prognose die tot basis diende voor de berekening van de begroting 1979.

— Door het ontslag van de Regering in december 1978 konden de Wetgevende Kamers niet vergaderen om verschillende ontwerpen te onderzoeken voor dewelke kredieten in de begroting ingeschreven waren, o.m. de bezoldigingen van de advocaten belast met de gerechtelijke bijstand, de hervorming van de politierechtbank. Uit dien hoofde is er voor het geheel van deze ontwerpen een vermindering met 132,9 miljoen op de begroting 1979 verwezenlijkt.

— La modification de la structure du Gouvernement a permis une réduction de 20 millions à la Section 02 relative aux dépenses de Cabinet du Vice-Premier Ministre.

Le feuilleton d'ajustement contient d'autre part des majorations de crédit pour un montant de *57 millions*. Ceci intéresse principalement l'Administration des Etablissements pénitentiaires et doit permettre l'exécution des mesures décidées par le Gouvernement à la suite de la grève des surveillants de prison. Ces mesures visent à la fois l'amélioration de la situation financière des surveillants par l'octroi d'une prime annuelle de 9 600 francs et le recrutement de plusieurs centaines de surveillants en vue d'assurer un meilleur encadrement des détenus et aussi de permettre l'instauration depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1979 de la semaine de 38 heures.

## 2. Budget 1980 (1)

La réforme des institutions influencera le budget de mon département pour l'année 1980 dans deux domaines :

— en matière de protection de la jeunesse pour un montant de 4 007,9 millions;

— en matière d'aide sociale post-pénitentiaire, ainsi qu'en matière d'aide sociale pénitentiaire pour un montant de 32,1 millions.

— Au total, le budget de mon département pour 1980 se voit donc amputé de  $4\,007,9 + 32,1 = 4\,040$  millions.

Pour rendre possible une comparaison avec le budget de l'année 1979, il convient de retirer de ce budget les crédits correspondant à la réforme des institutions, ce qui donne le résultat suivant (en millions de francs) :

Budgets compte tenu de la réforme des institutions

	1979 voté	1979 ajusté	1980
Dépenses courantes	15 675,9	15 239,6	16 823,9
Dépenses de capital	155,2	161,7	154,6
Total . . .	15 831,1	15 401,3	16 978,5

De ce tableau on peut déduire que, compte tenu de la réforme des institutions tant en 1979 qu'en 1980, la comparaison du budget 1980 avec le budget 1979 voté, se présente comme suit (en millions de francs) :

— Budget 1980	16 978,5
— Budget 1979 voté	15 831,1
Différence	1 147,4

Soit une augmentation de 7,25 p.c.

(1) Les chiffres avancés ne tiennent pas compte du projet d'amendement déposé.

— De wijziging van de Regeringssamenstelling heeft een vermindering van 20 miljoen mogelijk gemaakt op de sectie 02 met betrekking tot de uitgaven van het Kabinet van de Vice-Eerste Minister.

Het aanpassingsblad bevat kredietverhogingen ten bedrage van *57 miljoen*, die vooral betrekking hebben op het Bestuur der Strafinrichtingen en die moeten toelaten de maatregelen beslist door de Regering ingevolge de staking van de gevangenisbewaarders ten uitvoer te leggen. Deze maatregelen beogen tegelijk de financiële toestand van de bewaarders te verbeteren door het verlenen van een jaarlijkse premie van 9 600 frank, en het aanwerven van enkele honderden bewaarders met het doel een betere encadrering van de gedetineerden te verzekeren, alsmede het in toepassing brengen van de 38-urenweek met ingang van 1 oktober 1979.

## 2. Begroting 1980 (1)

De hervorming van de instellingen zal de begroting van mijn departement voor het jaar 1980 op twee gebieden beïnvloeden :

— inzake jeugdbescherming voor een bedrag van 4 007,9 miljoen;

— inzake postpenitentiair maatschappelijk dienstbetoon en penitentiair maatschappelijk dienstbetoon voor een bedrag van 32,1 miljoen.

— In het totaal is de begroting van mijn departement voor 1980 met  $4\,007,9 + 32,1 = 4\,040$  miljoen verminderd.

Om een vergelijking met de begroting van het jaar 1979 mogelijk te maken, betaamt het de kredieten die overeenstemmen met deze van de hervorming van de instellingen, af te trekken, wat het volgend resultaat geeft (in miljoenen franken) :

Begrotingen, rekening gehouden met de hervorming van de instellingen

	1979 gestemd	1979 aangepast	1980
Lopende uitgaven	15 675,9	15 239,6	16 823,9
Kapitaaluitgaven	155,2	161,7	154,6
Totaal . . .	15 831,1	15 401,3	16 978,5

Uit deze tabel kan worden afgeleid dat, rekening gehouden met de hervorming van de instellingen zowel in 1979 als in 1980, de vergelijking van de begroting 1980 met de gestemde begroting 1979, er als volgt uitziet (in miljoenen franken) :

— Begroting 1980	16 978,5
— Gestemde begroting 1979	15 831,1
Verschil	1 147,4

Hetzij een verhoging van 7,25 pct.

(1) De voorgestelde cijfers houden geen rekening met het neergelegde voorstel van amendement.

La comparaison du budget 1980 avec le budget 1979 ajusté donne le résultat suivant (en millions de francs) :

— Budget 1980	16 978,5
— Budget 1979 ajusté	15 401,3
Différence	1 577,2

Soit une majoration de 10,24 p.c.

Cette majoration peut paraître importante. Il faut cependant tenir compte qu'un crédit provisionnel de 568,7 millions est inscrit au budget 1980 pour couvrir, pour tout le budget, les charges résultant de l'augmentation éventuelle de l'indice des prix à la consommation et de la programmation sociale.

Si l'on ne tient pas compte dans le budget 1980 de ce crédit provisionnel, les 7,25 p.c. et 10,24 p.c. deviennent respectivement 3,65 p.c. et 6,55 p.c.

## II. Aperçu des principaux projets de loi votés et des projets pendents devant le Parlement

### A. Projets de loi votés

Moniteur	Loi
21 juillet 1979	Loi du 6 juillet 1979 modifiant l'article 510 du Code judiciaire (conditions de nomination des huissiers de justice).
21 juillet 1979	Loi du 6 juillet 1979 modifiant l'article 953 du Code judiciaire (frais d'enquête).
24 août 1979	Loi du 1 <sup>er</sup> août 1979 concernant les services dans une armée ou une troupe étrangère se trouvant sur le territoire d'un Etat étranger (mercénaires).
11 décembre 1979	Loi du 29 novembre 1979 modifiant les articles 536 et 539 du Code judiciaire (Chambres des huissiers de justice).
13 décembre 1979	Loi du 29 novembre 1979 modifiant l'article 287 du Code judiciaire (vacances dans l'ordre judiciaire).
22 décembre 1979	Loi du 29 novembre 1979 modifiant les articles 573, 590, 1338 et 617 du Code judiciaire (taux de compétence des juges de paix).
16 janvier 1980	Loi du 29 novembre 1979 modifiant les lois coordonnées du 30 novembre 1935 sur les sociétés commerciales (Fondation d'une S.P.R.L. par des époux et des enfants mineurs).

### B. Principaux projets de loi pendents devant le Sénat (à la date du 31 décembre 1979)

De vergelijking van de begroting 1980 met de aangepaste begroting 1979 geeft de volgende uitslag (in miljoenen franken) :

— Begroting 1980	16 978,5
— Aangepaste begroting 1979	15 401,3
Verschil	1 577,2

Hetzij een verhoging van 10,24 pct.

Deze verhoging schijnt belangrijk. Er moet echter rekening gehouden worden met het provisioneel krediet van 568,7 miljoen, geboekt in de begroting 1980, om voor de ganse begroting de lasten te dekken voortvloeiend uit de indexverhoging en de sociale programmatie.

Indien men in de begroting 1980 geen rekening houdt met dit provisioneel krediet, bedragen de stijgingspercentages van 7,25 pct. en 10,24 pct. respectievelijk 3,65 pct. en 6,55 pct.

## II. Overzicht van de voornaamste goedgekeurde wetsontwerpen en van de ontwerpen in behandeling bij het Parlement

### A. Goedgekeurde wetsontwerpen

Staatsblad	Wet
21 juli 1979	Wet van 6 juli 1979 tot wijziging van artikel 510 van het Gerechtelijk Wetboek (benoemingsvoorraarden gerechtsdeurwaarders).
21 juli 1979	Wet van 6 juli 1979 tot wijziging van artikel 953 van het Gerechtelijk Wetboek (kosten getuigenverhoor).
24 augustus 1979	Wet van 1 augustus 1979 betreffende de diensten bij een vreemde leger- of troepenmacht die zich op het grondgebied van een vreemde Staat bevindt (huurlingenwet).
11 december 1979	Wet van 29 november 1979 tot wijziging van de artikelen 536 en 539 van het Gerechtelijk Wetboek (Kamers van de Gerechtsdeurwaarders).
13 december 1979	Wet van 29 november 1979 tot wijziging van artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek (vacatures in de rechterlijke orde).
22 december 1979	Wet van 29 november 1979 tot wijziging van artikelen 573, 590, 1338 en 617 van het Gerechtelijk Wetboek (bedrag van de bevoegdheid van vrederechters).
16 januari 1980	Wet van 29 november 1979 tot wijziging van de gecoördineerde wetten van 30 november 1935 op de handelsvennootschappen (vorming van een P.V.B.A. door echtgenoten en minderjarigen).

### B. Voornaamste ontwerpen van wet aanhangig bij de Senaat (op datum van 31 december 1979)

Projet. — Ontwerp	Dépôt ou transmission Sénat — Indiening of overmaking Senaat	Rapporteur — Verslaggever	Dernier examen en commission — Laatste onderzoek in de commissie
Projet de loi modifiant les droits successoraux du conjoint survivant. — <i>Ontwerp van wet tot wijziging van het erfrecht van de langstlevende echtgenoot . . . . .</i>			

Projet. — <i>Ontwerp</i>	Dépôt ou transmission Sénat <i>Indiening of overmaking Senaat</i>	Rapporteur <i>Verslaggever</i>	Dernier examen en commission <i>Laatste onderzoek in de commissie</i>
Projet de loi relatif à la protection de la personne des malades mentaux. — <i>Ontwerp van wet betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke</i>	12. 3.1969	Herman-Michelsens	20. 4.1978
Projet de loi relatif à la protection des biens des personnes totalement ou partiellement incapables d'en assumer la gestion en raison de leur état physique ou mental. — <i>Ontwerp van wet betreffende de bescherming van de goederen van personen die wegens hun lichaams- of geestestoestand geheel of gedeeltelijk onbekwaam zijn die te beheren</i>	12. 3.1969	Herman-Michelsens	2. 3.1978
Projet de loi augmentant les délais de citation et les délais de recours en matière pénale. — <i>Ontwerp van wet tot verlenging van de termijnen van dagvaarting en van de voorzieningstermijnen in strafzaken</i>	23. 3.1972	Bonmariage	22. 2.1978
Projet de loi complétant les articles 947, 951, 952 et 983 du Code judiciaire (communication écrite de certaines décisions aux avocats). — <i>Ontwerp van wet tot aanvulling van de artikelen 947, 951, 952 en 983 van het Gerechtelijk Wetboek (schriftelijke mededeling van sommige beslissingen aan advocaten)</i>	10. 1.1974	Verbist	29. 4.1980
Projet de loi abaissant à 18 ans l'âge de la majorité civile. — <i>Ontwerp van wet tot verlaging van de leeftijd van burgerlijke meerderjarigheid tot 18 jaar</i>	22. 8.1975	Pede	—
Projet de loi relatif à la protection de certains aspects de la vie privée. — <i>Ontwerp van wet tot bescherming van bepaalde aspecten van de persoonlijke levenssfeer</i>	8. 4.1976	Herman-Michelsens	27. 6.1979
Projet de loi concernant le contrat d'agence commerciale. — <i>Ontwerp van wet betreffende de handelsgentuurovereenkomst</i>	25. 6.1976	Cooreman	6. 5.1980
Projet de loi adaptant le texte français et établissant le texte néerlandais de la loi du 25 ventôse an XI, contenant organisation du notariat. — <i>Ontwerp van wet houdende aanpassing van de Franse en vaststelling van de Nederlandse tekst van de wet van de 25 ventôse jaarg XI, op het notarisambt</i>	10.11.1976	Pede	11.12.1979
Projet de loi modifiant diverses dispositions légales relatives à la filiation et à l'adoption. — <i>Ontwerp van wet tot wijziging van een aantal bepalingen betreffende de afstamming en de adoptie</i>	15. 2.1978	Staels-Dompas et/et Herman-Michelsens	8.12.1979
Projet de loi modifiant l'article 728 du Code judiciaire en ce qui concerne la représentation des travailleurs indépendants auprès des tribunaux du travail. — <i>Ontwerp van wet tot wijziging van artikel 728 van het Gerechtelijk Wetboek, inzake de vertegenwoordiging van de zelfstandigen bij de arbeidsrechtbanken</i>	16. 3.1978	Verbist	29. 4.1980
Projet de loi modifiant le Livre II du Code de Commerce en ce qui concerne la limitation de la responsabilité des propriétaires de navires de mer et de bateaux. — <i>Ontwerp van wet tot wijziging van Boek II van het Wetboek van Koophandel ten aanzien van de beperking van de aansprakelijkheid van eigenaars van zeeschepen en binnenschepen</i>	16. 3.1978	Storme	—
Projet de loi modifiant la loi du 14 juillet 1976 relative aux droits et devoirs respectifs des époux et aux régimes matrimoniaux. — <i>Ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 14 juli 1976 betreffende de wederzijdse rechten en verplichtingen van de echtgenoten en de huwelijksvermogensselsels</i>	27. 4.1978	Staels-Dompas	13. 6.1978
Projet de loi sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. — <i>Ontwerp van wet betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen</i>	8. 6.1978	Moureux	23. 4.1980
Projet de loi sur les protêts. — <i>Ontwerp van wet op het protest</i>	22. 6.1978	Lallemand	—
Projet de loi modifiant les articles 455, 664, 674 et 693 du Code judiciaire et insérant un article 455bis dans le même Code (assistance judiciaire). — <i>Ontwerp van wet tot wijziging van de artikelen 455, 664, 674 en 693 van het Gerechtelijk Wetboek en tot invoeging van een artikel 455bis in hetzelfde Wetboek (rechtsbijstand)</i>	22. 9.1978	Lallemand	18.12.1979
Projet de loi modifiant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions. — <i>Ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapenen en op de handel in munitie</i>	7. 6.1979	Pétry	4.12.1979

Projet. — Ontwerp	Dépôt ou transmission Sénat — Indiening of overmaking Senaat	Rapporteur — Verslaggever	Dernier examen en commission — Laatste onderzoek in de commissie
Projet de loi modifiant les articles 19, 20, 21, 22 et 43bis de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire et les articles 121, 166, 223, 226 et 229 du Code judiciaire (Cour d'assise de langue allemande). — <i>Ontwerp van wet tot wijziging van de artikelen 19, 20, 21, 22 en 43bis van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken en van de artikelen 121, 166, 223, 226 en 229 van het Gerechtelijk Wetboek (Duits-talige rechtspleging voor het assisenhof)</i> . . . . .	14. 6.1979	Moureaux	—
Projet de loi définissant les conséquences d'un arrêt d'acquittement rendu par une cour d'assises. — <i>Ontwerp van wet tot vaststelling van de gevolgen van een door een hof van assisen gewezen arrest van vrijspraak</i> . . . . .	12. 6.1979	—	—
Projet de loi modifiant l'Annexe au Code judiciaire et les dispositions législatives déterminant le cadre du personnel des justices de paix (création de 3 nouvelles justices de paix). — <i>Ontwerp van wet tot wijziging van het Bijvoegsel bij het Gerechtelijk Wetboek en van de wetsbepalingen tot vaststelling van de personeelsformatie van de vrederechten. (oprichting van 3 nieuwe vrederechten)</i> . . . . .	28.11.1979	—	—
Projet de loi modifiant l'article 354 du Code judiciaire (congé de maladie et mise en disponibilité du personnel des greffes). — <i>Ontwerp van wet tot wijziging van artikel 354 van het Gerechtelijk Wetboek (ziekterverlof en indisponibiliteitstelling van griffiepersoneel)</i> . . . . .	28.11.1979	—	—
Projet de loi modifiant la loi du 2 août 1974 relative aux traitements des titulaires de certaines fonctions publiques et des ministres des cultes. — <i>Ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 2 augustus 1974 betreffende de wedden van titularissen van sommige openbare ambten en van de bedienars van de erediensten</i> . . . . .	5.12.1979	—	—
Projet de loi modifiant le Code judiciaire en matière de certaines ventes d'immeubles. — <i>Ontwerp van wet tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat betreft betaalde verkopen van onroerende goederen</i> . . . . .	5.12.1979	Pede	7. 5.1980
Projet de loi modifiant les articles 371, § 1, et 375, § 1, du Code judiciaire (indemnité pour greffier assistant les juges de jeunesse). — <i>Wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 371, § 1 en 375, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek (vergoeding voor de griffier die de jeugdrechtster bijstaat)</i> . . . . .	19.12.1979	—	—

C. Principaux projets de loi pendants devant la Chambre (à la date du 31 décembre 1979)	C. Voornaamste ontwerpen van wet aanhangig bij de Kamer (op datum van 31 december 1979)
--	--

Projet. — Ontwerp	Dépôt ou transmission Chambre — Indiening of overmaking Kamer	Rapporteur — Verslaggever	Dernier examen en commission — Laatste onderzoek in de commissie
Projet de loi sur les armes et munitions. — <i>Ontwerp van wet op wapens en munities</i> . . . . .	8. 4.1970	—	—
Projet de loi modifiant la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire ainsi que d'autres dispositions légales concernant certaines incompatibilités. — <i>Ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek evenals van andere wetsbepalingen betreffende sommige onverenigbaarheden</i> . . . . .	30. 5.1972	—	—
Projet de loi interdisant les milices privées et les groupes qui tendent par leurs agissements à troubler l'ordre ou la sécurité publique. — <i>Ontwerp van wet waarbij private milities en groepen die strekken om door hun handelingen de openbare orde of veiligheid te verstoren, worden verboden.</i> . . . . .	3.11.1972	—	—
Projet de loi sur les groupements d'intérêt économique. — <i>Ontwerp van wet betreffende de groeperingen voor bedrijfseconomische samenwerking</i> . . . . .	8. 4.1976	—	—
Projet de loi complétant la loi du 15 juillet 1960 sur la préservation morale de la jeunesse. — <i>Ontwerp van wet tot aanvulling van de wet van 15 juli 1960 tot zedelijke bescherming van de jeugd</i> . . . . .	24. 9.1976	—	—

Projet. — <i>Ontwerp</i>	Dépôt ou transmission Chambre — <i>Indiening of overmaking Kamer</i>	Rapporteur — <i>Verslaggever</i>	Dernier examen en commission — <i>Laatste onderzoek in de commissie</i>
Projet de loi modifiant la loi du 16 juillet 1970 déterminant le cadre du personnel des tribunaux de police. — <i>Ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 16 juli 1970 tot vaststelling van de personeelsformatie van de politierechtbanken</i>	10. 2.1978	Suykerbuyk	22. 2.1978
Projet de loi sur les contrats de louage. — <i>Ontwerp van wet betreffende de huurovcrekenkomsten</i>	30. 3.1978	Van Rompaey	10. 7.1979
Projet de loi adaptant la législation à la Directive du Conseil des Communautés européennes, du 22 mars 1977 tendant à faciliter l'exercice effectif de la libre prestation de services par les avocats. — <i>Ontwerp van wet tot aanpassing van de wetgeving aan de Richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen, van 22 maart 1977, tot vergemakkelijking van de daadwerkelijke uitoefening door advocaten van het vrij verrichten van diensten.</i>	30. 8.1979	Bourgeois	14.11.1969
Projet de loi modifiant l'article 730 du Code judiciaire (radiation d'office). — <i>Ontwerp van wet tot wijziging van artikel 730 van het Gerechtelijk Wetboek (schrapping van ambtswege)</i>	3.12.1979	Weckx	19.12.1979
Projet de loi modifiant les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935 (2 <sup>e</sup> directive CEE). — <i>Ontwerp van wet tot wijziging van de wetten betreffende de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935 (EEG 2c richtlijn)</i>	5.12.1979	—	—
Projet de loi modifiant la législation relative aux sociétés commerciales (réforme générale). — <i>Ontwerp van wet tot wijziging van de wetgeving betreffende de handelsvennootschappen (algemene hervorming)</i>	5.12.1979	—	—
Projet de loi relatif aux tribunaux de police. — <i>Ontwerp van wet betreffende de politierechtbanken</i>	13.12.1979	Wathelet	—
Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire. — <i>Ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken</i>	13.12.1979	—	—

### III. La politique pénitentiaire

1. Dans sa forme actuelle, le système pénitentiaire est mis en question non seulement chez nous, mais également dans les pays qui nous entourent. La contestation se manifeste de différentes manières. Elle porte sur des aspects fort divergents du régime pénitentiaire et va jusqu'à attaquer le principe même de la privation de la liberté.

On s'interroge sur le sens et l'utilité d'un système basé sur des peines privatives de liberté. Historiquement parlant, la peine de prison a été justifiée en fonction de buts différents. De tous temps, et maintenant encore, les espoirs fondés sur l'emprisonnement n'ont été réalisés que faiblement, tout comme d'ailleurs pour la réinsertion sociale — but devenu prioritaire — et la protection de la société.

C'est ainsi, que plus d'une fois on a conclu à l'inutilité de ce système, voire à sa nocivité.

2. Les options de base quant au rôle que les peines privatives de liberté auront à remplir dans le futur, trouvent certainement leur place dans le cadre de la réforme du Code pénal.

Dans son rapport de juin 1979, la Commission pour la révision de ce Code énonce les principes de la politique criminelle.

### III. Penitentiair beleid

1. Het penitentiair systeem in zijn huidige vorm wordt in discussie gesteld niet alleen bij ons maar ook in de ons omringende landen. De contestatie manifesteert zich op verschillende manieren, slaat op uiteenlopende aspecten van het gevangenisregime en zelfs op het principe zelf van de vrijheidsberoving.

Men stelt zich vragen over de zin en het nut van een systeem van vrijheidsberovende straffen. Historisch gezien heeft men de gevangenisstraf vanuit verschillende doelstellingen gemotiveerd. Steeds en ook nu werden de verwachtingen die men er in stelde, ook de thans prioritair gestelde verwachting van resocialisatie en bescherming van de maatschappij, slechts in beperkte mate gerealiseerd.

Daarom wordt ook wel eens besloten tot de nutteloosheid en zelfs tot de schadelijkheid van zo'n systeem.

2. De basisopties over de rol die de vrijheidsberovende straf in de toekomst zal moeten vervullen horen ongetwijfeld thuis in het kader van de herziening van het Strafwetboek.

In haar verslag van juni 1979 geeft de Commissie voor de Herziening van het Strafwetboek de beginselen van het criminell beleid aan.

Il en résulte que l'on va vers une conception élargie des réactions de la société face au crime, où le rôle du droit pénal sera limité et dans laquelle le droit pénal sera précédé de toute une série de mesures préventives et ira de pair avec une aide à caractère social bien structurée.

Le Code pénal rénové devra constituer le pivot autour duquel s'articulera une action de défense de la société à la fois efficace et humaine. A cet effet, la loi pénale devra donner les moyens de personnaliser la réaction sociale à l'égard de la délinquance.

Cette notion de personnalisation doit aller au-delà du concept classique de l'individualisation de la peine : elle suppose la prise en considération des valeurs vécues par ceux qui sont impliqués dans l'infraction, c'est-à-dire l'auteur et la victime, mais aussi de leur entourage et, plus généralement, de la société dans laquelle ils vivent.

Quant à l'efficacité de la peine, la Commission, sur base d'études récentes, fait un ensemble de constatations fort importantes :

- dans le traitement de la récidive criminelle, aucune méthode particulière n'est sensiblement meilleure qu'une autre;
- l'effet dissuasif d'une sanction est très différent d'après le type du délit et le genre d'individu;
- la rapidité et la certitude de la réaction sociale à la suite d'une infraction sont plus importantes que la sévérité de cette réaction;
- une procédure judiciaire et ses conséquences sociales sont souvent plus graves pour le sujet concerné que la sanction elle-même.

Dans la détermination de la nature des sanctions et mesures à prévoir, il convient, dès lors, de s'interroger :

- sur les charges sociales et économiques qu'elles entraînent;
- sur leur pouvoir de dissuasion vis-à-vis de la population en général;
- sur leur aptitude à protéger le public contre les activités criminelles.

Le coût des sacrifices sociaux et économiques, pour réaliser une diminution de la criminalité doit être aussi réduit que possible, sans porter atteinte aux droits de l'homme et aux principes généraux du droit.

Enfin, il convient d'actualiser les incriminations en tenant compte de l'évolution des valeurs éthiques dans la société contemporaine.

Ceci implique la décriminalisation de certains comportements, le remplacement des sanctions pénales par des mesures autres pour d'autres comportements, l'élaboration de nouvelles incriminations et une révision générale des peines et de leur taux en fonction des données actuelles de la vie économique et sociale.

Hieruit blijkt dat men naar een verruimde opvatting gaat van de reactie van de maatschappij op de misdaad waarin de rol van het strafrecht zal worden beperkt en waarin het strafrecht zal worden voorafgegaan door een geheel van preventieve maatregelen en gepaard zal gaan met een goed gestructureerde maatschappelijke hulpverlening.

Het vernieuwde strafwetboek moet de spil vormen voor een ruime bescherming van de maatschappij die voldoet aan de vereisten van doeltreffendheid en menselijkheid. Om deze rol te kunnen spelen moet men in de strafwet de middelen vinden om de reactie van de maatschappij op de misdaad te personaliseren.

Dit begrip personaliseren moet ruimer gezien worden dan het klassieke concept individualisering van de straf : het houdt in dat rekening wordt gehouden met de waarden zoals die worden beleefd door alle personen die bij een strafbaar feit betrokken zijn d.w.z. de dader en het slachtoffer maar ook hun omgeving en meer algemeen de maatschappij waarin zij leven.

Aangaande de doelmatigheid van de straf doet de Commissie, aan de hand van recente onderzoeksresultaten, een aantal zeer belangrijke vaststellingen :

- dat inzake criminelle recidive geen enkele strafrechterlijke behandelmethode aanmerkelijk beter is dan een andere;
- dat het afschrikkingseffect van een straf sterk verschilt naargelang van het misdrijf en de aard van het individu;
- dat de snelheid en de zekerheid van de reactie van de maatschappij op een strafbaar feit belangrijker zijn dan de gestrengheid van die reactie;
- dat de gerechterlijke procedure en de maatschappelijke gevolgen ervan voor de betrokkenen dikwijls erger zijn dan de straf zelf.

Bij de bepaling van de aard van de straffen en maatregelen moet dan ook worden afgewogen :

- welke sociale en economische lasten zij tot gevolg hebben;
- welke hun afschrikingskracht is ten aanzien van de bevolking in het algemeen;
- en in welke mate zij het publiek tegen misdadige praktijken beschermen.

De vermindering van de misdadigheid moet bereikt worden met de minste sociale en economische offers, zonder schending van de rechten van de mens en van de algemene rechtsbeginselen.

Tenslotte moet de strafbaarheid van gedragingen geactualiseerd worden, rekening houdend met de evolutie van de waarde-ethiek in de hedendaagse maatschappij.

Dit onderstelt de opheffing van de strafbaarheid van bepaalde gedragingen, de vervanging van de straffen door andere maatregelen voor andere gedragingen, strafbaarstelling van nieuwe gedragingen en een algemene herziening van de straffen en van de strafmaat in het licht van de huidige gegevens van het economisch en maatschappelijk leven.

En conformité avec ces principes, le nouveau Code pénal offrira au juge un plus grand choix de peines, afin d'éviter l'administration systématique de peines d'emprisonnement. Le juge devra recevoir d'autre part, des indications quant aux sanctions à appliquer. A effets égaux devra être choisie la sanction la plus appropriée à prévenir la récidive et à dissiper le trouble social résultant de l'infraction. Elle doit être aussi avantageuse que possible dans ses conséquences humaines, sociales et financières.

En fonction de ce critère d'efficacité, le juge devra rechercher si la réaction à la délinquance doit consister en :

- une forme d'avertissement;
- un traitement : le plus souvent la probation, parfois, une courte peine de prison;
- une sanction non privative de liberté;
- une neutralisation : un emprisonnement de durée suffisante.

La peine de prison doit constituer l'ultime moyen de réaction sociale à la délinquance.

La Commission pour la révision du Code pénal, dans son rapport sur les fondements principaux de la réforme envisagée, a accompli un travail important et remarquable.

Elle procède, à présent, à la rédaction des textes et établit en même temps l'exposé des motifs.

Il n'entre toutefois pas dans mes intentions d'attendre la fin de ce travail considérable mais au contraire, aussitôt que des matières délimitées et autonomes auront été complètement élaborées, de les soumettre dès que possible à l'approbation du Parlement sous forme d'autant de projets de loi.

3. Un minimum du sens des réalités suffit cependant pour constater que quel que soit le système d'actualisation des incriminations, la peine privative de liberté continuera à jouer un rôle. Tout laisse prévoir qu'il y aura toujours des prisonniers. Il serait dès lors inconcevable de remettre sans plus à plus tard l'étude du problème des établissements pénitentiaires.

4. Mais quel est en somme le but poursuivi par la peine privative de liberté ?

La question ne vise pas, de toute évidence, la définition des objectifs généraux qu'il importe d'atteindre. Pratiquement, chacun sera, en effet, d'accord avec le texte de l'article 26 de la loi-cadre néerlandaise relative à l'administration pénitentiaire. Cet article énonce que bien que le caractère de la peine soit maintenu, l'exécution de celle-ci est mise à profit pour préparer le retour des détenus dans la vie sociale.

A mon avis, le problème réside davantage dans la détermination des moyens permettant de réaliser cet objectif. Il

In overeenstemming met deze beginselen zal het nieuwe strafwetboek aan de rechter een ruimere keuze van straffen aanbieden om te voorkomen dat op stelselmatige wijze gevangenisstraf wordt opgelegd en zullen hem daarenboven richtlijnen worden verstrekt aangaande de te kiezen sanctie. Bij gelijke werking moet de sanctie verkozen worden die het meest geschikt is om herhaling te voorkomen en om de verstoring van de maatschappelijke norm, die uit het misdrijf is ontstaan, weg te werken. Ze moet ook de meest economische zijn, wat de gevolgen betreft op het menselijk, sociaal en financieel vlak.

De rechter zal met inachtneming van deze maatstaf van doeltreffendheid, moeten nagaan of de maatschappelijke reactie op de delinkwентie moet bestaan in :

- een vorm van waarschuwing;
- een behandeling : meestal probatie, soms een korte gevangenisstraf;
- een niet-vrijheidsbenemende strafmaatregel;
- een neutralisatie : vrijheidsbeneming voor een voldoende tijd.

De gevangenisstraf moet het uiterste reactiemiddel van de maatschappij tegen de delinkwentie zijn.

De Commissie voor de Herziening van het Strafwetboek heeft met haar verslag over de voornaamste grondslagen voor de hervorming een belangrijk en merkwaardig werkstuk afgeleverd.

Zij is nu aan het schrijven van de teksten toe en gelijktijdig daarmee zal ook de memorie van toelichting worden opgesteld.

Het ligt niet in mijn bedoeling de volledige voltooiing van dit omvangrijk werk af te wachten, maar wel afgebakende materies die het voorwerp kunnen zijn van autonome wetsontwerpen zodra mogelijk bij het Parlement in te dienen.

3. Enige realiteitszin volstaat nochtans om in te zien dat in welkdanig geactualiseerd sanctiesysteem ook de vrijheidsberovende straf nog een rol zal te vervullen hebben. Er zullen vermoedelijk wel altijd gevangenen zijn en het gaat bijgevolg ook niet op de problematiek van de strafinrichtingen zonder meer naar later te verwijzen.

4. Wat kan nu de opzet zijn bij de organisatie van de vrijheidsberovende straf ?

De vraag schuilt wellicht niet in de omschrijving van het algemeen objectief dat ons hierbij moet voor ogen staan. Nagenoeg iedereen zal het wel eens zijn met wat ter zake te lezen staat in artikel 26 van de Nederlandse Beginselwet Gevangeniswezen : Met handhaving van het karakter van de straf wordt de ten uitvoerlegging dienstbaar gemaakt aan de voorbereiding van de terugkeer der gedetineerden in het maatschappelijk leven.

Het probleem lijkt mij veeleer te liggen in het aanduiden van de middelen waarmee deze objectieven, vooral dan het

convient en d'autres termes de se demander comment, à notre époque, la peine privative de liberté doit être exécutée et quel traitement doit être appliqué aux détenus.

Il me semble que les impératifs de notre temps doivent être les suivants :

— la détention doit s'effectuer dans des conditions humaines. Cela implique l'existence d'un confort élémentaire, sans que celui-ci pour autant ne débouche sur du « luxe »;

— en prévision du retour à la liberté, les liens entre le détenu et la société doivent être maintenus dans toute la mesure du possible. La détention ne peut pas être un exil. Les rapports sociaux doivent être maintenus dans une mesure raisonnable;

— un service d'assistance actif et adéquat doit être mis sur pied pour faciliter la resocialisation des détenus.

D'autre part, la population doit être assurée de la protection à laquelle elle a droit.

Il semble qu'il faille satisfaire ces divers impératifs d'une manière différenciée. Ils ne peuvent, en effet, pas être réalisés de la même façon à l'égard de tous les détenus. Les distinctions suivantes devraient être prises en considération :

- la durée de la peine (peines courtes - peines longues);
- la nature de la délinquance;
- l'âge du condamné;
- la confiance qui peut être accordée aux condamnés détenus.

5. Quelle est, en regard de ce qui précède, l'image idéale de la prison et dans quels domaines cette image doit-elle exercer une influence ?

#### A. *Infrastructure*

a) Les établissements pénitentiaires doivent être répartis judicieusement et de telle manière que les détenus puissent être hébergés dans leur région linguistique et non loin de leur contrée. Dans ce contexte, les régions linguistiques pourraient être subdivisées, p.ex. comme suit :

- Flandre occidentale et orientale;
- Anvers, Brabant flamand et Limbourg;
- Brabant wallon et Hainaut;
- Liège, Namur et Luxembourg.

Dans chacun de ces territoires devrait exister une diversité d'établissements, qui permettrait le passage progressif du régime fermé au régime ouvert.

Au sein des établissements d'une même région linguistique, un échange devrait être possible en fonction

- des nécessités de la formation professionnelle du détenu ou du choix d'un travail;
- des souhaits du détenu de ne pas rester dans sa propre contrée.

tweede, kunnen worden bereikt : m.a.w. hoe moet in deze tijd de vrijheidsberovende straf worden uitgevoerd ? Hoe moeten gevangenen behandeld worden ?

Eigentijdse imperatieve lijken mij te zijn dat :

— De detentie moet verwezenlijkt worden in menselijke omstandigheden. Die voorwaarde verwijst ongetwijfeld naar een elementair comfort maar rechtvaardigt geen aanspraak op wat als « luxe » kan bestempeld worden.

— In het vooruitzicht van de terugkeer naar de vrije samenleving zouden de banden tussen gedetineerden en die samenleving zoveel mogelijk in stand moeten worden gehouden. De detentie mag geen totale uitbanning zijn. Sociale betrekkingen moeten in een redelijke mate kunnen gehandhaafd worden.

— Een actief en deskundig hulpaanbod ter beschikking moet worden gesteld voor de resocialisatie van de gevangenen.

Anderzijds moet aan de bevolking de beveiliging geboden worden waarop zij recht heeft.

Deze imperatieve lijken op een gedifferentieerde wijze te moeten worden nagestreefd. Zij kunnen inderdaad niet op identieke wijze worden verwezenlijkt t.o.v. alle gedetineerden. Een aantal onderscheidingen dringen zich op :

- lang-gestrafte - kort-gestrafte;
- de aard van de delinkwентie;
- leeftijd van de veroordeelden;
- het vertrouwen dat in de gedetineerden kan worden gesteld.

5. Welk is nu tegen deze achtergrond het ideaal beeld van de gevangenis dat wij ons kunnen voorstellen en op welke domeinen moeten deze imperatieve hun invloed doen gelden ?

#### A. *Infrastructuur*

a) De strafinrichtingen moeten oordeelkundig gespreid zijn. Veroordeelden moeten in hun eigen taalgebied en niet ver van de eigen streek kunnen worden gehuisvest. Daartoe zou ieder taalgebied kunnen worden onderverdeeld b.v. :

- West- en Oost-Vlaanderen;
- Antwerpen, Vlaams Brabant en Limburg;
- Waals-Brabant, Henegouwen;
- Luik, Namen en Luxemburg.

Binnen elk van die gebieden zou een diversiteit van inrichtingen moeten bestaan die een progressieve overgang toelaat van gesloten naar open inrichting.

Tussen de inrichtingen van een zelfde taalgebied moet uitwisseling mogelijk zijn naar keuze van de gedetineerde omwille van :

- beroepsopleiding of werkkeuze;
- wens om niet in eigen streek te blijven.

b) Il faut en arriver à une nouvelle conception de l'établissement pénitentiaire type, plus aisément conciliable avec les objectifs de la détention.

- bannissement des établissements mastodontes;
- subdivision en sections plus petites, pour la vie et le travail de groupe;
- aménagement d'une infrastructure pour le travail et la formation professionnelle;
- aménagement d'une infrastructure pour les activités culturelles, la détente et le sport; infrastructure qui sera également le lieu de rencontre avec des groupes venant de l'extérieur. On pourrait éventuellement concevoir les établissements, de manière telle que les terrains de sports soient également accessibles aux cercles et groupements des environs;
- agencement des locaux nécessaires pour les visites familiales.

c) Il convient de séparer les maisons d'arrêt (où des peines courtes peuvent également être purgées) des établissements où les peines sont appelées à être subies.

En annexe à la présente note sont joints deux projets établis par l'Administration (voir p. 32 et 33) :

- un projet concernant les maisons d'arrêt;
- un projet concernant les maisons de peine.

Les noms imprimés en italiques sont ceux d'établissements existants.

L'indication des noms de lieux doit être interprétée comme suit : pour les maisons d'arrêt, Anvers signifie les environs d'Anvers, etc., pour les maisons de peine, Saint-Ghislain signifie la région de Saint-Ghislain, etc...

Leur capacité a été calculée d'après la population actuelle des prisons et devra évidemment être revue dans le cadre des possibilités de réduction de cette population.

Aux prix pratiqués actuellement dans le secteur de la construction, les deux projets susvisés entraîneraient des dépenses respectives de  $\pm$  8,3 milliards et  $\pm$  6 milliards, l'achat du terrain n'étant pas compris dans ces montants.

Toutefois, il faut noter qu'en cas de réalisation de ces projets, des terrains deviendraient disponibles dans les centres urbains, après la démolition de certaines prisons existantes, et qu'avec le produit de ces terrains, les frais occasionnés par les constructions nouvelles pourraient partiellement être couverts.

Je propose donc d'instituer sans tarder une commission mixte de fonctionnaires des départements des Travaux publics (Régie de Bâtiments) et de la Justice (Administration des Etablissements pénitentiaires), qui aura pour tâche :

- d'évaluer nos besoins futurs sur le plan de l'infrastructure;
- d'élaborer plus en détail les idées développées ci-dessus.

Cette commission pourrait également être associée à l'exécution de certains projets réalisables à court terme.

b) Een nieuwe conceptie van het type-strafinrichting die beter verenigbaar is met de doeleinden van de detentie.

- mastodont-inrichtingen moeten vermeden worden;
- onderverdeling in kleinere secties voor groepsleven en groepswerk;
- infrastructuur voor arbeid- en beroepsopleiding;
- infrastructuur voor culturele activiteiten, ontspanning en sport die tevens ontmoetingsplaatsen zijn met groepen van buiten de inrichting. Er dient onderzocht te worden of de inrichtingen niet zo moeten worden opgevat dat sportterreinen ook niet ter beschikking kunnen worden gesteld van verenigingen of groepen uit de omgeving;
- de nodige ruimten voor familiaal bezoek.

c) Scheiding van arresthuizen (waar ook korte straffen kunnen worden uitgevoerd) en huizen van strafuitvoering.

In bijlage aan deze nota vindt men 2 proeven van projecten door het Bestuur opgesteld (zie p. 32 en 33) :

- een project arresthuizen;
- een project strafhuizen.

De cursief gedrukte namen van instellingen zijn bestaande inrichtingen.

De aangegeven plaatsnamen zijn bedoeld als volgt : voor de arresthuizen betekent Antwerpen de omgeving van Antwerpen, enz..., voor de strafhuizen betekent Saint-Ghislain de streek van Saint-Ghislain, enz...

De capaciteiten werden berekend op basis van de huidige gevangenisbevolking. Het spreekt vanzelf dat deze capaciteiten zouden moeten worden herzien in het licht van de mogelijkheden om de gevangenisbevolking te verminderen.

Gerekend aan de huidige bouwprijzen zou het project arresthuizen een uitgave van  $\pm$  8,3 miljard vergen, het project strafhuizen zou een uitgave vergen van  $\pm$  6 miljard; voor beiden de aankopen van de terreinen niet inbegrepen.

Er weze nochtans opgemerkt dat in geval van verwijzing van de projecten in de stadskernen terreinen zouden vrijkommen na de afbraak van sommige bestaande gevangenissen en dat met de verkoopsommen van die terreinen een deel van de nieuwbouw zou kunnen worden bekostigd.

Ik stel hier voor zonder verwijl een gemengde Commissie van ambtenaren van de departementen van Openbare Werken (Regie der Gebouwen) en Justitie (Bestuur der Strafinrichtingen) op te richten met als opdracht :

- evaluatie van onze toekomstige behoeften op het vlak van infrastructuur;
- de nadere uitwerking van de ideeën die hiervoor zijn uiteengezet.

Deze Commissie kan ook betrokken worden bij de uitvoering van bepaalde projecten die reeds op korte termijn realiseerbaar zijn.

**B. Cadre du personnel**

L'Administration pénitentiaire ne peut remplir sa tâche que si elle dispose d'un personnel qualifié et suffisant, qui possède la compétence requise pour venir en aide aux détenus dans divers domaines. A ce propos également, on peut s'interroger :

— Faut-il dissocier la fonction de surveillance de l'encaissement éducatif proprement dit des détenus ?

— Comment la formation professionnelle du personnel doit-elle être conçue ?

Conscient de l'importance fondamentale de cette question, j'ai demandé au Conseil supérieur de la Politique pénitentiaire d'étudier par priorité le problème des tâches de la formation et de l'organisation du personnel pénitentiaire.

**C. Situation des détenus dans les établissements**

A mon sens, il convient, en l'occurrence, de se demander avant tout quelle serait la meilleure manière d'éviter la distorsion entre la vie carcérale et la vie dans la société libre.

a) Comment garantir au mieux la santé physique et psychique des détenus ?

A quels soins médicaux — également préventifs — peuvent-ils prétendre ?

b) Quelles sont les possibilités de travail qui doivent leur être offertes ?

Il est évident que le travail pénitentiaire doit d'abord être axé sur le maintien ou l'acquisition de capacités professionnelles et que les conditions de travail doivent se rapprocher de celles qui existent à l'extérieur.

Sur ce problème vient se greffer celui de la rémunération du travail. Il ne semble pas normal qu'ici également il y ait un rapport entre le salaire d'une part et l'assiduité et la productivité d'autre part.

A quoi ce salaire doit-il être destiné ? Contribution aux frais d'entretien du détenu ? Remise d'une partie à sa famille, aux victimes ?

c) Où en est l'intégration du détenu dans la sécurité sociale ?

d) Comment régler la question :

— De l'organisation des contacts avec des personnes de l'extérieur ?

— De la correspondance ?

— D'éventuels entretiens téléphoniques ?

— Des visites ?

— De la vie sexuelle ?

Faut-il approcher ce problème par le biais du « congé pénitentiaire » ou faut-il prévoir les aménagements nécessaires dans l'établissement pénitentiaire lui-même ?

**B. Personeelsformatie**

Het gevangeniswezen kan alleen zijn taak vervullen wanneer het over voldoende geschoold personeel beschikt dat de specifieke deskundigheid bezit om op diverse domeinen hulp te bieden aan de gedetineerden. Ook in dit opzicht rijzen een aantal vragen :

— Moet de bewakingsfunctie losgemaakt worden van de eigenlijke opvoedende omkadering van de gedetineerden ?

— Hoe moet de beroepsopleiding van het personeel worden opgevat ?

Mij bewust van het fundamenteel belang van dit probleem heb ik de Hoge Raad voor Penitentiair Beleid dan ook gevraagd bij voorrang de opdracht, de opleiding en de arbeidsinrichting van het penitentiair personeel te willen ter studie nemen.

**C. De situatie van de gedetineerden binnen de inrichtingen**

Centraal lijkt mij hier te zijn hoe de vervreemding van het leven in de vrije samenleving het best kan voorkomen worden.

a) Hoe kan de fysische en psychische gezondheid van de gedetineerden het best worden gewaarborgd ?

Op welke medische — ook preventieve — verzorging moeten ze aanspraak kunnen maken ?

b) Welke arbeidsmogelijkheden moeten ter beschikking worden gesteld ?

Het is duidelijk dat de gevangenisarbeid in de eerste plaats moet gericht zijn op het onderhouden of verwerven van vakbekwaamheid en dat de werkomstandigheden deze moeten benaderen die extra-muros gelden.

Hierbij aansluitend rijst eveneens het probleem van de arbeidsbeloning. Het lijkt niet abnormaal dat ook hier een band zou bestaan tussen loon enerzijds, en inzet en productiviteit anderzijds.

Welk moet de bestemming zijn van dit loon ? Bijdragen in zijn eigen onderhoudskosten ? Afstand van een deel van het loon aan gezin, aan slachtoffers ?

c) Hoe staat het met de integratie van de gedetineerde in de sociale zekerheid ?

d) Hoe het probleem regelen van :

— Organisatie van kontakten met personen extra-muros ?

— Briefwisseling ?

— Mogelijkheid telefoongesprekken te voeren ?

— Bezoeksregeling ?

— Het onderhouden van seksuele relaties door gedetineerden ?

Dient dit probleem benaderd te worden via een regeling als het « penitentiair verlof » of moet daartoe de nodige accommodatie in de strafinrichtingen worden voorzien ?

Une telle mesure serait-elle compatible avec les exigences en matière de sécurité ?

e) Comment organiser les activités culturelles, sportives et de délassement ?

Par suite de la réduction du temps de travail, la société voit constamment s'accroître ses loisirs. Dans le monde libre, les pouvoirs publics s'efforcent de développer les initiatives et de prévoir des infrastructures nouvelles afin d'offrir au citoyen un choix de possibilités pour occuper son surcroît de loisirs.

Ce problème se pose d'une manière encore plus aiguë à ceux qui sont privés de leur liberté et donc brimés, contrairement au citoyen libre, dans leurs aspirations à prendre des initiatives personnelles.

Pour les détenus, il ne s'agit, par ailleurs, pas uniquement des loisirs en tant que tels; deux aspects importants sont attachés à l'organisation et à l'existence de ceux-ci :

— les loisirs dans une prison sont le domaine par excellence dans lequel une responsabilité et des initiatives peuvent être accordées aux détenus pour la préparation, le choix et le développement de leurs propres activités;

— c'est également un moyen important pour combattre le distancement d'avec la société, laquelle peut être associée à ces loisirs, en faisant entrer dans les établissements des cercles culturels et sportifs. Ceux-ci en se mêlant aux détenus pendant lesdites activités contribuent de cette manière à maintenir le contact indispensable avec la communauté environnante.

Grâce à l'aide appréciable des départements qui ont en charge la culture, de nombreuses activités relevant du domaine des loisirs ont été développées dans les prisons depuis plusieurs années.

On peut nourrir un espoir certain que les communautés créées dans le cadre de la réforme de l'Etat, multiplieront encore leurs contacts avec les détenus. En raison du transfert des crédits, elles en assument d'ailleurs la responsabilité.

f) De quelle manière peut-on mieux préciser la position juridique des détenus ?

Celle-ci doit être examinée dans le cadre de la résolution que le Conseil de l'Europe lui a consacrée.

Dans ma lettre du 10 octobre dernier, j'ai déjà prié le Conseil supérieur de la politique pénitentiaire d'y consacrer une étude.

J'estime que dans ce contexte, il est également utile de recueillir de plus amples renseignements à propos de la pratique suivie aux Pays-Bas dans le cadre des commissions dénommées « beklagcommissies » que ce pays a instaurées.

Je suis persuadé que, si nous parvenons à trouver un équilibre nouveau pour chacun de ces nombreux aspects de la

Is dat in overeenstemming te brengen met de eisen inzake veiligheid ?

e) Hoe culturele activiteiten, sport en ontspanningen organiseren ?

Met de verkorting van de arbeidsduur komt steeds meer vrije tijd ter beschikking van de gemeenschap. In de vrije wereld spannen de openbare machten zich in om initiatieven te ontwikkelen en nieuwe infrastructuur te voorzien om een keuze van mogelijkheden van vrijetidsbesteding aan de burgers aan te bieden.

Dit probleem stelt zich nog scherper voor diegenen die van hun vrijheid zijn beroofd en daardoor geremd worden om persoonlijke initiatieven te ontwikkelen wat de vrije burger wel kan doen.

Voor gedetineerden gaat het daarenboven niet alleen om de vrijetidsbesteding op zichzelf; er zijn twee belangrijke facetten aan de organisatie en het bestaan ervan verbonden :

— de vrijetidsbesteding in een gevangenis is het domein bij uitstek waarop aan de gedetineerden inspraak en initiatief kunnen worden verleend voor organisatie, keuze en ontwikkeling van eigen activiteiten;

— het is tevens een belangrijk middel om de vervreemding van de maatschappij tegen te gaan omdat de gemeenschap van buiten de gevangenis er kan bij betrokken worden door het binnenbrengen in de inrichtingen van culturele- en sportgroepen die zich tijdens deze activiteiten met de gedetineerden vermengen; het zo noodzakelijk contact met de omliggende gemeenschap blijft erdoor gehandhaafd.

Dank zij de gewaardeerde hulp van de departementen belast met het cultuurbeleid worden sinds jaren heel wat activiteiten op het stuk van vrijetidsbesteding ontwikkeld in de gevangenissen.

Men mag de stellige hoop koesteren dat de nu in het kader van de Staatshervorming gecreëerde gemeenschappen, nog meer ijver aan de dag zullen leggen om de contacten van de gedetineerden met de gemeenschappen te vermenigvuldigen. Door de overdracht van kredieten hebben de gemeenschappen trouwens de verantwoordelijkheid hiervoor opgedragen gekregen.

f) Op welche manier kan men een betere omschrijving van de rechtspositie van de gedetineerden geven ?

Deze dient te worden onderzocht in het licht van de resolutie van de Raad van Europa daaromtrent.

In mijn brief van 10 oktober jl. heb ik de Hoge Raad voor het Penitentiair Beleid reeds verzocht daaraan een studie te wijden.

Ik meen dat het in deze context tevens nuttig is nadere informatie te verzamelen over de Nederlandse praktijk inzake de aldaar functionerende beklagcommissies.

Het is mijn overtuiging dat indien wij er in slagen voor elk van die talrijke facetten van het leven in de strafinrich-



## C. Répartition suivant la nationalité au 31 décembre

	1974	1975	1976	1977	1978
Belges . . . . .	5 216	5 421	4 926	5 020	4 841
Etrangers . . . . .	1 042	1 206	1 151	1 249	1 334

Les étrangers représentent 65 à 81 nationalités.

Fin 1978, ils totalisaient 21,6 p.c. de l'ensemble de la population des prisons, contre 16,6 p.c. seulement à la fin de 1974.

Les nationalités les plus fortement représentées étaient et sont les suivantes :

- les Français groupe de 260 à 280 personnes
- les Italiens groupe de 150 à 215 personnes
- les Marocains groupe de 120 à 170 personnes
- les Algériens groupe de 40 à 60 personnes
- les Allemands groupe de 40 à 60 personnes
- les Néerlandais groupe de 40 à 60 personnes
- les Espagnols groupe de 45 à 55 personnes
- les Yougoslaves groupe de 40 à 50 personnes

## D. Détenus présents au 31 décembre et répartis selon l'âge

## C. Indeling volgens nationaliteit op 31 december

	1974	1975	1976	1977	1978
Belgen . . . . .	5 216	5 421	4 926	5 020	4 841
Vreemdelingen . . . . .	1 042	1 206	1 151	1 249	1 334

De vreemdelingen vertegenwoordigen een aantal nationaliteiten variërend tussen de 65 en 81.

Zij maken 21,6 pct. van de totale gevangenisbevolking uit einde 1978 tegen slechts 16,6 pct. einde 1974.

Het sterkst vertegenwoordigd waren en zijn :

- de Fransen met een groep gaande van 260 tot 280
- de Italianen met een groep gaande van 150 tot 215
- de Marokkanen met een groep gaande van 120 tot 170
- de Algerijken met een groep gaande van 40 tot 60
- de Duitsers met een groep gaande van 40 tot 60
- de Nederlanders met een groep gaande van 40 tot 60
- de Spanjaarden met een groep gaande van 45 tot 55
- de Joegoslaven met een groep gaande van 40 tot 50

## D. Opgeslotenen aanwezig op 31 december per leeftijds-groep

	1974	1975	1976	1977
— 18 ans/jaar (par rapport à/tegenover 1974)	26	33	30	29 + 3 = + 11,5 %
18-21 ans/jaar (par rapport à/tegenover 1974)	597	699	584	589 — 8 = — 1,3 %
21-25 ans/jaar (par rapport à/tegenover 1974)	987	1 094	1 057	1 171 + 196 = + 20,0 %
25-30 ans/jaar (par rapport à/tegenover 1974)	954	1 021	1 059	1 184 + 250 = + 26,8 %
30-40 ans/jaar (par rapport à/tegenover 1974)	1 686	1 726	1 518	1 514 — 126 = — 7,7 %
40-50 ans/jaar (par rapport à/tegenover 1974)	1 105	1 145	1 044	1 021 — 73 = — 7,2 %
50-60 ans/jaar (par rapport à/tegenover 1974)	558	567	506	517 — 41 = — 7,4 %
60-65 ans/jaar (par rapport à/tegenover 1974)	156	155	137	113 — 43 = — 27,6 %
65-70 ans/jaar (par rapport à/tegenover 1974)	106	103	77	71 — 35 = — 33,0 %
+ 70 ans/jaar (par rapport à/tegenover 1974)	83	75	65	54 — 29 = — 34,9 %
Totaux. — Totalen . . . . .	6 258	6 627	6 077	6 263

Ce tableau montre un rajeunissement sensible de la population des prisons de 1974 à 1977.

A titre d'exemple :

	31-12-1974	31-12-1977
Population totale . . . . .	6 258	6 263
Total des groupes de —18 ans à 25 —30 ans inclus . . . . .	2 564 soit 40,9 p.c.	2 973 soit 47,5 p.c.

E. Détenus au 31 décembre classés selon leur principale infraction

Uit deze tabel blijkt dat de gevangenisbevolking van 1974 tot 1977 op een gevoelige wijze verjongd is geworden.

Ter illustratie :

	31-12-1974	31-12-1977
Totale bevolking . . . . .	6 258	6 263
Totaal groepen —18 jaar tot en met 25 —30 jaar . . . . .	2 564 of 40,9 pct.	2 973 of 47,5 pct.

E. Opgeslotenen op 31 december naargelang hun bijzonderste misdrijf

	1974	1975	1976	1977
Meurtre. — <i>Doodslag</i> . . . . .	554	581	591	562
Coups volontaires. — <i>Vrijwillige slagen</i> . . . . .	608	709	581	654
Attentat à la pudeur, viol. — <i>Aanslag eerbaarheid, verkrachting</i> . . . . .	577	532	424	399
Incendie et explosions. — <i>Brandstichting en ontstellingen</i> . . . . .	116	110	113	121
Vol qualifié. — <i>Zware diefstal</i> . . . . .	1 530	1 569	1 346	1 518
Enlèvement de mineurs. — <i>Schaking minderjarigen</i> . . . . .	11	10	6	7
Débauche, corruption de la jeunesse. — <i>Ontucht, jeugdbederf</i> . . . . .	44	37	49	44
Abandon d'enfant. — <i>Achterlaten kinderen</i> . . . . .	22	16	27	21
Avortement. — <i>Vrouwelijke afval</i> . . . . .	1	1	1	—
Vol. — <i>Diefstal</i> . . . . .	569	591	510	579
Abus de confiance, escroquerie. — <i>Misbruik vertrouwen, afdrikkelse</i> . . . . .	340	398	342	285
Recl. — <i>Heling</i> . . . . .	52	55	52	42
Faux et usage de faux. — <i>Valsheid in geschriften en gebruik</i> . . . . .	73	97	74	79
Homicide et blessures involontaires. — <i>Onvrijwillige dood en verwondingen</i> . . . . .	10	9	6	8
Homicide et blessures involontaires (circulation). — <i>Onvrijwillige dood en verwondingen (verkeer)</i> . . . . .	94	76	66	55
Banqueroute. — <i>Bankroet</i> . . . . .	1	7	2	3
Outrage public aux bonnes mœurs. — <i>Openbare zedenschenk</i> . . . . .	46	46	46	30
Destruction et dégradations. — <i>Vernieling en beschadigingen</i> . . . . .	23	21	13	19
Rébellion et outrage. — <i>Weerspanning en smaad</i> . . . . .	44	38	27	25
Adultère et polygamie. — <i>Echtbreuk, veelwijverij</i> . . . . .	4	4	1	1
Délits de drogue. — <i>Drugmisdrijven</i> . . . . .	74	122	190	201
Abandon de famille. — <i>Familieverlating</i> . . . . .	58	50	35	49
Infraction à la loi sur les étrangers. — <i>Inbreuk vreemdelingenwet</i> . . . . .	71	64	91	118
Délits militaires. — <i>Militaire misdrijven</i> . . . . .	178	213	204	200
Infractions au Code de la route. — <i>Verkeersmisdrijven</i> . . . . .	109	113	73	92
Autres délits. — <i>Andere misdrijven</i> . . . . .	101	125	113	154
Délit non déterminé commis par des mineurs. — <i>Niet nader bepaald misdrijf begaan door minderjarigen</i> . . . . .	27	43	31	23
Vagabondage. — <i>Landloperij</i> . . . . .	919	986	1 056	970

F. Personnes ayant subi une condamnation définitive et détenues au 31 décembre, classées selon la peine

F. Definitief veroordeelden opgesloten op 31 december naargelang de strafmaat

	1974	1975	1976	1977
--	------	------	------	------

*Peines criminelles.* — Criminele staffen :

Condamnés à mort. — <i>Ter dood veroordeelden</i>	2	--	2	—
Peine à perpétuité. — <i>Levenslange straf</i>	90	105	106	95
Peine criminelle à temps. — <i>Tijdelijke criminale straf</i>	158	154	150	152

*Peines correctionnelles.* — Correctionele straffen :

Plus de 5 ans. — <i>Meer dan 5 jaar</i>	164	172	192	205
3 ans à 5 ans. — <i>3 jaar tot 5 jaar</i>	349	375	335	363
1 an à 3 ans. — <i>1 jaar tot 3 jaar</i>	908	1 011	784	850
6 mois à 1 an. — <i>6 maand tot 1 jaar</i>	426	468	327	361
3 mois à 6 mois. — <i>3 maand tot 6 maand</i>	304	319	285	332
1 mois à 3 mois. — <i>1 maand tot 3 maand</i>	224	219	189	226
Jusqu'à 1 mois. — <i>Tot 1 maand</i>	134	146	100	99
Emprisonnement subsidiaire. — <i>Plaatsvervangende gevangenisstraf</i>	142	164	188	219

Pendant les quatre années considérées, il ne semble pas y avoir eu de notables différences dans les catégories de peines, sauf :

- pour les peines correctionnelles de plus de cinq ans dont le nombre s'accroît de 164 à 205;
- et pour l'exécution des peines d'emprisonnement subsidiaire dont le nombre s'accroît de 142 à 219.

Gedurende de vier beschouwde jaren blijken er geen grote verschillen te zijn ontstaan in de aantallen voor ieder van de strafmaten behalve dan voor :

- de correctionele straffen van meer dan vijf jaar waar er een stijging is van 164 tot 205;
- en de uitvoering van plaatsvervangende gevangenisstraffen waar het aantal stijgt van 142 naar 219.

2. *Données dynamiques*

2. *Dynamische gegevens*

A. Nombre d'incarcérations opérées au cours d'une année

A. Opsluitingen gedurende een jaar

Sont seules prises en considération les détentions effectives de personnes qui étaient en liberté, abstraction faite de la réincarcération de détenus après un congé pénitentiaire, une évasion, etc.

Worden alleen in beschouwing genomen de eigenlijke opsluiting van mensen die uit vrijheid komen, voorbehoud makend voor wederopsluiting van gedetineerden na penitentiair verlof, na ontluchting, enz.

	Hommes — Mannen	Femmes — Vrouwen	Total — Totaal
1974	17 658	1 114	18 772
1975	18 460	1 159	19 619
1976	17 964	1 235	19 310
1977	19 399	1 349	20 742
Par rapport à 1974. — <i>Tegenover 1974</i>	+ 1 741	+ 229	+ 1 965
ou/of	+ 9,86 %	+ 20,56 %	+ 10,47 %

## B. Situation légale au moment de la détention

En d'autres termes, pourquoi ou pour quels motifs les écrous ont-ils été prescrits.

## B. Wettelijke toestand op het ogenblik van de opsluiting

In andere woorden waarvoor of om welke redenen werden de opsluitingen geboekt.

	1974	1975	1976	1977
Prévenus et personnes assimilées. — <i>Beklaagden en gelijkgestelden</i> . . . . .	9 157	9 544	9 240	9 484
Anormaux internés. — <i>Geïnterneerde abnormalen</i> . . . . .	457	438	427	520
Etrangers détenus à la disposition de la Sûreté publique. — <i>Ter beschikking van de Openbare Veiligheid opgesloten vreemdelingen</i> . . . . .	297	814	840	1 181
Vagabonds. — <i>Landlopers</i> . . . . .	2 443	2 413	2 431	2 482
Délinquants d'habitude mis à la disposition du Gouvernement. — <i>Ter beschikking van de Regering gestelde gewoontemisdadigers</i> . . . . .	28	31	25	29
Mineurs sous garde préventive. — <i>Minderjarigen in voorlopige bewaring</i> . . . . .	717	739	837	665
Divers. — <i>Diversen</i> . . . . .	96	67	69	41
Peine criminelle à temps. — <i>Criminale tijdelijke straf</i> . . . . .	—	1	1	—
Emprisonnement correctionnel de plus de 5 ans. — <i>Correctionele gevangenisstraf meer dan 5 jaar</i> . . . . .	2	2	1	1
Emprisonnement correctionnel, plus de 3 ans à 5 ans. — <i>Correctionele gevangenisstraf, meer dan 3 jaar tot 5 jaar</i> . . . . .	6	5	14	3
Emprisonnement correctionnel, plus d'1 an à 3 ans. — <i>Correctionele gevangenisstraf, meer dan 1 jaar tot 3 jaar</i> . . . . .	77	95	89	159
Emprisonnement correctionnel, plus de 6 mois à 1 an. — <i>Correctionele gevangenisstraf, meer dan 6 maand tot 1 jaar</i> . . . . .	175	172	280	303
Emprisonnement correctionnel, plus de 3 mois à 6 mois. — <i>Correctionele gevangenisstraf, meer dan 3 maand tot 6 maand</i> . . . . .	552	553	753	839
Emprisonnement correctionnel, plus d'1 mois à 3 mois. — <i>Correctionele gevangenisstraf, meer dan 1 maand tot 3 maand</i> . . . . .	1 073	1 032	881	1 057
Emprisonnement correctionnel, jusqu'à 1 mois. — <i>Correctionele gevangenisstraf, tot 1 maand</i> . . . . .	1 856	1 749	1 335	1 607
Peines subsidiaires. — <i>Plaatsvervangende straffen</i> . . . . .	1 838	1 967	1 981	2 213
Totaux. — <i>Totalen</i> . . . . .	18 772	19 619	19 310	20 742
Par rapport à 1974. — <i>Tegenover 1974</i> . . . . .				+ 10,49 %

L'augmentation de plus de 10 p.c. du nombre de détenus est principalement due à :

1. la forte élévation du nombre de condamnés dans les catégories des :

- peines de un à trois ans
- peines de six mois à un an
- peines de trois mois à six mois
- et des peines d'emprisonnement subsidiaire;

2. l'augmentation du nombre d'étrangers détenus à la disposition de la Sûreté publique.

Les détentions à la disposition des autorités judiciaires représentent un peu plus de la moitié du total des détentions.

De verhoging van meer dan 10 pct. van het aantal opsluitingen is hoofdzakelijk te wijten aan :

1. de sterke stijging van het aantal veroordeelden in de categorieën :

- straffen van een tot drie jaar
- straffen van zes maanden tot een jaar
- straffen van drie maanden tot zes maanden
- en de plaatsvervangende gevangenisstraffen;

2. de vermeerdering van het aantal vreemdelingen opgesloten ter beschikking van de Openbare Veiligheid.

De opsluitingen ter beschikking van de gerechtelijke overheden vertegenwoordigen iets meer dan de helft van het totaal der opsluitingen.

C. Nombre de mises en liberté accordées au cours d'une année.

Etant donné que le nombre de détenus emprisonnés reste relativement stable ( $\pm$  6 000), il est évident qu'au cours d'une année, le nombre de sorties de prison est à peu près égal au nombre d'entrées.

Aussi, en ce qui concerne les mises en liberté, nous faisons abstraction des sorties pour cause de congé pénitentiaire, etc., et mentionnons uniquement les chiffres des libérations effectives.

C. Vrijstellingen gedurende een jaar

Gezien het aantal gedetineerden in de gevangenis opgesloten betrekkelijk stabiel blijft rond het cijfer 6 000, is het vanzelfsprekend dat er in de loop van een jaar ongeveer evenveel mensen de gevangenis verlaten als er binnengekomen zijn.

Ook wat de vrijstellingen betreft maken wij abstractie van afschrijvingen omwille van penitentiaire verloven enz... en geven wij alleen de cijfers voor de eigenlijke invrijheidstellingen.

	Hommes Mannen	Femmes Vrouwen	Total Totaal
1974	17 788	1 135	18 923
1975	18 109	1 123	19 232
1976	18 090	1 254	19 344
1977	18 624	1 298	19 922
Par rapport à 1974. — Tegenover 1974 . . . . .	+ 836	+ 163	+ 999
ou/of . . . . .	+ 4,7 %	+ 14,4 %	+ 5,3 %

D. Motifs des sorties et libérations

D. Redenen van de afschrijvingen

	1974	1975	1976	1977
Prévenus et personnes y assimilées libérées sur ordre des autorités judiciaires ou en vertu de l'article 21 de la loi sur la détention préventive. — Beklaagden en dergelijke ontslagen op bevel van de rechterlijke overheid of krachtens artikel 21 van de wet op de voorlopige bechting . . . . .	6 530	6 510	6 543	6 733
Condamnés libérés à l'expiration de la peine. — Veroordeelden ontslagen bij strafinde . . . . .	7 252	7 430	7 085	6 822
Condamnés libérés avant terme. — Veroordeelden ontslagen ingevolge voortijdige invrijheidstelling . . . . .	1 124	1 085	1 245	1 480
Vagabonds libérés. — Ontslagen landlopers . . . . .	2 297	2 212	2 316	2 471
Délinquants anormaux internés, mis en liberté. — Invrijheidgestelde geinterneerde abnormale misdrijfplegers . . . . .	675	668	678	679
Mise en liberté de délinquants d'habitude mis à la disposition du Gouvernement. — Invrijheidstelling van ter beschikking van de Regering gestelde gewoontemisdadigers . . . . .	71	71	62	57
Mise en liberté de mineurs mis à la disposition du Gouvernement. — Invrijheidstelling van ter beschikking van de Regering gestelde minderjarigen . . . . .	33	21	33	28
Etrangers à la disposition de la Sûreté publique mis en liberté aux fins d'expulsion. — Ter fine van uitleiding vrijgestelde vreemdelingen ter beschikking van de Openbare Veiligheid . . . . .	522	1 009	1 117	1 485
Idem, mais non expulsés. — Idem niet gevuld door uitleiding . . . . .	59	119	60	30
Autres raisons de libération. — Andere reden van afschrijving . . . . .	214	183	276	211

E. Mise en liberté des condamnés

Pour être complet et parce qu'il s'agit d'un aspect de l'activité pénitentiaire qui suscite parfois des considérations contradictoires, nous avons essayé, notamment à l'aide de chiffres, de donner un aperçu de la manière de mettre fin

E. Invrijheidstelling van veroordeelden

Volledigheidshalve en omdat het gaat om een facet van de penitentiaire activiteit dat nogal wat tegenstrijdige bedenkingen oproept, hebben wij getracht ook aan de hand van cijfers een beeld te schetsen van de wijze waarop aan de

à la détention de condamnés, et ce en ce qui concerne plus spécialement le moment de cette mise en liberté, par rapport à la date de l'expiration de la peine.

Les chiffres cités ont trait aux mises en liberté pendant l'année 1977.

opsluiting van veroordeelden een einde wordt gemaakt wat betreft het tijdstip van die invrijheidstelling, namelijk vóór of bij het strafeinde.

De aangehaalde cijfers hebben betrekking op de invrijheidstelling gedurende het jaar 1977.

Peine — <i>Ingeschreven straf</i>	Nombre total des mises en liberté — <i>Totaal aantal vrijstellingen</i>	Mises en liberté à la date d'expiration de la peine — <i>Vrijstellingen bij strafeinde</i>	Mises en liberté avant la date d'expiration de la peine — <i>Vrijstellingen vóór strafeinde</i>
A perpétuité. — <i>Levenslang</i> . . . . .	18	—	18
Peine criminelle à temps. — <i>Tijdelijke criminale straf</i> . . . . .	40	—	40
Peine de plus de 5 ans. — <i>Straf meer dan 5 jaar</i> . . . . .	61	10	51
Peine de plus de 3 ans à 5 ans. — <i>Straf meer dan 3 jaar tot 5 jaar</i> . . . . .	186	42	144
Peine de plus d'1 an à 3 ans. — <i>Straf meer dan 1 jaar tot 3 jaar</i> . . . . .	786	327	459
Peine de plus de 6 mois à 1 an. — <i>Straf meer dan 6 maand tot 1 jaar</i> . . . . .	716	439	277
Peine de plus de 3 mois à 6 mois. — <i>Straf meer dan 3 maand tot 6 maand</i> . . . . .	1 023	742	281
Peine de plus d'1 mois à 3 mois. — <i>Straf meer dan 1 maand tot 3 maand</i> . . . . .	1 314	1 144	170
Peine d'1 mois ou plus. — <i>Straf tot 1 maand</i> . . . . .	1 500	1 474	26
Emprisonnement subsidiaire. — <i>Plaatsvervangende gevangenisstraf</i> . . . . .	2 253	2 239	14
	7 897	6 417	1 480
Moins les emprisonnements subsidiaires. — <i>Min de plaatsvervangende gevangenisstraffen</i> . . . . .	5 644	4 178	1 466

Une grande partie de la problématique actuelle de l'Administration des établissements pénitentiaires est illustrée par les données ci-dessus.

Il y a le problème du grand nombre de personnes incarcérées dans le courant d'une année, environ 21 000, avec son énorme répercussion sur la vie dans les maisons d'arrêt et les sections des maisons d'arrêt dans les maisons de peine :

— toutes les détentions, en première instance, sont prises en charge par ces maisons d'arrêt et les sections de maison d'arrêt;

— environ 18,5 p.c. de ces détenus doivent être éloignés dans les premiers jours qui suivent l'incarcération, afin d'être transférés vers les maisons de peine destinées à les recevoir; il s'agit là des vagabonds et de toutes les personnes incarcérées afin de subir un emprisonnement de plus de 3 mois;

— 81,5 p.c. des incarcérations dans les maisons d'arrêt consistent principalement en :

cas de détention préventive	± 45,7 p.c.
courtes peines jusqu'à 3 mois	± 12,8 p.c.
emprisonnements subsidiaires	± 10,6 p.c.
autres catégories .	± 12,4 p.c.

32,5 p.c. des ± 45,7 p.c. d'incarcérations dans le cadre de la détention préventive prennent fin après une période relativement courte (jours, semaines, mois), après instruction et dans l'attente du procès.

Een groot stuk van de huidige problematiek van het Bestuur der Strafinrichtingen wordt door bovenstaande gegevens blootgelegd.

Er is het probleem van het groot aantal personen dat in de loop van een jaar wordt opgesloten, bijna 21 000, met zijn enorme repercussie op het leven in de arresthuizen en de afdelingen arresthuis in strafhuizen ondergebracht :

— alle opsluitingen moeten in eerste instantie worden verwerkt door die arresthuizen en die afdelingen;

— ongeveer 18,5 pct. van die opgeslotenen moeten in de eerste dagen na de opsluiting verwijderd worden om doorgezonden te worden naar de strafhuizen van bestemming; het gaat hier om de landlopers en alle personen die opgesloten werden om een gevangenisstraf te ondergaan van meer dan drie maanden;

— 81,5 pct. van de opsluitingen in de arresthuizen bestaat hoofdzakelijk uit :

personen in preventieve hechtenis genomen	± 45,7 pct.
korte straffen tot 3 maanden	± 12,8 pct.
plaatsvervangende gevangenisstraffen	± 10,6 pct.
andere categorieën	± 12,4 pct.

van de ± 45,7 pct. opsluitingen geboekt voor preventieve hechtenis worden er ± 32,5 pct. na een betrekkelijk korte periode (dagen, weken, maanden) ongedaan gemaakt na onderzoek en in afwachting van het proces.

Les maisons d'arrêt des grandes agglomérations urbaines sont surtout touchées par la masse d'incarcérations :

Bruxelles : avec plus de 5 000 incarcérations par an.

Anvers : avec environ 3 000 incarcérations par an.

Liège : avec environ 1 600 incarcérations par an.

Gand : avec environ 1 300 incarcérations par an.

Jamioulx : avec environ 1 200 incarcérations par an.

Ce grand nombre d'incarcérations suscite dans ces établissements une surpopulation chronique et fait apparaître également un manque de moyens :

— l'administration est surchargée;

— la surveillance est insuffisante en raison d'un cadre inadapte;

— les membres du personnel travaillent à un rythme trop rapide et n'ont pas le temps d'assurer l'accueil moral des détenus.

Il y a également le problème du grand nombre d'étrangers séjournant dans les établissements pénitentiaires belges, soit plus de 21 p.c. de la population totale de ces établissements. Des différences linguistiques et culturelles entre personnel et détenus causent de grandes difficultés aux deux groupes. Pour l'étranger, l'incarcération signifie en outre, dans de nombreux cas, une privation de contact avec la famille.

Nombre d'entre eux sont expulsés après avoir satisfait à la Justice belge, parce qu'ils n'entrent pas en considération en ce qui concerne la classification, pour un placement dans les établissements ouverts ou semi-ouverts, lesquels disposent de place alors que les institutions fermées souffrent d'une surpopulation chronique.

Enfin, les statistiques relatives à la mise en liberté des détenus démontrent également qu'il faut chercher de nouvelles possibilités de libération avant expiration de la peine.

Il est inutile d'ajouter que la surpopulation chronique et la prise en charge d'un grand nombre de cas par an posent des problèmes sur le plan de l'hébergement des détenus, celui-ci ne pouvant pas toujours être réalisé dans les meilleures conditions.

## *II. Etat de l'Infrastructure*

### A. La situation existante

L'infrastructure existante et disponible a été réalisée pendant la période allant du Régime hollandais à 1919, du moins en ce qui concerne la plupart des établissements :

— Merksplas, Wortel et Hoogstraten, à l'origine colonie pour vagabonds, remontent à la période hollandaise;

— Marneffe date de la même période mais a une autre origine;

— Ruiselede est abrité dans une partie des bâtiments construits pour la Protection de la jeunesse;

Vooral in de grote stedelijke agglomeraties worden de arresthuizen getroffen door de vloed van opsluitingen :

Brussel : met meer dan 5 000 opsluitingen per jaar.

Antwerpen : met ongeveer 3 000 opsluitingen per jaar.

Luik : met ongeveer 1 600 opsluitingen per jaar.

Gent : met ongeveer 1 300 opsluitingen per jaar.

Jamioulx : met ongeveer 1 200 opsluitingen per jaar.

Dit grote aantal opsluitingen verwekt in die inrichtingen kronische overbevolking en brengt ook een gebrek aan middelen aan het licht :

— de administratie is overbelast;

— de bewaking wordt onvoldoende omwille van een onaangepast kader;

— de personeelsleden werken aan een te hoog ritme en hebben geen tijd om de morele opvang van de gedetineerden te verzorgen.

Er is ook het probleem van het groot aantal vreemdelingen verblijvend in de Belgische strafinrichtingen, meer dan 21 pct. van de totale gevangenisbevolking. Taal- en cultuurverschillen tussen personeel en gedetineerden berokkenen aan beide groepen grote moeilijkheden. Daarenboven betekent de opsluiting voor de vreemdeling in vele gevallen verstoken blijven van contact met zijn familie.

Omdat velen onder hen, na voldaan te hebben aan de Belgische Justitie, uitgewezen worden, komen zij, wat de classificatie betreft, niet in aanmerking voor plaatsing in open of half-open inrichtingen waar plaatsen beschikbaar zijn daar waar kronische overbevolking heerst in gesloten gestichten.

De statistieken over de invrijheidstelling van gedetineerden tonen tenslotte ook aan dat nieuwe mogelijkheden moeten worden gezocht voor invrijheidstelling vóór strafeinde.

Onnodig hieraan toe te voegen dat kronische overbevolking en verwerking van een groot aantal gevallen per jaar problemen stellen op het gebied van de huisvesting van de gedetineerden die niet altijd in de beste voorwaarden kan worden verwezenlijkt.

## *II. Toestand van de Infrastructuur*

### A. De bestaande toestand

De bestaande en voorhanden zijnde infrastructuur werd verwezenlijkt in een periode gaande van het Hollands Bewind tot 1919, althans wat het overgrote aantal van de inrichtingen betreft :

— uit de Hollandse periode stammen Merksplas, Wortel en Hoogstraten, oorspronkelijk kolonieën voor landlopers;

— Marneffe dateert van dezelfde periode maar heeft een andere oorsprong;

— Ruiselede is ondergebracht in een deel der gebouwen opgericht voor de Kinderbescherming;

— St-Andries date du début de ce siècle et présente le style typique des casernes aux grandes salles communes;

— 24 prisons cellulaires ont été construites entre 1844 et 1919, parfois avec quelques différences de style et d'implantation, mais toutes destinées à un régime d'isolation sévère.

Toutefois, ces établissements ne se trouvent plus dans leur état originel :

— grâce aux travailleurs détenus, et en régie, Merksplas a été presque totalement démolie et reconstruite;

— Wortel a également été modernisé avec des travailleurs détenus et la rénovation (après démolition) de l'hôpital est encore en cours;

— Marneffe a été restauré et pourvu partiellement de nouvelles constructions;

— les bâtiments employés par les services administratifs à Ruiselede ont été complètement modernisés avec la main-d'œuvre de la prison;

— un nombre infini de travaux ont été effectués dans tous les autres établissements, surtout depuis la fin de la dernière guerre mondiale : renouvellement du chauffage central et des installations électriques, création d'ateliers et d'autres locaux, etc.

De tout nouveaux établissements ont été construits :

— à Jamioulx, en remplacement de la prison cellulaire de Charleroi;

— à Lantin, en remplacement de la prison de Liège; les travaux de construction s'y poursuivent;

— à Saint-Hubert :

a) un établissement pour vagabonds;

b) un établissement en remplacement des baraquements en bois du centre pénitentiaire agricole;

— à Paifve : établissement de défense sociale déjà partiellement utilisé; les travaux de construction s'y poursuivent.

## B. Les imperfections de l'infrastructure

L'infrastructure présente un grand nombre d'imperfections :

— répartition peu judicieuse;

— 22 établissements doivent servir à la fois de maison d'arrêt et de maison de peine; si cela ne constituait pas un inconvénient lors de leur construction et ce parce que le régime cellulaire à l'époque était appliqué aussi bien aux condamnés qu'aux détenus placés en détention préventive, cette situation crée à présent des difficultés à cause des différences de régime;

— les établissements fermés ont été construits en bordure des villes; en raison de l'expansion que celles-ci ont connue, ils se sont retrouvés au cœur des agglomérations, ce qui est préjudiciable et à la prison et au voisinage;

— St-Andries dateert van begin dezer eeuw en vertoont de typische stijl van de kazernes met grote gemeenschapszalen;

— 24 celgevangenissen werden gebouwd tussen 1844 en 1919, soms met enig verschil in stijl en inplanting, maar allen afgestemd op een regime van strenge afzondering.

Die inrichtingen bevinden zich nochtans niet meer in hun oorspronkelijke toestand :

— Merksplas werd met gedetineerde werkkrachten en in eigen beheer ongeveer totaal afgebroken en opnieuw opgebouwd;

— Wortel werd eveneens met gedetineerde werkkrachten gemoderniseerd en de vernieuwing (na afbraak) van het hospitaal is nu nog aan gang;

— Marneffe werd opgeknapt en deels voorzien van nieuw bouw;

— de gebouwen door het Bestuur te Ruiselede gebruikt werden met eigen werkkrachten totaal gemoderniseerd;

— in alle andere inrichtingen werden vooral sinds de laatste wereldoorlog een onnoemelijk aantal werken uitgevoerd : vernieuwing centrale verwarming en elektrische installaties, creëren van werkhuizen en andere lokalen enz.

Volledig nieuw werd gebouwd :

— te Jamioulx, vervanging van de celgevangenis van Charleroi;

— te Lantin, vervanging van de gevangenis van Luik; daar gaat de bouw nog verder;

— te Saint-Hubert :

a) een inrichting voor landlopers;

b) een inrichting ter vervanging van de houten barakken van het penitentiair landbouwcentrum;

— te Paifve : inrichting van Sociaal Verweer reeds gedeeltelijk in gebruik; daar gaat de bouw nog verder.

## B. De onvolmaakthes van de infrastructuur

De infrastructuur vertoont een groot aantal onvolmaakthes :

— onoordeelkundige spreiding;

— er zijn 22 inrichtingen die gedeeltelijk als arresthuis en gedeeltelijk als huis voor strafuitboeting moeten dienen; was dit geen bezwaar bij hun oprichting omdat het cellulair regime zowel op veroordeelden als op gedetineerden in preventieve hechtenis werd toegepast, nu stelt dit bezwaren omwille van de verschillen in het regime;

— de gesloten inrichtingen werden gebouwd aan de rand van de steden; door de uitbreiding die deze laatste hebben genomen zijn zij midden in de stadskernen komen te liggen wat nadelig is én voor de gevangenis én voor de omwonenden;

— ces prisons sont construites pour un régime aujourd’hui dépassé; elles ne sont adaptées au régime actuel ni en ce qui concerne la protection ni en ce qui concerne la possibilité de sériation des détenus en vue d’instaurer un travail et une vie de groupe;

— en outre, l’aération, l’éclairage et l’installation sanitaires sont insuffisants.

## 7. Schéma d'une politique à court terme

### I. Importance de la politique pénitentiaire

Il apparaît clairement que l’Administration des établissements pénitentiaires ne dispose pas de tous les moyens permettant de réduire sensiblement l’« effectif » des détenus.

Notamment en ce qui concerne les entrées elle est, dans une large mesure, tributaire de l’évolution à long terme qui résultera de la révision du Code pénal.

Ladite administration dispose toutefois d’un certain nombre de moyens susceptibles de contribuer à réduire à court terme le nombre des détenus, qui est élevé comparativement à celui des pays voisins.

a) Possibilités de réduction du nombre d’incarcérations pour l’accomplissement de peines d’emprisonnement subsidiaires. Les renseignements qui précèdent font apparaître que cette catégorie d’incarcérations représente plus de 10 p.c. du nombre d’incarcérations annuelles.

D’autre part, les informations que j’ai recueillies à ce sujet auprès des procureurs-généraux font apparaître que dès qu’il est procédé à l’exécution de ces peines d’emprisonnement, les amendes impayées jusqu’ici, sont acquittées dans 80 p.c. à 90 p.c. des cas. Il faut, dès lors tenter en premier lieu d’améliorer les moyens de coercition permettant d’obtenir le paiement des amendes. Je me propose d’examiner ce problème sans délai avec mon collègue des Finances.

b) Pratiques administratives en matière de politique d’exécution des peines. Ces pratiques doivent être soumises à un examen critique. Dans cette optique, j’ai déjà demandé l’avis du Conseil supérieur de la politique pénitentiaire ainsi que celui des procureurs-généraux quant aux possibilités d’assouplir la circulaire relative à la libération provisoire. J’ai également demandé l’avis de ces hauts magistrats concernant un assouplissement éventuel ou une actualisation de certaines circulaires, notamment celles relatives à la non-exécution des courtes peines d’emprisonnement, des arrêts de fin de semaine et de la semi-détention.

c) Réduction du nombre d’étrangers détenus pour exécution de peine.

Les différences linguistiques et culturelles sont quasi insurmontables. Les efforts consentis jusqu’à ce jour pour respecter le régime alimentaire des étrangers, pour mettre à leur disposition de la lecture en langue étrangère, pour établir des contacts avec les délégués des ambassades et des consulats, ect... ne peuvent effacer le défaut de contacts avec le pays d’origine, les coutumes, la culture propre et la famille.

— deze gevangenissen zijn gebouwd voor een regime dat nu voorbijgestreefd werd; zij zijn niet aangepast aan het huidige regime noch wat de beveiliging noch wat de mogelijkheid betreft tot het classificeren van de gedetineerden met het oog op de invoering van groepswerk en groepsleven;

— er is daarenboven gebrek aan verluchting, verlichting en sanitaire installaties.

## 7. Schema voor een politiek op korte termijn

### I. Belang van het penitentiair beleid

Het is duidelijk dat het Bestuur der Strafinrichtingen niet alle middelen in handen heeft om de omvang van het gevangenenbestand op gevoelige wijze te reduceren.

Inzonderheid op het gebied van de « imput » is het in grote mate afhankelijk van de evolutie op langere termijn, die besloten ligt in de herziening van het strafwetboek.

Wel beschikt het over enkele middelen die ook op kortere termijn kunnen bijdragen tot een zekere vermindering van het aantal gedetineerden, dat in vergelijking met de ons omringende landen, aan de hoge kant ligt.

a) Mogelijkheden tot vermindering van het aantal opluchtingen voor plaatsvervangende gevangenisstraffen. Uit de hiervoor verstrekte inlichtingen blijkt dat dit type van opluchting meer dan 10 pct. uitmaakt van de in de loop van een jaar verrichte opluchtingen.

Uit de informatie die ik daarover bij de Procureurs-generaal heb ingewonnen, blijkt anderzijds dat zodra tot de uitvoering van deze gevangenisstraffen wordt overgegaan in 80 pct. à 90 pct. van de gevallen de tot dan toe onbetaald gebleven geldboeten worden betaald. Dit brengt mij tot het besluit dat in de eerste plaats moet getracht worden de dwanguitvoering van de geldboeten te verbeteren. Ik neem mij voor samen met mijn collega van Financiën dit probleem zonder verwijl te onderzoeken.

b) De administratieve praktijk inzake strafuitvoeringsbeleid dient kritisch te worden onderzocht. In die optiek heb ik reeds de Hoge Raad voor het Penitentiair Beleid alsmede de Procureurs-generaal om advies gevraagd over de mogelijkheden om de circulaire inzake voorlopige invrijheidstelling enigszins te versoepelen. De Procureurs-generaal werden verder om advies gevraagd over een eventuele versoepeling of actualisering van bepaalde circulaires o.m. over de niet-uitvoering van korte gevangenisstraffen, weekend-arrest en beperkte hechtenis.

c) Vermindering van het aantal vreemdelingen die hier voor strafuitvoering opgesloten zijn.

Over taal- en cultuurverschillen komt men nooit heen. De inspanningen die tot heden gedaan werden op het stuk van het involgen van voedingsgewoonten, het verstrekken van literatuur in eigen taal, de contacten met afgevaardigden van ambassades en consulaten, enz... kunnen de gebreken niet verdoezelen van contacten met eigen land, eigen gewoonten, eigen cultuur en familie.

Le Conseil de l'Europe a vu naître, le 28 mai 1970, « La convention européenne relative à la valeur internationale des jugements répressifs ».

Principalement sur l'insistance de petits pays tels que la Suède, le Danemark, les Pays-Bas, le Luxembourg et la Belgique, la conférence des Ministres de la Justice de Copenhague (1978) a décidé de créer au sein de ce Conseil un comité d'experts dont la mission est de déterminer les obstacles qui s'opposent dans les différents états concernés à la ratification de cette convention et d'élaborer un modèle de convention bilatérale susceptible d'être appliquée dans les états en cause dans l'attente d'une ratification générale de la Convention européenne.

La Belgique est représentée au sein de ce comité qui a déjà tenu une première réunion.

L'exécution de la peine dans le pays d'origine représenterait un allègement des charges et une amélioration énorme et pour l'Administration et pour les étrangers concernés.

*d)* Révision de la procédure de libération conditionnelle. Un projet de loi a été soumis à cet effet au Conseil des Ministres et approuvé par celui-ci le 11 janvier 1980.

## II. Infrastructure

Les efforts consentis pour héberger les détenus dans leur propre région linguistique doivent être poursuivis.

Une première partie de cet objectif a été réalisée : les vagabonds d'expression française ont été transférés de Wortel et de Merksplas dans le nouvel établissement sis à Saint-Hubert.

Une seconde partie de l'objectif sera réalisée dans trois mois environ : dans la nouvelle prison de Lantin s'ouvrira une section réservée aux femmes, qui pourra accueillir les détenues d'expression française hébergées à St-Andries.

Une troisième partie de l'objectif se trouvera réalisée dans trois ans environ lorsque sera achevé dans cette même prison l'aménagement de la maison d'arrêt prévue pour 276 condamnés à de longues peines.

A plus brève échéance, les services du centre médico-chirurgical doivent également être scindés en fonction des régimes linguistiques et quitter la prison de St-Gilles. La section francophone sera transférée dans l'établissement de Paifve : les locaux existent et la proximité de la clinique universitaire de Liège permettra de disposer du personnel médical nécessaire. La section néerlandophone sera transférée dans la région de langue néerlandaise.

En outre, des travaux sont en cours dans divers établissements tant en vue de l'amélioration de la sécurité et de l'hygiène qu'en vue de l'adaptation au régime.

En 1980 débutera la construction de la nouvelle prison de Bruges. A cet établissement, une section de défense sociale sera également attachée. Elle pourra recueillir les ± 40 inter-

Door de Raad van Europa werd sinds 28 mei 1970 een conventie in het leven geroepen « La convention européenne relative à la valeur internationale des jugements répressifs ».

Op aandrang van de kleine landen Zweden, Denemarken, Nederland, Luxemburg en België werd op de Conferentie van de Ministers van Justitie te Kopenhagen (1978) besloten in de schoot van de Raad van Europa een comité van experts op te richten die als opdracht hebben gekregen na te gaan welke hinderpalen er zijn in de verschillende betrokken Staten die de ratificatie van deze conventie beletten en een model op te stellen van bilaterale overeenkomst dat zou kunnen gebruikt worden tussen Staten onderling in afwachting van algemene ratificatie van de Europese Conventie.

België is in dit Comité, dat reeds een eerste maal vergaderde, vertegenwoordigd.

En voor het Bestuur én voor de betrokken vreemdelingen zou het uitvoeren van de straf in het land van herkomst een verlichting en een enorme verbetering betekenen.

*d)* Herziening van de procedure van de voorwaardelijke invrijheidstelling. Een ontwerp daartoe werd aan de Ministerraad overgemaakt, die dit goedkeurde op 11 januari 1980.

## II. De infrastructuur

De inspanningen die worden geleverd om de gedetineerden in hun eigen taalgebied onder te brengen moeten worden voortgezet.

Een eerste gedeelte van dit objectief werd verwezenlijkt : de franstalige landlopers werden uit Wortel en Merksplas verwijderd en geplaatst in de nieuwe inrichting te St-Hubert.

Een tweede gedeelte van dit objectief zal over ongeveer drie maand verwezenlijkt zijn : in de nieuwe gevangenis te Lantin zal een afzonderlijke afdeling voor vrouwen worden opengesteld die de vrouwelijke franstalige gedetineerden die te St-Andries verblijven, zal kunnen opnemen.

Een derde gedeelte van dit objectief zal over ongeveer drie jaar verwezenlijkt zijn wanneer in de inrichting te Lantin de afzonderlijke afdeling strafhuis, met 276 plaatsen voor lange straffen, zal voltooid zijn.

Op kortere termijn moeten ook de diensten van het Geenes- en Heelkundig centrum volgens de taalregimes worden gesplitst en verdwijnen uit de gevangenis te St-Gillis. Voor de franstalige sectie komt de inrichting te Paifve in aanmerking : de lokalen bestaan en er is de nabijheid van het A.Z.-Luik voor de beschikbaarheid van medisch personeel. De nederlandstalige sectie zou overgebracht worden naar het nederlandse taalgebied.

Er zijn daarenboven op dit ogenblik in diverse inrichtingen werken in uitvoering zowel voor de verbetering van de beveiliging als voor de verbetering van de hygiëne en de aanpassing aan het regime.

In 1980 zal een aanvang genomen worden met het bouwen van een nieuwe gevangenis voor Brugge. Aan deze inrichting zal tevens een afdeling voor Sociaal Verweer verbonden zijn

nés d'expression néerlandaise séjournant encore à Tournai. Il y a deux ans, une soixantaine de ces internés ont déjà pu être transférés à Merksplas.

### III. Gestion du personnel

Récemment, le Gouvernement a amélioré la rémunération des surveillants et du personnel technique par l'octroi d'une prime pécuniaire.

La modification de la structure de certaines carrières a également créé des possibilités plus nombreuses de promotion dans les échelles salariales.

Le Gouvernement a également accepté l'examen du dossier concernant une importante extension des cadres nécessaires en vue :

- d'une amélioration de la sécurité offerte par les établissements;
- de l'exécution d'un nouveau projet de formation professionnelle;
- de l'amélioration du régime;
- de l'exécution des propositions de réforme de la loi relative à la libération conditionnelle;
- de l'amélioration des conditions de travail et de la formation professionnelle des détenus.

Cette extension des cadres prévoit :

- une restructuration des services de direction et la création de 11 emplois nouveaux;
- un relèvement de l'effectif administratif de 327 à 402 unités;
- une adjonction de 734 unités + 207 unités en compensation de la réduction de la durée du travail, au cadre du personnel de surveillance existant qui comprend 2 595 unités;
- un relèvement de l'effectif technique de 105 à 176 unités;
- la création de 24 emplois à temps plein de psychologue en remplacement des 12 emplois à temps partiel actuels;
- la création de 29 emplois d'assistant social.

En ce qui concerne la formation professionnelle du personnel, l'Administration a élaboré un nouveau projet afin de compléter le programme existant. Il vise particulièrement :

- à apprendre aux surveillants à porter sur les délinquants et la délinquance un jugement nuancé;
- à prévenir les jeunes surveillants contre leur propre naïveté vis-à-vis des détenus;
- à enseigner aux surveillants les réactions et les attitudes adéquates en cas d'incidents;
- à faire prendre conscience aux surveillants de leur dignité professionnelle à l'intérieur comme à l'extérieur des prisons;
- à faire comprendre aux surveillants l'importance de leur tâche en tant que protecteurs des droits de l'homme;

hetgeen zal toelaten de ± 40 nederlandstalige geïnterneerden die zich nog te Doornik bevinden in Brussel te huisvesten. Twee jaar geleden konden reeds ± 60 nederlandstalige gedetineerden van uit Doornik naar Merksplas worden overgeplaatst.

### III. Personeelsbeleid

Onlangs werd door de Regering door toekenning van een premie, financiële verbetering gebracht aan de vergoeding van bewaarders- en technisch personeel.

Ook de structuur van sommige loopbanen werd gewijzigd waardoor meer mogelijkheden worden geschapen voor snellere promotie in de weddeschalen.

De Regering heeft ook het onderzoek aanvaard van het dossier voor een belangrijke kaderuitbreiding nodig voor :

- een betere beveiliging van de gestichten;
- de uitvoering van een nieuw project voor beroepsopleiding;
- de verbetering van het regime;
- de uitvoering van de voorstellen tot hervorming van de wet op de voorwaardelijke invrijheidstelling;
- de verbetering van de arbeid en de beroepsopleiding van de gedetineerden.

Deze kaderuitbreiding voorziet in :

- een restructuratie van het directiepersoneel en een verhoging met 11 posten;
- een verhoging van 327 tot 402 eenheden van het administratief personeel;
- een toevoeging van 734 eenheden + 207 eenheden (voor opvang van arbeidsduurverkorting) aan het bestaande kader van 2 595 voor het bewaarderspersoneel;
- een vermeerdering van het technisch personeel van 105 naar 176;
- het creëren van 24-full-time posten van psycholoog in vervanging van de huidige 12-part-time posten;
- het creëren van 29 posten van maatschappelijk assistent.

Wat de beroepsopleiding van het personeel betreft, werd door het Bestuur een nieuw project klaar gemaakt ter vervollediging van het bestaande programma. Het is er speciaal op gericht :

- de bewaarder een genuanceerd oordeel bij te brengen over delinkwenten en delinkwentie;
- de jonge bewaarder te beschermen in zijn naïviteit tegenover de gedetineerde;
- de bewaarder de juiste reacties en houdingen te leren aannemen in geval van incidenten;
- de bewaarder bewust te maken van zijn eigen waardigheid in zijn beroep zowel binnen als buiten de gevangenis;
- de bewaarder de belangrijkheid van zijn werk te doen inzien als behoeder van de rechten van de mens;

— à rendre aptes toutes les catégories du personnel à collaborer aux deux objectifs poursuivis simultanément par l'Administration, à savoir la mise en marche du processus de réintégration sociale des détenus par le biais d'une approche humaine de leurs problèmes et l'assurance de la sécurité, ces deux objectifs ne pouvant s'opposer.

Comme il n'existe pas d'écoles spécialisées pour assurer la formation du personnel pénitentiaire, l'Administration doit se charger elle-même de cette tâche et disposer des moyens nécessaires à cet effet.

Tout est prêt au niveau de l'infrastructure. En effet, l'Institut de Merksplas utilisé auparavant pour les deux communautés linguistiques a reçu son équivalent à Marneffe dans la partie francophone du pays.

#### *IV. Régime intérieur des établissements*

##### *a) Le congé pénitentiaire.*

Le système du congé pénitentiaire introduit par l'Administration il y a près de quatre ans, constitue pour les détenus un autre moyen important de renouer avec leur famille et leur milieu, ce en toute liberté et sous leur propre responsabilité. Ceux qui le désirent peuvent mettre ce système à profit pour préparer leur reclassement comme ils l'entendent.

Ce sont là les lignes de force des objectifs visés par l'Administration lors de l'instauration de ce système qui diffère essentiellement de ceux en vigueur dans les pays voisins. Si certains de ceux-ci n'accordent le congé pénitentiaire aux détenus qu'à l'approche de la fin de leur peine et pour autant qu'ils séjournent dans des établissements ouverts, la Belgique offre cette faveur à des détenus dont le terme de la peine n'est pas encore en vue et ce sans distinction entre établissements fermés, ouverts ou semi-ouverts.

Le congé pénitentiaire n'est cependant pas accordé « à l'aveuglette » comme on a pu le prétendre. L'octroi, précédé d'ailleurs d'une enquête sociale, est mûrement réfléchi.

Ce congé est important tant pour le détenu que pour l'Administration :

- le retour sans contrainte à la prison exige du détenu un effort considérable;
- il constitue un test permettant de prendre des décisions ultérieures concernant le sort du détenu.

Dès l'abord, l'Administration était parfaitement consciente du fait que tous les congés pénitentiaires accordés ne donnaient pas un résultat heureux.

Afin d'éviter que seuls les résultats négatifs soient connus, il importe que l'Administration fasse régulièrement connaître le bilan de cet important aspect de l'exécution des peines.

Ce bilan est établi dans l'extrait ci-joint d'un rapport traitant des congés accordés pour des motifs précis et des congés

— alle categorieën van het personeel bekwaam te maken om mede te werken aan de twee doelstellingen van het Bestuur, nl. de resocialisatie op gang brengen voor de gedetineerden via een menselijke benadering van hun problemen en tevens ook de veiligheid te waarborgen zonder die twee doelstellingen aan elkaar tegenstrijdig te maken.

Vermits er geen gespecialiseerde scholen zijn om de vorming van gevangenispersonnel te verzekeren, moet het Bestuur er zelf voor instaan en over de nodige middelen daartoe beschikken.

Op gebied van infrastructuur is alles klaar. Inderdaad het Instituut te Merksplas, voorheen gebruikt door de twee taalgemeenschappen, kreeg nu zijn tegenhanger in het franstalig landsgedeelte te Marneffe.

#### *IV. Inzake regime binnen de inrichtingen*

##### *a) De praktijk van het penitentiair verlof.*

Het systeem van penitentiair verlof dat door het Bestuur nu bijna vier jaar geleden werd ingevoerd is een ander belangrijk middel voor de gedetineerde om in volle vrijheid en met eigen verantwoordelijkheid opnieuw contact aan te knopen met familie en milieu. Zij die het wensen kunnen ook daarvan gebruik maken om naar eigen inzicht hun reclassering voor te bereiden.

Ziedaar in grote lijnen de objectieven die het Bestuur zich heeft gesteld bij het invoeren van het systeem dat in essentie verschilt van verlofsystemen in voege in de ons omringende landen. Daar waar in sommige andere landen slechts penitentiair verlof wordt verleend aan gedetineerden die tegen het einde van hun straf aan zijn en in open inrichtingen verblijven, wordt in België penitentiair verlof verleend aan gedetineerden wier strafeinde nog niet in het verschiet is zonder onderscheid tussen gesloten, open of half-open inrichting.

Het penitentiair verlof wordt niet zo maar toegekend, zoals wel eens werd beweerd. Het wordt voorafgegaan door een maatschappelijke enquête en de beslissing wordt wel overwogen.

Het penitentiair verlof is belangrijk én voor de gedetineerde én voor het Bestuur :

- voor de gedetineerde is het een zware dobber om zonder enige dwang naar de gevangenis terug te keren;
- het is een test die toelaat beslissingen te nemen aangaande het lot van de gedetineerde.

Van bij het begin was het Bestuur er zich wel van bewust dat niet alle penitentiaire verloven gunstig zouden aflopen.

Opdat niet alleen de ongunstige resultaten zouden bekend raken is het dan ook nodig dat het Bestuur regelmatig rekenschap aflegt over dit voornaam aspect van de strafuitvoering.

Die rekenschap wordt afgelegd in het hierbijgevoegd uittreksel van een rapport dat handelt over het verlof toegekend

accordés dans le cadre du système instauré en 1976, appelé « congé pénitentiaire systématique » (voir p. 35 à 37).

*b) Sécurité et évasions.*

Les difficultés d'ordre social qui sont apparues au cours de l'année écoulée, ont influencé le nombre d'évasions dans un sens négatif.

Les inconvénients d'une évasion se répercutent à divers niveaux :

- l'évadé en est réduit à la clandestinité;
- l'évasion provoque une certaine tension chez les autres détenus;
- la population s'inquiète et s'émeut.

Aussi toute l'attention requise doit être accordée à la sécurité des établissements pénitentiaires.

*c) Des adaptations touchant divers aspects de la vie à l'intérieur des établissements pénitentiaires sont à l'examen. Différents groupes de travail ont été institués à cet effet au sein de l'Administration.*

*Un premier groupe* vient de déposer un rapport volumineux traitant d'un nouveau régime pour les grandes maisons d'arrêt.

Les recommandations contenues dans ce document nécessitent des modifications au règlement; celles-ci sont à l'étude.

Le régime proposé sera, pour autant que les moyens disponibles le permettent, instauré à titre d'essai à la nouvelle maison d'arrêt de Lantin.

Les travaux d'*un second groupe* concernant les gratifications accordées aux détenus pour leur travail, sont très avancés. Les premiers objectifs tendent à l'élimination dans un système existant d'un certain nombre d'anomalies et de discriminations ainsi qu'à une meilleure distribution du travail dans les prisons.

*Un troisième groupe* de travail, composé de fonctionnaires de l'Intérieur et de la Justice, examine comment améliorer le système de délivrance des certificats de bonne vie et mœurs. La réglementation actuelle entrave dans plus d'un cas une réinsertion sociale et heureuse des détenus.

*Un quatrième groupe* de travail compare le règlement des établissements pénitentiaires existant avec les règles minimales adoptées par le Conseil de l'Europe concernant le traitement des détenus. Le groupe se propose de faire disparaître les discordances éventuelles.

Pour être complet, je dois aussi rappeler que le *Conseil supérieur de la politique pénitentiaire* a été chargé d'examiner la position juridique des détenus, et d'émettre un avis et des propositions en la matière.

voor bepaalde redenen en het verlof toegestaan in het kader van het in 1976 ingevoerde systeem, betiteld als systematisch penitentiair verlof (zie p. 35 tot 37).

*b) Veiligheid en ontvluchtingen.*

De sociale moeilijkheden die zich in het afgelopen jaar hebben voorgedaan hebben het aantal ontvluchtingen negatief beïnvloed.

De nadelen van een ontvluchting doen zich voelen op verschillende niveaus :

- de ontvluchte wordt in de clandestiniteit gedreven;
- de ontvluchting verwekt spanning onder de achtergebleven gedetineerden;
- onder de bevolking ontstaat onrust en opschudding.

Het aspect beveiliging van de strafinrichtingen moet dan ook alle aandacht krijgen.

*c) Voor diverse aspecten van het leven binnen de strafinrichtingen worden aanpassingen overwogen. Binnen de administratie werden daartoe verschillende werkgroepen gevormd.*

*Een eerste werkgroep* heeft zo pas een lijvig rapport ingeleverd handelend over een nieuw regime voor de grote arresthuizen.

De aanbevelingen in dit rapport gemaakt, vergen reglementswijzigingen die onderzocht worden.

Het voorgestelde regime zal, voor zover de beschikbare middelen het reeds toelaten, bij wijze van proef ingevoerd worden in het nieuwe arresthuis te Lantin.

*Een tweede werkgroep* is ver gevorderd met zijn onderzoek aangaande de vergoedingen voor de arbeidsprestaties van de gedetineerden. Als eerste objectieven werden gesteld het wegwerken van een aantal anomalieën en ongelijkheden in het bestaande systeem en een betere verdeling van de arbeid in de gevangenissen.

*Een derde werkgroep*, samengesteld uit ambtenaren van Binnenlandse Zaken en Justitie, onderzoekt welke verbeteringen kunnen worden aangebracht aan het systeem van de aflevering van het bewijs van goed gedrag en zeden. De huidige reglementering belet meermalen een goede sociale reclassering van de gedetineerden.

*Een vierde werkgroep* vergelijkt de bestaande gevangenisreglementering aan de minimumregels door de Raad van Europa aangenomen betreffende de behandeling van de gedetineerden. Als doel heeft de groep zich gesteld de eventuele afwijkingen weg te werken.

Volledigheidshalve dien ik er ook aan te herinneren dat aan de *Hoge Raad voor Penitentiair Beleid* de opdracht werd gegeven de rechtspositie van de gedetineerde te onderzoeken en daarover advies uit te brengen en voorstellen terzake te doen.

Nouvelle carte pénitentiaire MAISON DE PEINE	Nieuwe penitentiaire kaart STRAFUITBOETINGSHUIZEN
— Répartition régionale. — Etablissements à l'extérieur des grandes agglomérations.	— Regionaal opgevat. — Gevangenissen buiten grote stadskernen.
	Nombre de places <i>Aantal plaatsen</i>

*Flandres occidentale et orientale. — Oost- en West-Vlaanderen*

Etablissement ouvert. — <i>Open instelling</i> : Ruijselede . . . . .	45
Semi-ouvert. — <i>Half-open</i> : Tielt . . . . .	200
Fermé. — <i>Gesloten</i> : Ninove . . . . .	100
	345

*Anvers — Brabant flamand — Limbourg. — Antwerpen — Vlaams-Brabant — Limburg*

Semi-ouvert. — <i>Half-open</i> : Merksplas . . . . .	150
Semi-ouvert. — <i>Half-open</i> : Boom . . . . .	200
Fermé. — <i>Gesloten</i> : Diest . . . . .	150
	500

*Brabant wallon — Hainaut*  
*Waals-Brabant — Henegouwen*

Fermé. — <i>Gesloten</i> : Nivelles . . . . .	150
Fermé. — <i>Gesloten</i> : Court-Saint-Etienne . . . . .	220
Fermé. — <i>Gesloten</i> : Saint-Ghislain . . . . .	200
Semi-ouvert. — <i>Half-open</i> : Ath-Lessines - <i>Aat-Lessen</i> . . . . .	200
	770

*Liège — Namur — Luxembourg*  
*Luik — Namen — Luxemburg*

Fermé. — <i>Gesloten</i> : Lantin . . . . .	276
Semi-ouvert. — <i>Half-open</i> : Huy . . . . .	150
Ouvert. — <i>Open</i> : Saint-Hubert . . . . .	50
	476

Etablissements spéciaux classés en fonction  
des régions linguistiques | Speciale inrichtingen per taalgewest

<i>Région de langue néerlandaise. — Nederlandstalig gewest</i>	
Merksplas	Débiles physiques. — <i>Lichaamswakken</i> . . . . .
	Tuberculeux. — <i>T.B.C.</i> . . . . .
	Mis à la disposition du gouvernement. — <i>T.B.R.</i> . . . . .
	Vagabonds + internés. — <i>Landlopers + afdeling geinterneerden</i> . . . . .
Wortel	Vagabonds. — <i>Landlopers</i> . . . . .
Hoogstraten	Jeunes. — <i>Jongeren</i> . . . . .

690

		Nombre de places — Aantal plaatsen
	<i>Région de langue française. — Franstalig gewest</i>	
Saint-Hubert	Vagabonds. — <i>Landlopers</i> . . . . .	250
	Débiles physiques. — <i>Lichaamszwakken</i> . . . . .	50
Marneffe	Jeunes. — <i>Jongeren</i> . . . . .	100
		<hr/> 400
Paifve	Internés. — <i>Geïnterneerden</i> . . . . .	—

**Nouvelle carte pénitentiaire****MAISONS D'ARRET**

- Conception : maison d'arrêt proprement dite + annexe psychiatrique éventuelle.
- Situation : à proximité d'une ville où se trouve le palais de justice correspondant.
- Regroupement de certains arrondissements judiciaires qui seraient desservis par une seule maison d'arrêt.

**Nieuwe penitentiaire kaart****ARRESTHUIZEN**

- Opatting - zuiver arresthuis + psychiatrische annex eventueel.
- Gelegen in de omgeving van een stad waar het te bedien gerechtshof zich bevindt.
- Sommige gerechtelijke arrondissementen worden sa mogenomen en door een arresthuis bediend.

Arrondissements judiciaires — Gerechtelijke arrondissementen	Maison d'arrêt — Arresthuis	Nombre de places — Aantal plaatsen
Anvers/Antwerpen	Anvers/Antwerpen : annexe psychiatrique — <i>psychiatrische annexe</i> . . . . .	310
	Anvers/Antwerpen : section pour femmes — <i>vrouwenafdeling</i>	
Malines/Mechelen	Malines/Mechelen . . . . .	50
Turnhout	Turnhout . . . . .	50
Bruxelles francophone/Brussel-Franstalig	Waterloo-Braine-l'Alleud : annexe psychiatrique — <i>psychiatrische annexe</i> . . . . .	600
	Waterloo-Braine-l'Alleud : section pour femmes — <i>vrouwenafdeling</i>	
Bruxelles néerlandophone/Brussel-Nederlandstalig	Vilvoorde/Vilvoorde : annexe psychiatrique — <i>psychiatrische annexe</i> . . . . .	200
	Vilvoorde/Vilvoorde : section pour femmes — <i>vrouwenafdeling</i>	
Louvain/Leuven	Louvain/Leuven . . . . .	80
Nivelles/Nijvel	Nivelles/Nijvel . . . . .	50
Bruges/Brugge	Bruges/Brugge : annexe psychiatrique — <i>psychiatrische annexe</i> . . . . .	180
Furnes/Veurne	Bruges/Brugge : section pour femmes — <i>vrouwenafdeling</i>	
	Bruges/Brugge : établissement de défense sociale — <i>inrichting bescherming maatschappij</i>	
Courtrai/Kortrijk Ypres/Ieper	Geluwe . . . . .	100
Gand/Gent	Gand/Gent : annexe psychiatrique — <i>psychiatrische annexe</i> . . . . .	200
	Gand/Gent : section pour femmes — <i>vrouwenafdeling</i>	
	Gand/Gent : centre médico-chirurgical — <i>genees- en heelkundig centrum</i>	
Audenarde/Oudenaarde	Audenarde/Oudenaarde . . . . .	50
Termonde/Dendermonde	Termonde/Dendermonde . . . . .	100
Mons/Bergen	Mons/Bergen : annexe psychiatrique — <i>psychiatrische annexe</i> . . . . .	130
	Mons/Bergen : section pour femmes — <i>vrouwenafdeling</i>	

Arrondissements judiciaires Gerechtelijke arrondissementen	Maison d'arrêt Arresthuis	Nombre de places Aantal plaatsen
Tournai/Doornik	Tournai/Doornik . . . . .	80
Charleroi	Jamioulx . . . . .	150
Liège/Luik	Lantin : annexe psychiatrique — <i>psychiatrische annex</i> Lantin : section pour femmes — <i>vrouwenafdeling</i>	350
Verviers	Verviers . . . . .	100
Huy/Hoei	Huy/Hoei . . . . .	50
Hasselt Tongres/Tongeren	Kortessem : section pour femmes — <i>vrouwenafdeling</i>	100
Arlon/Aarlen Neufchâteau	Arlon : section pour femmes — <i>vrouwenafdeling</i>	50
Namur/Namen Marche	Namur/Namen : annexe psychiatrique — <i>psychiatrische annex</i> Namur/Namen : section pour femmes — <i>vrouwenafdeling</i>	100
Dinant	Dinant . . . . .	40
		3 120

## ANNEXE

*Congé pénitentiaire pour raison déterminée*

On trouvera ci-dessous les raisons pour lesquelles un congé peut généralement être accordé. Le congé pénitentiaire systématique, pour lequel aucune raison particulière ne doit être invoquée, est traité séparément.

Sont admissibles au congé pour raison déterminée, les détenus qui sont l'objet d'une mesure ou d'une peine définitive et ne se trouvent pas à la disposition de l'autorité judiciaire pour d'autres faits à savoir :

- les anormaux internés;
- les mineurs d'âge MDG;
- les vagabonds;
- les délinquants d'habitude MDG;
- les condamnés.

Les différents aspects des congés accordés à ces catégories seront examinés dans les paragraphes qui leur sont spécialement consacrés. Qu'il suffise ici d'analyser les chiffres globaux.

TABLEAU 31

*Congé pénitentiaire pour raison déterminée*

	Hommes	Femmes	Totaux
1974 . . . . .	373	15	388
1975 . . . . .	426	16	442
1976 . . . . .	584	23	607
1977 . . . . .	926	34	960
1978 . . . . .	1 014	33	1 047

## BIJLAGE

*Penitentiair verlof om bepaalde reden*

Hierna worden de redenen opgegeven waarom penitentiair verlof kan worden verleend. Het systematisch penitentiair verlof, voor hetwelk eigenlijk geen bijzondere reden hoeft opgegeven, wordt afzonderlijk behandeld.

Voor penitentiair verlof om bepaalde reden komen alleen in aanmerking, de opgeslotenen die het voorwerp zijn van een definitieve maatregel of straf en niet voor andere feiten ter beschikking van de gerechtelijke overheden staan, nl.

- geïnterneerde abnormalen;
- TBR-minderjarigen;
- landlopers;
- TBR-gestelde gewoontemisdadigers;
- veroordeelden.

In de paragrafen betreffende deze categoriën worden alle aspecten van het aan de betrokken personen verleende verlof onderzocht. Het moge dan ook volstaan hier de gezamenlijke cijfers te geven.

TABEL 31

*Penitentiair verlof om bepaalde reden*

	Mannen	Vrouwen	Totalen
1974 . . . . .	373	15	388
1975 . . . . .	426	16	442
1976 . . . . .	584	23	607
1977 . . . . .	926	34	960
1978 . . . . .	1 014	33	1 047

Le congé dont il s'agit en l'espèce peut être accordé grosso modo pour une des raisons suivantes :

- A) Raisons professionnelles;
- B) Raisons familiales;
- C) Raisons de santé;
- D) A l'occasion de certaines fêtes, mais alors exclusivement au bénéfice des détenus en arrêts de fin de semaines, en semi-détention ou en semi-liberté;
- E) Dans le cadre du régime pénitentiaire mis au point pour l'intéressé; concrètement, ce congé n'est pratiqué que par les commissions de défense sociale à l'égard des anormaux internés; pour la période 1974-1977, les chiffres qui concernent ce congé se trouvent confondus avec ceux des autres colonnes, et plus particulièrement dans la colonne B.

TABLEAU 32

*Congé pénitentiaire pour motifs déterminés  
selon la nature de ceux-ci*

	A	B	C	D	E	Taux Totalen
1974	37	166	14	171	—	388
1975	35	215	16	176	—	442
1976	48	378	30	151	—	607
1977	75	517	158	210	—	960
1978	79	263	68	265	372	1 047

L'augmentation du nombre de congés pour raison déterminée date principalement de l'année 1976; il ne fait pas de doute qu'il s'agit d'une conséquence de l'instauration du congé pénitentiaire systématique par la circulaire du 30 avril 1976.

Il sied de souligner que les commissions de défense sociale participent d'une façon intense à cette politique pénitentiaire (531 cas en 1978 par exemple). En 1976 et en 1977, beaucoup de ces congés étaient qualifiés, par les commissions, de congés pour raisons familiales, ce qu'ils sont d'ailleurs dans un certain sens. Cependant, depuis 1978, elles aussi font une distinction entre le congé familial proprement dit, et le congé — plus périodique —, justifié par le traitement en cours; il en est de même des congés pour raisons de santé accordés aux anormaux internés.

Het hier bedoelde penitentiair verlof kan grosso modo worden verleend om een van de volgende redenen :

- A) Professionele redenen;
- B) Familiale redenen;
- C) Gezondheidsredenen;
- D) Naar aanleiding van feestdagen, maar dan uitsluitend aan opgeslotenen in weekeindarrest, beperkte hechtenis of beperkte vrijheid;
- E) In het raam van het voor de betrokken uitgewerkte regime; wordt dit verlof als zodanig uitsluitend door de commissies tot bescherming van de maatschappij aangewend ten overstaan van geïnterneerde abnormalen; voor de periode 1974-1977 liggen de desbetreffende cijfers gespreid over de vier andere kolommen, meer bepaald in de kolom B.

TABEL 32

*Penitentiair verlof om bepaalde reden naargelang  
de aard van deze reden*

De toename van het aantal verloven om bepaalde reden dateert hoofdzakelijk van 1976; ongetwijfeld houdt dit verschijnsel verband met de invoering van het systematisch penitentiair verlof bij circulaire van 30 april 1976.

Het verdient te worden onderstreept dat ook de commissies tot bescherming van de maatschappij sindsdien intens meedoen (531 gevallen in 1978 b.v.b.). In 1976 en 1977 werden veel van deze gevallen door de commissies gemotiveerd als familiaal verlof, wat ze in zekere zin ook zijn. Sinds begin 1978 echter maken ook zij een onderscheid tussen het eigenlijk familiaal verlof, dat om bijzondere redenen wordt toegestaan, en een meer periodisch verlof, dat in het raam van de behandeling wordt verleend. Hetzelfde kan gezegd worden van het aan geïnterneerde abnormalen verleende verlof om gezondheidsredenen.

TABLEAU 35

*Condamnés réunissant les conditions de temps pour l'obtention d'un congé pénitentiaire systématique selon la durée de la peine*

Durée de peine Strafduur	1976 (*)	1977	1978
Perpétuité. — <i>Levenslang</i> . . . . .	—	42	36
Peine criminelle à temps. — <i>Tijdelijke criminale straf</i> . . . . .	—	90	74
Peine correctionnelle plus de 5 ans. — <i>Correctionele straf meer dan 5 jaar</i> . . . . .	—	125	139
Peine correctionnelle plus de 3 à 5 ans. — <i>Correctionele straf meer dan 3 jaar tot 5 jaar</i> . . . . .	—	275	307
Peine correctionnelle plus de 1 à 3 ans. — <i>Correctionele straf meer dan 1 jaar tot 3 jaar</i> . . . . .	—	618	737
Peine correctionnelle plus de 6 mois à 1 an. — <i>Correctionele straf meer dan 6 maand tot 1 jaar</i> . . . . .	—	240	312
Peine correctionnelle plus de 3 mois à 6 mois. — <i>Correctionele straf meer dan 3 maand tot 6 maand</i> . . . . .	—	112	207
Peine correctionnelle plus de 1 mois à 3 mois. — <i>Correctionele straf meer dan 1 maand tot 3 maand</i> . . . . .	—	37	61
Peine correctionnelle jusqu'à 1 mois. — <i>Correctionele straf tot 1 maand</i> . . . . .	—	10	22
Peines subsidiaires. — <i>Plaatsvervangende straf</i> . . . . .	—	52	88
Totaux. — <i>Totalen</i> . . . . .	—	1 601	1 981

(\*) Attendu que les premiers congés n'ont été accordés qu'à partir de juin 1976, il a paru inutile de reproduire les chiffres pour l'année 1976. — *Aangezien de eerste penitentiaire verloven slechts vanaf medio 1976 werden verleend, hebben de hier bedoelde cijfers voor het ganse jaar 1976 weinig zin.*

Quoique ces chiffres servent exclusivement comme base de référence, l'on ne peut s'empêcher de les comparer avec la totalité des condamnés qui passèrent dans nos prisons au cours des années de référence, à savoir 11 250 en 1977, et 11 750 en 1978. En comparaison, le nombre de détenus qui pouvaient prétendre à un congé est de 14 p.c. en 1977, et de 17 p.c. en 1978.

Il y a lieu cependant d'apporter quelques corrections à ces chiffres.

Certaines personnes remplissant les conditions de temps ne peuvent introduire valablement une demande de congé parce qu'elles doivent encore comparaître ou parce que, étant de nationalité étrangère, elles sont tenues de quitter le pays dès qu'elles auront satisfait à la justice. Un sondage a permis d'estimer leur nombre à ± 15 p.c. de sorte qu'il reste 1 360 candidats potentiels au congé en 1977 et 1 683 en 1978.

La correction la plus importante doit cependant être apportée par rapport à la totalité des condamnés qui ont séjourné dans nos prisons au cours des années considérées.

En effet, les instructions sur le congé pénitentiaire prévoient qu'un détenu ne peut solliciter un congé pénitentiaire qu'à près 3 mois d'incarcération.

Alhoewel deze cijfers uitsluitend als referentiebasis dienen, kan men er niet aan uit ze te stellen tegenover het totaal aantal veroordeelden die in de loop van de beschouwde jaren in onze strafinrichtingen verbleven, nl. 11 250 in 1977, en 11 750 in 1978. Daarmee vergeleken vertegenwoordigt het aantal der voor verlof in aanmerking komende personen slechts 14 pct. in 1977 en 17 pct. in 1978.

Op deze totalen moeten echter enkele correcties worden aangebracht.

Wat betreft de personen die zich in de tijdsvoorwaarden bevinden is het zo, dat sommigen niet in aanmerking komen om reden van het feit dat zij nog moeten verschijnen of, vreemdeling zijnde, het land moeten verlaten zodra zij aan het gerecht voldaan hebben. Een steekproef heeft uitgemaakt dat dit aantal op ± 15 pct. mag worden geschat, zodat overblijven 1 360 potentiële kandidaten voor verlof in 1977, en 1 683 in 1978.

De grootste correctie is echter aan te brengen aan het totaal aantal veroordeelden die in de loop van de beschouwde jaren in onze strafinrichtingen verbleven.

Inderdaad, de onderrichtingen op het systematisch penitentiair verlof voorzien een toelatingsdrempel van 3 maanden opsluiting.



Durée de peine <i>Strafduur</i>	1976		1977			1978	
	G	T	G	G/T	T	G	T
Peine correctionnelle plus de 1 an à 3 ans. — <i>Correctionele straf meer dan 1 jaar tot 3 jaar</i> . . . . .	131	237	130	55	461	204	695
Peine correctionnelle plus de 6 mois à 1 an. — <i>Correctionele straf meer dan 6 maand tot 1 jaar</i> . . . . .	33	64	71	9	192	80	282
Peine correctionnelle plus de 3 mois à 6 mois. — <i>Correctionele straf meer dan 3 maand tot 6 maand</i> . . . . .	8	5	22	—	61	23	69
Peine correctionnelle plus de 1 mois à 3 mois. — <i>Correctionele straf meer dan 1 maand tot 3 maand</i> . . . . .	1	1	—	—	—	2	8
Peine correctionnelle jusqu'à 1 mois. — <i>Correctionele straf tot 1 maand</i> . . . . .	—	—	—	—	—	2	1
Peine subsidiaire. — <i>Plaatsvervangende straf</i> . . . . .	—	—	—	—	1	2	3
Récidivistes MDG. — <i>TBR-gestelde recidivisten</i> . . . . .	—	—	—	—	—	11	11
Totaux. — <i>Totalen</i> . . . . .	289	503	296	122	1 050	473	1 478

G = refusé/geweigerd.

T = accordé/toegestaan.

G/T = tantôt refuse, tantôt accordé; à défaut d'un programme d'ordinateur approprié, il n'est pas possible de fournir ces résultats pour 1976 et 1978, de sorte que le nombre exact des personnes qui ont demandé un congé au cours de ces 2 années n'est pas connu/nu eens geweigerd, dan weer toegestaan; bij gebrek aan een passend computerprogramma kunnen de desbetreffende cijfers niet worden gegeven voor 1976 en 1978, zodat voor deze jaren o.m. het precies aantal aanvragers niet is bekend.

**Condamnés**

*Congé pénitentiaire systématique*  
*totalité des congés accordés selon la durée de la peine*

**Veroordeelden**

*Systematisch penitentiair verlof*  
*totaal aantal verleende verloven naargelang de strafduur*

Durée de peine <i>Strafduur</i>	1976	1977	1978
Perpétuité. — <i>Levenslang</i> . . . . .	31	79	62
Peine criminelle à temps. — <i>Tijdelijke criminale straf</i> . . . . .	56	187	165
Peine correctionnelle plus de 5 ans. — <i>Correctionele straf meer dan 5 jaar</i> . .	62	213	215
Peine correctionnelle plus de 3 ans à 5 ans. — <i>Correctionele straf meer dan 3 jaar tot 5 jaar</i> . . . . .	127	355	406
Peine correctionnelle plus de 1 an à 3 ans. — <i>Correctionele straf meer dan 1 jaar tot 3 jaar</i> . . . . .	288	780	1 162
Peine correctionnelle plus de 6 mois à 1 an. — <i>Correctionele straf meer dan 6 maand tot 1 jaar</i> . . . . .	68	238	343
Peine correctionnelle plus de 3 mois à 6 mois. — <i>Correctionele straf meer dan 3 maand tot 6 maand</i> . . . . .	5	61	79
Peine correctionnelle plus de 1 mois à 3 mois. — <i>Correctionele straf meer dan 1 maand tot 3 maand</i> . . . . .	1	4	9
Peine correctionnelle jusqu'à 1 mois. — <i>Correctionele straf tot 1 maand</i> . . . . .	—	—	1
Peine subsidiaire. — <i>Plaatsvervangende straf</i> . . . . .	—	—	5
Récidiviste MDG. — <i>TBR-gestelde recidivisten</i> . . . . .	—	—	20
Totaux. — <i>Totalen</i> . . . . .	638	1 917	2 468

Ces chiffres illustrent non seulement l'importance du phénomène « congé pénitentiaire systématique » dans nos établissements pénitentiaires, ils permettent en outre d'apprécier le nombre de congés pris annuellement par chaque catégorie de condamnés; au demeurant, le maximum est de quatre par détenu, mais en fait la moyenne ne dépasse pas trois pour les longues peines et deux pour les peines moyennes, car certains bénéficiaires sont libérés au cours de l'année et d'autres n'obtiennent pour la première fois un congé qu'au cours de l'année.

En 1977, la moyenne générale était située à l'indice 1.63 : 2.72 pour les longues peines, 2.28 pour les condamnés criminels à temps, 2.07 pour les condamnés correctionnels de + 5 ans, 1.98 pour les condamnés correctionnels de + 3 ans — 5 ans, 1.51 pour les condamnés correctionnels de + 1 an — 3 ans, et 1.18 pour les condamnés correctionnels de + 6 mois à 1 an.

La fréquence était légèrement plus élevée en 1978 : 1.66 en général, 2.78 pour les longues peines, et 2.5 pour les peines criminelles à temps.

En 1978, certains condamnés à longue peine en étaient à leur dixième congé.

#### *Incidents en rapport avec le congé pénitentiaire systématique*

Il est tenu note des incidents ci-après :

- A. manquer : c'est-à-dire ne pas rentrer à la date fixée;
- B. rentrée tardive, c'est-à-dire rentrer à la date fixée mais non à l'heure fixée;
- C. retour en état d'ivresse;
- D. introduction d'objets interdits;
- E. retour dans un état inconvenant non autrement spécifié;
- F. s'est méconduit pendant le congé;
- G. a commis un délit pendant le congé;
- H. a méconnu une des conditions imposées.

Lorsqu'un permissionnaire a provoqué plusieurs de ces incidents, il n'est tenu compte que du plus important.

Certains incidents ne sont découverts qu'après la réintégration de l'intéressé. C'est le cas notamment de la mauvaise conduite et de la perpétration d'un délit pendant le congé prolongé qu'il s'est octroyé.

Il n'est par ailleurs pas possible d'affirmer que l'administration pénitentiaire connaît tous les délits nouveaux commis par le permissionnaire; cela dépend, en effet, du greffe de la prison que l'incident soit signalé ou non.

Niet alleen illustreren deze cijfers de eigenlijke omvang van het verschijnsel systematisch penitentiair verlof in onze strafinrichtingen, zij laten daarenboven toe iets te vernemen over het aantal verloven die in de loop van één jaar door iedere categorie verlofgangers wordt genomen; maximaal kan dat uiteraard in een bepaald geval niet meer zijn dan vier, gemiddeld echter niet meer dan drie bij de langgestraften en niet meer dan twee bij de middellanggestraften, aangezien er onder de verlofgangers zijn die in de loop van het jaar worden in vrijheid gesteld en andere die in de loop van datzelfde jaar voor het eerst verlof nemen.

In 1977 lag het algemeen gemiddelde bij 1.63; 2.72 bij de levenslanggestraften, 2.28 bij de tijdelijke criminelen gestraften, 2.07 bij de correctioneel gestraften + 5 jaar, 1.98 bij de correctioneel gestraften + 3 — 5 jaar, 1.51 bij de correctioneel gestraften + 1 — 3 jaar en 1.18 bij de correctioneel gestraften + 6 maanden — 1 jaar.

In 1978 lag het frequentiegemiddelde iets hoger : 1.66 in het algemeen, 2.78 bij de levenslanggestraften, en 2.5 bij de tijdelijk criminelen gestraften.

In 1978 waren enkele langgestraften aan hun tiende verlof toe.

#### *Incidenten bij het systematisch penitentiair verlof*

Er wordt nota gehouden van de volgende incidenten :

- A. wegbliven, d.w.z. niet terugkeren op de gestelde datum;
- B. laattijdige terugkeer, d.w.z. op de gestelde datum maar niet op het gestelde uur;
- C. terugkeer in dronken toestand;
- D. binnenbrengen van verboden voorwerpen;
- E. terugkeer in een niet nader beschreven onbetamelijke toestand;
- F. heeft zich tijdens het verlof misdragen;
- G. heeft een misdrijf gepleegd tijdens het verlof;
- H. heeft een of andere van de hem opgelegde voorwaarden miskend.

Wanneer een verlofganger meer dan een van deze incidenten heeft verwekt, dan wordt slechts rekening gehouden met het bijzondere.

Sommige incidenten komt men echter slechts op het spoor nadat de betrokkenen opnieuw is aangehouden. Dit is o.m. het geval met het ongeoorloofd gedrag en het plegen van een misdrijf tijdens dergelijk « verlengd » verlof.

Er kan daarenboven niet met zekerheid beweerd worden dat niet meer verlofgangers of wegblijvers uit verlof een nieuw misdrijf pleegden; het hangt inderdaad af van de griffie van de gevangenis, waar dergelijk persoon wordt opgesloten, of dit incident wordt gesignaleerd.

TABLEAU 41

*Condamnés  
congé pénitentiaire systématique  
incidents  
selon la durée de la peine et la nature de l'incident*

1976

Durée de la peine — Strafduur	Nature de l'incident Aard van het incident								Totaux — Totalen
	A	B	C	D	E	F	G	H	
Perpétuité. — <i>Levenslang</i> . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Peine criminelle à temps. — <i>Tijdelijke criminale straf</i> . .	2	—	—	—	—	—	—	—	2
Peine correctionnelle plus de 5 ans. — <i>Correctionele straf meer dan 5 jaar</i> . . . . .	4	—	—	—	—	—	—	—	4
Peine correctionnelle plus de 3 ans à 5 ans. — <i>Correctionele straf meer dan 3 jaar tot 5 jaar</i> . . . . .	3	—	—	—	—	—	—	—	3
Peine correctionnelle plus de 1 an à 3 ans. — <i>Correctionele straf meer dan 1 jaar tot 3 jaar</i> . . . . .	9	3	—	—	—	—	—	—	12
Peine correctionnelle plus de 6 mois à 1 an. — <i>Correctionele straf meer dan 6 maand tot 1 jaar</i> . . . . .	1	—	1	—	—	—	—	—	2
Peine correctionnelle plus de 3 mois à 6 mois. — <i>Correctio- nele straf meer dan 3 maand tot 6 maand</i> . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Peine correctionnelle plus de 1 mois à 3 mois. — <i>Correctio- nele straf meer dan 1 maand tot 3 maand</i> . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Peine correctionnelle jusqu'à 1 mois. — <i>Correctionele straf tot 1 maand</i> . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Peines subsidiaires. — <i>Plaatsvervangende straf</i> . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux. — Totalen . . . . .	19	3	1	—	—	—	—	—	23

1977

TABEL 41

*Veroordeelden  
systematisch penitentiair verlof  
incidenten  
naargelang de strafduur en de aard van het incident*

1976

Durée de la peine — Strafduur	Nature de l'incident Aard van het incident								Totaux — Totalen
	A	B	C	D	E	F	G	H	
Perpétuité. — <i>Levenslang</i> . . . . .	1	—	—	—	—	—	—	—	1
Peine criminelle à temps. — <i>Tijdelijke criminale straf</i> . .	4	—	—	—	—	—	—	—	1 5
Peine correctionnelle plus de 5 ans. — <i>Correctionele straf meer dan 5 jaar</i> . . . . .	9	2	—	—	—	—	—	—	11
Peine correctionnelle plus de 3 ans à 5 ans. — <i>Correctionele straf meer dan 3 jaar tot 5 jaar</i> . . . . .	17	3	—	—	—	1	—	—	21
Peine correctionnelle plus de 1 an à 3 ans. — <i>Correctionele straf meer dan 1 jaar tot 3 jaar</i> . . . . .	46	16	1	—	—	1	—	—	64
Peine correctionnelle plus de 6 mois à 1 an. — <i>Correctionele straf meer dan 6 maand tot 1 jaar</i> . . . . .	24	1	—	1	—	—	—	—	26
Peine correctionnelle plus de 3 mois à 6 mois. — <i>Correctio- nele straf meer dan 3 maand tot 6 maand</i> . . . . .	5	1	—	—	—	—	—	—	6

1977

1977

Durée de la peine — <i>Strafduur</i>	Nature de l'incident — <i>Aard van het incident</i>								Totaux — <i>Totalen</i>
	A	B	C	D	E	F	G	H	
Peine correctionnelle plus de 1 mois à 3 mois. — <i>Correctio-</i> <i>nele straf meer dan 1 maand tot 3 maand</i> . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Peine correctionnelle jusqu'à 1 mois. — <i>Correctionele straf</i> <i>tot 1 maand</i> . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Peines subsidiaires. — <i>Plaatsvervangende straf</i> . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux. — <i>Totalen</i> . . . . .	106	23	1	1	—	2	—	1	134

1978

1978

Durée de la peine — <i>Strafduur</i>	Nature de l'incident — <i>Aard van het incident</i>								Totaux — <i>Totalen</i>
	A	B	C	D	E	F	G	H	
Perpétuité. — <i>Levenslang</i> . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Peine criminelle à temps. — <i>Tijdelijke criminale straf</i> . .	3	—	—	—	—	—	—	—	3
Peine correctionnelle plus de 5 ans. — <i>Correctionele straf</i> <i>meer dan 5 jaar</i> . . . . .	12	1	1	—	—	—	—	—	14
Peine correctionnelle plus de 3 ans à 5 ans. — <i>Correctionele</i> <i>straf meer dan 3 jaar tot 5 jaar</i> . . . . .	22	4	1	—	—	1	—	3	31
Peine correctionnelle plus de 1 an à 3 ans. — <i>Correctionele</i> <i>straf meer dan 1 jaar tot 3 jaar</i> . . . . .	68	3	2	—	—	1	—	1	75
Peine correctionnelle plus de 6 mois à 1 an. — <i>Correctionele</i> <i>straf meer dan 6 maand tot 1 jaar</i> . . . . .	22	9	1	—	—	—	—	—	32
Peine correctionnelle plus de 3 mois à 6 mois. — <i>Correctio-</i> <i>nele straf meer dan 3 maand tot 6 maand</i> . . . . .	6	2	—	—	—	—	3	—	11
Peine correctionnelle 1 mois à 3 mois. — <i>Correctionele straf</i> <i>1 maand tot 3 maand</i> . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Peine correctionnelle jusqu'à 1 mois. — <i>Correctionele straf</i> <i>tot 1 maand</i> . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Peine subsidiaire. — <i>Plaatsvervangende straf</i> . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Récidivistes MDG. — <i>TBR-recidivisten</i> . . . . .	4	—	—	—	—	—	—	—	4
Totaux. — <i>Totalen</i> . . . . .	137	19	5	—	—	2	3	4	170

De tous les incidents enregistrés, l'omission de rentrer est le plus important; c'est pourquoi il a été examiné en détail dans les paragraphes consacrés aux diverses catégories de condamnés.

Ici, quelques constatations doivent suffire.

Par rapport au nombre de permissionnaires, le pourcentage de manquants se chiffrait à 3,8 p.c. en 1976, 10,1 p.c. en 1977 et 9,3 p.c. en 1978.

Van al de genoteerde incidenten is het wegblijven uit verlof het meest belangrijke; daarom ook wordt het in de paragrafen betreffende de diverse categorieën veroordeelden grondig behandeld.

Hier moeten enkele vaststellingen volstaan.

Gemeten aan het aantal verlofgangers bedroeg het percentage wegblijvers : 3,8 pct. in 1976, 10,1 pct. in 1977 en 9,3 pct. in 1978.

Mesuré au nombre de congés accordés, il devient 2,9 p.c. pour 1976, 5,5 p.c. pour 1977 et 5,6 p.c. pour 1978.

L'on peut déduire de ce qui précède :

— qu'au cours des premiers mois (juin à décembre 1976) il a été procédé avec une plus grande circonspection que maintenant; la proportion de demandeurs éconduits et admis en fait foi;

— qu'en 1977 régnait déjà une plus grande souplesse;

— que celle-ci n'était pas pour autant excessive, vu que les chiffres de 1978 indiquent une sorte de consolidation du pourcentage de manquants pour un nombre de permissionnaires devenu entre-temps maximal.

Lorsqu'on examine les chiffres par catégorie selon la durée de la peine, il s'avère :

— que les meilleurs résultats sont enregistrés chez les condamnés à une peine à perpétuité ou à une peine criminelle à temps, notamment avec des pourcentages qui, peu élevés déjà en 1976, ont diminué encore en 1978. Un seul condamné à perpétuité a été manquant au cours des trois années considérées. Chez les condamnés à une peine criminelle à temps, le pourcentage de manquants par rapport aux permissionnaires, se chiffrait à 5,3 p.c. en 1976, 4,9 p.c. en 1977 et 4,6 p.c. en 1978. Lorsque l'on compare ces chiffres à l'ensemble des congés pris, l'on arrive à des résultats remarquables avec 3,6 p.c. en 1976, 3,4 p.c. en 1977 et 1,3 p.c. en 1978;

— que parmi les condamnés correctionnels, ce sont ceux qui ont encouru des peines au-dessus de 5 ans qui se montrent les moins loyaux, et ce de moins en moins à mesure que les années passent (8,7 p.c. de manquants en 1976, 8,7 p.c. en 1977 et 11,4 p.c. en 1978). Ce chiffre est légèrement plus favorable lorsqu'il est mesuré au total des congés. Il devient dans ce cas : 6,5 p.c. en 1976, 4,2 p.c. en 1977 et 5,6 p.c. en 1978;

— que chez les condamnés correctionnels en général, le pourcentage des manquants diminue avec la durée de la peine, tout en restant au-dessus de 8 p.c. lorsque mesuré par rapport au nombre des permissionnaires, et au-dessus de 5,4 p.c. lorsque mesuré par rapport à l'ensemble des congés.

#### IV. Administration de la Justice

##### A. Cours et tribunaux

Un certain nombre des mesures avancées pour contribuer à la résorption du retard qu'accusent les cours et tribunaux ont pris forme de loi.

La compétence générale du juge de paix a été majorée. Il connaît à présent des demandes dont le montant n'excède pas 50 000 francs et, sauf pour les jugements du tribunal de travail, l'appel des jugements relatifs à des demandes dont le montant n'excède pas 15 000 francs, est désormais exclu.

Gemeten aan het aantal verleende verloven komt men 2,9 pct. in 1976, 5,5 pct. in 1977 en 5,6 pct. in 1978.

Waaruit kan worden opgemaakt :

— dat in de loop van de eerste maanden (juni tot decembre 1976) zeer omzichtig werd te werk gegaan, wat trouwens wordt aangetoond door de verhouding afgewezen en toegelaten verlofaanvragers;

— dat in 1977 reeds meer soepelheid werd aan de dag gelegd;

— maar dat deze niet buitensporig was, aangezien de cijfers voor 1978 wijzen op een soort consolidatie rond een zeker percentage wegblijvers voor een intussen maximaal geworden aantal verlofsgangers.

Onderzoekt men de cijfers per categorie naargelang de strafduur dan komt aan het licht :

— dat de levenslang en tijdelijk crimineel gestraften er het best uitkomen, o.m. met percentages die, reeds laag in 1976, nog verminderden in 1978; slechts één levenslangstrafte verlofsganger bleef weg gedurende de hier beschouwde drie jaren; bij de tijdelijk crimineel gestraften bedroeg het percentage wegblijvers, vergeleken met het aantal verlofsgangers, 5,3 pct. in 1976, 4,9 pct. in 1977 en 4,6 pct. in 1978; gemeten aan het totaal aantal verloven komt men zelfs tot verrassend goede resultaten met 3,6 pct. in 1976, 3,4 pct. in 1977 en 1,3 pct. in 1978;

— dat van de correctioneel veroordeelden, deze met straffen van meer dan 5 jaar zich het onbetrouwbaarst toonden en dat in stijgende mate naargelang de tijd vorderde (8,7 pct. wegblijvers in 1976, 8,7 pct. in 1977 en 11,4 pct. in 1978); gemeten aan het totaal aantal verleende verloven doen zij het iets beter met 6,5 pct. in 1976, 4,2 pct. in 1977 en 5,6 pct. in 1978;

— dat bij de correctioneel veroordeelden in het algemeen, het percentage wegblijvers samen met de strafduur vermindert, echter in 1978 niet beneden 8 pct. kwam, gemeten aan het aantal verlofsgangers, noch beneden 5,4 pct., gemeten aan het totaal aantal verleende verloven.

#### IV. Rechtsbedeling

##### A. Hoven en rechtbanken

Een aantal maatregelen die werden voorgesteld om bij te dragen tot de opslorping van de achterstand bij de hoven en rechtbanken zijn inmiddels wet geworden.

De algemene bevoegdheid van de vrederechter werd opgevoerd tot 50 000 frank en behalve voor de vonnissen van de arbeidsrechtbank, is hoger beroep thans uitgesloten tegen vonnissen waarin uitspraak werd gedaan over vordeeringen waarvan het bedrag 15 000 frank niet overschrijdt.

A l'heure actuelle, les délais de publication des vacances dans l'ordre judiciaire ont été abrégés (modification récente de l'art. 287 du Code judiciaire).

Un projet de loi tendant à scinder trois grands cantons de justice de paix (Uccle, Etterbeek, Anvers) a été adopté par la Chambre le 28 novembre 1979 et par le Sénat le 14 février 1980 (*Moniteur belge* du 1<sup>er</sup> mars 1980).

Un projet de loi visant à l'extension de la compétence du tribunal de police a été déposé à la Chambre et y est examiné par la Commission de la Justice.

Ce projet qui enlève aux juges de paix la compétence de statuer en certaines matières répressives, aura évidemment une incidence sur leurs activités.

La Commission chargée de formuler des propositions relatives à l'adaptation des limites des cantons à la suite des fusions de communes, a déposé son rapport en janvier 1979. Ce rapport est soumis à l'avis de l'Inspection des Finances. Le projet de cette Commission est fondé sur l'hypothèse que l'extension de la compétence des tribunaux de police soit adoptée par le Parlement. Il est donc souhaitable de traiter ces projets successivement.

La Commission chargée de définir les critères à observer pour la fixation du cadre des magistrats des cours et tribunaux termine ses travaux. Elle a été convoquée en séance plénière à la date du 21 janvier 1980, afin d'étudier les propositions de la sous-commission chargée de l'examen des cadres des cours d'appel et des cours du travail.

En ce qui concerne les cours d'appel, il est évident que ces propositions devront être étudiées à la lumière du transfert des compétences prévu dans le projet relatif aux tribunaux de police.

En ce qui concerne les cours du travail, un projet de loi visant à l'adaptation des cadres sera élaboré sans retard.

D'autres projets, inspirés par des propositions de ladite Commission et concernant notamment les tribunaux de commerce et du travail, ont déjà été transmis aux autorités budgétaires. J'insiste pour qu'ils soient déposés rapidement.

En ce qui concerne l'emploi des langues en matière judiciaire pour les habitants de la région de langue allemande, un premier projet relatif à la langue de la procédure devant la Cour d'assises a été adopté par la Chambre le 14 juin 1979 et par le Sénat le 6 mars 1980 (*Moniteur belge* du 28 mars 1980).

Un projet plus vaste qui vise à résoudre l'ensemble de ce problème a été déposé à la Chambre.

Un projet de loi déposé sur le bureau du Sénat le 22 septembre 1978 et tendant à rémunérer à charge de l'Etat les prestations des avocats-stagiaires chargés de l'assistance judiciaire des personnes démunies ou de l'assistance judiciaire imposée par la loi a été adopté par le Sénat le 14 février 1980 et par la Chambre le 27 mars 1980 (*Moniteur belge* du 30 avril 1980).

Er wordt thans overgegaan tot vervroegde bekendmaking van vacatures in de rechterlijke orde (recente wijziging van art. 287 Gerechtelijk Wetboek).

Een ontwerp waarin drie grote vrederechtskantons (Ukkel, Etterbeek, Antwerpen) worden gesplitst, werd door de Kamer aangenomen op 28 november 1979 en door de Senaat, op 14 februari 1980 (*Belgisch Staatsblad* van 1 maart 1980).

Een ontwerp tot uitbreiding van de bevoegdheid van de politierechtbank werd op 13 december 1979 bij de Kamer ingediend en wordt nu onderzocht door de Commissie voor de Justitie.

Dit ontwerp dat de bevoegdheid om in sommige strafzaken te oordelen ontnemt aan de vrederechters, die tot nogtoe hiermee zijn belast, zal uiteraard zijn weerslag hebben op hun activiteiten.

De Commissie die belast was voorstellen te formuleren voor de aanpassing van de grenzen van de kantons aan de fusies van de gemeenten heeft in januari 1979 haar verslag neergelegd. Dit werd inmiddels onderzocht door de inspectie van Financiën. De Commissie is uitgegaan van de hypothese dat het ontwerp tot uitbreiding van de bevoegdheid van de politierechtbanken zal worden aangenomen. Het is bijgevolg gewenst deze ontwerpen na elkaar te behandelen.

De werkzaamheden van de Commissie belast met de vaststelling van de inzake personeelsformatie der magistraten van hoven en rechtbanken in acht te nemen criteria zijn nog enigszins voltooid. De voltallige Commissie werd bijeengeroepen op 21 januari 1980 om de voorstellen te onderzoeken van de subcommissie die de kaders onderzocht van de hoven van beroep en de arbeidshoven.

Wat de hoven van beroep betreft, is het duidelijk dat deze voorstellen moeten worden onderzocht in het licht van de bevoegdheidsoverdracht die wordt voorgesteld in het ontwerp « politierechtbanken ».

Wat de arbeidshoven betreft, zal onverwijld een wetsontwerp worden opgesteld tot kaderaanpassing.

Andere ontwerpen die berusten op voorstellen van de Commissie voor de criteria nl. wat betreft de rechtbanken van koophandel en de arbeidsrechtbanken zijn reeds eerder overgemaakt aan de budgettaire instanties. Ik dring aan opdat zij spoedig zouden kunnen worden ingediend.

Wat betreft het taalgebruik in gerechtszaken voor de inwoners uit het Duitse taalgebied werd een eerste ontwerp betreffende de taal van de rechtspleging voor het Assisenhof reeds door de Kamer goedgekeurd op 14 juni 1979 en door de Senaat op 6 maart 1980 (*Belgisch Staatsblad* van 28 maart 1980).

Een uitgebreider ontwerp dat het geheel van deze problematiek beoogt te regelen is thans bij de Kamer ingediend.

Het ontwerp van wet dat op 22 september 1978 bij de Senaat werd ingediend en dat ertoe strekt een basis te scheppen opdat aan advocaten-stagiairs die belast worden met procesbijstand aan minvermogenden en in gevallen van verplichte bijstand op grond van de wet, van staatswege een vergoeding zou kunnen worden toegekend, werd door de Senaat op 14 februari 1980 en door de Kamer op 27 maart 1980 goedgekeurd (*Belgisch Staatsblad* van 30 april 1980).

Le Conseil d'Etat a été saisi d'un projet de loi approuvé par le Conseil des Ministres et qui tend à rendre plus efficiente la procédure sommaire d'injonction de payer.

Notre langue juridique a un urgent besoin de simplification et de modernisation. Il convient, en effet, d'éliminer cet obstacle qui trop souvent encore s'établit entre la Justice et le citoyen dans ce domaine.

J'ai dès lors invité un certain nombre de personnes à faire partie de deux commissions (l'une francophone, l'autre néerlandophone); elles seront chargées de cette question.

Dans le même ordre d'idées, des dépliants ont été élaborés à l'intention des personnes impliquées d'une manière ou d'une autre dans un procès. Ils sont prêts à être distribués de façon rationnelle.

#### *B. Police judiciaire*

Les pourparlers relatifs aux revendications de la police judiciaire ont abouti à un accord complet.

Le texte d'un nouveau statut a été transmis au Ministre de la Fonction publique le 31 mai 1979. Un groupe de travail, composé de fonctionnaires de la Fonction publique et de mon département, mettra bientôt la dernière main à ce projet.

#### *C. Greffes et parquets*

Des groupes de travail ont déposé des conclusions ad hoc quant à la révision des cadres du personnel des greffes des tribunaux de première instance, des justices de paix et des tribunaux de police. Elles ont été incluses dans le projet modifiant la compétence des tribunaux de police.

Les conclusions du groupe de travail chargé de la révision des cadres du personnel des greffes des tribunaux de commerce sont déjà déposées; il en est de même de celles relatives aux cadres du personnel des parquets.

Les procédures subséquentes pourront maintenant être mises en œuvre.

#### *D. Huissiers de justice*

Une révision de leur cadre a été mise au point. Le nouveau cadre a été publié au *Moniteur belge* du 11 décembre 1979.

En même temps, des modifications ont été apportées au statut des huissiers de justice (notamment en ce qui concerne les conditions de diplôme et la composition des chambres d'arrondissement).

Un groupe de travail sera constitué dans le courant du mois, aux fins de résoudre les problèmes posés par la Chambre nationale des huissiers de justice en rapport avec leur statut.

#### *E. L'informatique juridique*

1. Le Comité ministériel de l'informatique a, en sa séance du 19 février 1976, pris la décision d'autoriser le Ministre de

Aan de Raad van State werd een door de Ministerraad aangenomen ontwerp voorgelegd dat beoogt een meer efficiënt gebruik mogelijk te maken van de summiere rechtspleging om betaling te bevelen.

Onze rechtstaal is dringend aan een vereenvoudiging en modernisering toe, ten einde de afstand tussen het gerecht en de burger die er in deze materie nog al te vaak bestaat, weg te werken.

Daarom heb ik een aantal personen uitgenodigd om deel uit te maken van 2 commissies (een Nederlandstalige en een Franstalige). Zij zullen met deze materie worden belast.

In dezelfde optiek worden ook de folders die werden ontworpen voor mensen die in een of andere hoedanigheid worden betrokken bij een strafproces, ter beschikking gesteld om op een rationele manier te worden aan de man gebracht.

#### *B. Gerechtelijke politie*

De onderhandelingen in verband met de revindicaties van de gerechtelijke politie hebben tot een volledig akkoord geleid.

Het nieuw statuut werd op 31 mei 1979 overgemaakt aan de heer Minister van het Openbaar Ambt. Een werkgroep, samengesteld uit ambtenaren van het Openbaar Ambt en mijn departement, zal kortelings de laatste hand leggen aan dit ontwerp.

#### *C. Griffies en parketten*

De besluiten van de werkgroepen ad hoc waarin de kaderherzieningen van de personeelsformaties van de griffies van de rechtbanken van eerste aanleg, vrederechten en politierechtbanken, werden verwerkt in het ontwerp tot wijziging van de bevoegdheid van de politierechtbanken.

De conclusies van de werkgroep voor de kaderherziening van de personeelsformaties van de griffies van de rechtbanken van koophandel zijn reeds neergelegd; ook deze betreffende de personeelsformatie der parketten zijn reeds neergelegd.

De voorgeschreven procedures werden derhalve aangevat.

#### *D. Gerechtsdeurwaarders*

Een kaderherziening werd uitgewerkt en is verschenen in het *Belgisch Staatsblad* van 11 december 1979.

Tevens werden er nog noodzakelijke wijzigingen aangebracht aan het statuut van de gerechtsdeurwaarders (o.a. in verband met de diplomavoorwaarden en de samenstelling van de arrondissementskamers).

Deze maand zal een werkgroep worden opgericht om een oplossing uit te werken voor de problemen die de Nationale Kamer van de Gerechtsdeurwaarders in verband met hun statuut stellen.

#### *E. De juridische informatica*

1. Het Ministerieel Comité voor Informatica heeft tijdens de vergadering van 19 februari 1976 besloten de Minister van

la Justice et le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique à conclure un contrat pour la réalisation de l'étude préliminaire en vue de constituer une documentation juridique au moyen de l'informatique.

Cette étude préliminaire a permis de dégager les grandes orientations.

2. Mon département souhaite que le système d'informatique juridique devienne opérationnel le plus rapidement possible. Aussi tous les efforts sont concentrés pour que dès octobre 1980, des démonstrations de consultation de textes juridiques, dans un domaine limité du droit, puissent être effectuées de manière à donner une idée suffisamment précise des possibilités de l'informatique dans ce domaine.

### 3. Les grandes orientations du système sont les suivantes :

Le système, dont la mise en place serait assurée par le Ministère de la Justice, sera au service de la communauté nationale. Celle-ci, non seulement aura accès aux produits documentaires, mais encore sera largement associée à la constitution et à la tenue à jour du fonds.

En effet, le nouveau système ne sera pas constitué *ab initio* : nombreux sont les départements ministériels qui tiennent à jour des codifications ou des coordinations de textes législatifs et réglementaires; le Conseil d'Etat effectue un travail apprécié en cette matière et les éditeurs privés y contribuent également; ces derniers, ainsi que le Credoc assurent la diffusion de la jurisprudence qui est également l'objet de travaux poursuivis au sein des cours et tribunaux.

L'objet du nouveau système sera, par le biais de l'informatique et sur la base d'une indispensable normalisation des procédures, de canaliser et d'ordonner les efforts de chacun, d'éliminer autant que possible les doubles emplois, de combler les lacunes et de mettre à la disposition de tous les intéressés, sous la forme la plus judicieuse et tenue à jour dans les délais les plus courts, l'information juridique, législative et réglementaire indispensable à la bonne marche des affaires publiques et privées.

## V. Le droit civil

### 1. Projet de loi modifiant diverses dispositions légales relatives à la filiation et à l'adoption.

Ce projet, déposé au Sénat le 15 février 1978 (doc. Sénat n° 305/1) tend à supprimer toute discrimination dans le droit de la filiation.

Il est actuellement examiné par la Commission de la Justice du Sénat.

A la suite de larrêt de la Cour Européenne des droits de l'homme condamnant le 13 juin 1979 l'Etat Belge dans l'affaire Marckx, la révision de la législation en la matière est devenue urgente.

J'insiste régulièrement sur cette urgence auprès des membres de la Commission de la Justice du Sénat.

Justitie en de Staatssecretaris voor Openbaar Ambt te machtingen een contract af te sluiten in verband met een voorstudie met het oog op het aanleggen van een juridische documentatie door middel van automatische gegevensverwerking.

Deze voorstudie heeft de grote lijnen van een dergelijk systeem bepaald.

2. Mijn departement wenst dat het juridisch documentatiesysteem, zo vlug mogelijk operationeel zou zijn. Alle inspanningen worden gedaan om vanaf oktober 1980, demonstratie-ondervragingen over juridische teksten in een beperkt domein van het recht mogelijk te maken, ten einde op een voldoende nauwkeurige wijze de mogelijkheden van de informatica in dit domein aan te tonen.

### 3. De grote orientaties van het systeem zijn de volgende :

Het systeem dat door het Ministerie van Justitie zou ingevoerd worden, zal ten dienste staan van de nationale gemeenschap. Deze krijgt niet enkel toegang tot de documentatie-producten, maar wordt bovendien deelgenoot gemaakt aan de samenstelling en de bijwerking van het bestand.

Het nieuwe systeem zal immers niet vanaf de basis moeten worden opgebouwd : talrijke ministeriële departementen houden reeds codificaties of coördinaties van wets- en verordeningsteksten bij; de Raad van State houdt zich daar eveneens verdienstelijk mee bezig en de privé uitgevers dragen daar eveneens toe bij; evenals Credoc staan deze laatsten in voor de verspreiding van de rechtspraak waarop ook in de hoven en rechtbanken wordt gewerkt.

Het nieuw systeem heeft tot doel door middel van de gegevensverwerking en op grond van een onontbeerlijke normalisering van de werkwijzen, de inspanningen van iedereen in banen te leiden, zoveel mogelijk onnodige herhalingen uit te schakelen, in de leemten te voorzien, en de juridische wets- en verordeningssdocumentatie die noodzakelijk is voor het goede verloop in openbare en particuliere aangelegenheden ter beschikking te stellen van alle belanghebbenden in de meest oordeelkundige vorm en op zeer korte termijn bijgewerkt.

## V. Burgerlijk recht

### 1. Ontwerp van wet tot wijziging van een aantal wettelijke bepalingen betreffende de afstamming en de adoptie.

Dit ontwerp van wet (stuk van de Senaat nr. 305/1) dat op 15 februari 1978 bij de Senaat werd ingediend, strekt ertoe elke discriminatie in het afstammelingsrecht weg te werken.

Het wordt thans door de Commissie voor Justitie van de Senaat onderzocht.

Ingevolge het arrest van het Europese Hof voor de Rechten van de Mens van 13 juni 1979 waardoor de Belgische Staat in de zaak Marckx werd veroordeeld, dient onze wetgeving ter zake dringend te worden aangepast.

Ik dring regelmatig aan op deze noodwendigheid bij de leden van de Commissie voor de Justitie van de Senaat.

*2. Projets de loi relatifs à la protection de la personne des malades mentaux et des biens des personnes qui sont totalement ou partiellement incapables d'en assurer la gestion en raison de leur état physique ou mental.*

Ces deux projets de loi font l'objet de discussions parlementaires depuis dix ans, alors que les milieux intéressés sont unanimes à déclarer qu'une réforme du droit belge en la matière s'impose. Un récent arrêt de la Cour de Cassation a encore mis l'accent sur l'urgence d'une telle révision.

Ces projets ont fait l'objet de divergences entre la Commission de la Justice de la Chambre et celle du Sénat.

Le Gouvernement a soumis à la Commission de la Justice du Sénat un document de travail qui comprend une proposition de synthèse. Celle-ci tend à rencontrer les éventuelles différences de vues entre les médecins et les juristes.

*3. Projet de loi modifiant les droits successoraux du conjoint survivant (doc. Sénat 789-1 du 12 février 1976).*

La Commission de la Justice du Sénat a terminé l'examen de cet important projet qui fut adopté une première fois, en 1973, par le Sénat, mais amendé par la Chambre en 1976.

Le texte adopté en commission au cours de la session extraordinaire 1979, a été soumis pour avis au Conseil d'Etat.

Celui-ci a communiqué son avis au Président du Sénat le 31 octobre 1979.

Actuellement, le projet est revu à la lumière des observations du Conseil d'Etat.

*4. Projet de loi concernant les contrats de louage.*

Un projet de loi concernant les contrats de louage a été déposé à la Chambre des Représentants le 30 mai 1978 (S.E. 1977-1978, document n° 415/1).

Ce projet tend, en premier lieu, à mettre fin aux lois temporaires en réglementant d'une manière définitive l'augmentation des loyers et, en second lieu, à actualiser les dispositions de droit commun en matière de contrats de louage.

Le 22 mai 1979, le Gouvernement proposa un amendement (S.E. 1979, doc. n° 120/2) qui reprenait une série de dispositions à examiner par priorité. Le Gouvernement espérait ainsi pouvoir réglementer, avant l'échéance du 1<sup>er</sup> janvier 1980, les problèmes les plus fondamentaux et plus particulièrement les baux d'habitation.

Entre-temps, vous n'ignorez pas que le Parlement n'ayant pu voter cette loi avant l'échéance prévue, le gouvernement a été contraint d'introduire, dans le cadre de la loi-programme, de nouvelles dispositions d'exception en matière de loyers et de demander ainsi une prolongation des lois temporaires antérieures.

*2. Wetsontwerpen betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke en van de goederen van personen die wegens hun lichaams- of geestestoestand geheel of gedeeltelijk onbekwaam zijn die te beheren.*

Beide wetsontwerpen worden al tien jaar lang in het Parlement besproken, terwijl de belanghebbende kringen unaniem stellen dat een hervorming van het Belgisch recht ter zake noodzakelijk is. Een recent arrest van het Hof van Cassatie heeft het dringende karakter van een dergelijke hervorming nog beklemtoond.

De Commissie voor de Justitie van de Kamer en die van de Senaat verschillen van mening over bedoelde ontwerpen.

De Regering heeft de Commissie voor de Justitie van de Senaat een werkdocument overhandigd met een synthesevoorstel waarin getracht wordt de tegenstellingen tussen medici en juristen te overbruggen.

*3. Ontwerp van wet tot wijziging van het erfrecht van de langstlevende echtgenoot (Stuk van de Senaat 789-1 van 12 februari 1976).*

De Commissie voor de Justitie van de Senaat heeft het onderzoek van dit belangrijk ontwerp — dat door de Senaat in 1973 een eerste maal werd goedgekeurd, maar in 1976 door de Kamer werd geamendeerd — beëindigd.

De door de Commissie tijdens de buitengewone sessie 1979 goedgekeurde tekst, werd voor advies aan de Raad van State overgemaakt.

Dit advies werd aan de Voorzitter van de Senaat overgemaakt op 31 oktober 1979.

Het ontwerp wordt thans herwerkt aan de hand van de door de Raad van State gedane opmerkingen.

*4. Wetsontwerp betreffende de huurovereenkomsten.*

Bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers werd op 30 mei 1978 een wetsontwerp betreffende de huurovereenkomsten ingediend (B.Z. 1977-1978, stuk nr. 415/1).

Dat ontwerp wil, in de eerste plaats, een einde maken aan de tijdelijke wetten door de verhoging der huurprijzen op definitieve wijze te regelen en, in de tweede plaats, de bepalingen van gemeen recht inzake huurovereenkomsten te actualiseren.

Op 22 mei 1979 heeft de Regering een amendement voorgesteld (B.Z. 1979, stuk nr. 120/2) waarin een reeks bepalingen opgenomen werden die bij voorrang dienden onderzocht te worden. De Regering hoopte also voór de vervaldag van 1 januari 1980 de meest fundamentele problemen en in het bijzonder de woninghuurkontrakten te kunnen reglementeren.

U weet dat het Parlement sindsdien niet in de gelegenheid was dit ontwerp tijdig te stemmen. De Regering heeft zich dan ook verplicht gezien nieuwe uitzonderingsmaatregelen inzake de huurprijzen in de programmawet in te lassen en eveneens een verlenging te vragen van de bestaande tijdelijke wetgeving in dit verband.

Le nouveau texte gouvernemental a été examiné de façon approfondie par la Commission de la Justice de la Chambre et le rapport de Monsieur Van Rompaey a été publié le 11 juillet 1979 (S.E. 1979, Doc. 120/14).

Le nouveau texte a été transmis, pour avis, au Conseil d'Etat.

Tenant compte de plusieurs observations du Conseil d'Etat, le Gouvernement déposera incessamment des amendements et il espère que le projet pourra être adopté dans les meilleurs délais.

#### *5. Projet de loi sur l'enlèvement et la transplantation d'organes.*

Un projet de loi sur l'enlèvement et la transplantation d'organes a été élaboré par mon département en collaboration avec celui de la Santé publique.

Ce projet a été transmis, pour avis, au Conseil d'Etat.

Il fixe les conditions dans lesquelles peuvent intervenir :

- les prélèvements sur les personnes en vie;
- les prélèvements en cas de décès;
- les transplantations;
- toutes interventions antérieures.

Des dispositions pénales sont prévues.

Le projet laisse subsister la loi du 7 février 1961 sur les substances thérapeutiques d'origine humaine.

#### *6. Les enfants battus.*

L'avant-projet de loi sur cette matière, qui a été élaboré à la suite des travaux d'un groupe interministériel Justice - Santé publique, a été soumis au département de la Santé publique.

Celui-ci, après avoir recueilli un certain nombre d'avis, a formulé des suggestions que mon administration s'emploie à traduire en termes de lois.

Le texte nouveau sera établi sous peu; je le soumettrai ensuite à l'examen du Gouvernement.

Je rappelle que ce projet, qui s'inspire des expériences faites aux Pays-Bas et au Québec, charge des médecins confidents de protéger les mineurs victimes de mauvais traitements, de privations ou de graves négligences. Le but poursuivi est d'assurer aux jeunes victimes un traitement adéquat tout en tenant compte des problèmes propres aux médecins qui sont les premiers à même de dépister les cas.

Le médecin confident sera également chargé de coordonner le cas échéant, les initiatives en cours pour remédier aux

De nieuwe regeringstekst werd door de Commissie voor de Justitie van de Kamer van Volksvertegenwoordigers grondig bestudeerd en op 11 juli 1979 werd het verslag van de heer Van Rompaey gepubliceerd (B.Z. 1979, stuk nr. 120/14).

De nieuwe tekst werd voor advies aan de Raad van State overgelegd.

De verschillende opmerkingen van de Raad van State in acht nemende, zal de Regering eerstdaags amendementen neerleggen. Zij hoopt dat het ontwerp binnenkort zal gestemd worden.

#### *5. Ontwerp van wet betreffende het wegnemen en overplanten van organen.*

Een ontwerp van wet betreffende het wegnemen en overplanten van organen en weefsels werd door mijn departement uitgewerkt in samenwerking met het departement van Volksgezondheid.

Dit ontwerp werd, voor advies aan de Raad van State overgemaakt.

Het ontwerp bepaalt de voorwaarden waaronder mogen geschieden :

- wegnemingen bij levenden;
- wegnemingen na de dood;
- overplantingen;
- alle voorgaande ingrepen.

Er worden een aantal strafbepalingen geformuleerd.

Het ontwerp laat de wet van 7 februari 1961 « op de therapeutische bestanddelen van menselijke oorsprong » ongewijzigd bestaan.

#### *6. Kindermishandeling.*

Een desbetreffend voorontwerp van wet, dat werd uitgewerkt na de werkzaamheden van een interministeriële werkgroep Justitie - Volksgezondheid, werd aan het departement van Volksgezondheid overgemaakt.

Na een zeker aantal adviezen te hebben ingewonnen, heeft dit departement suggesties geformuleerd die door mijn administratie in wetteksten zullen worden omgezet.

De nieuwe tekst zal eerlang worden opgesteld en nadien voor onderzoek, aan de Regering worden voorgelegd.

Ik wil er aan herinneren dat dit ontwerp, dat stoelt op de in Nederland en Canada opgedane ervaringen, vertrouwensartsen belast met de bescherming van de minderjarigen die het slachtoffer zijn van mishandelingen, ontberingen of ernstige tekortkomingen. Het beoogde doel is aan die jonge slachtoffers een aangepaste behandeling te waarborgen waarbij rekening wordt gehouden met de problemen eigen aan de geneesheren die het eerst bij machte zijn de gevallen op te sporen.

De vertrouwensarts zal eveneens tot taak hebben, in voorkomend geval, de aan de gang zijnde initiatieven om de

situations existantes. Si le projet s'efforce de déjusticiliser cette matière, il n'exclut pas pour autant l'intervention des autorités judiciaires.

### *7. L'adoption*

En 1978, j'avais fait procéder par mon administration à une enquête en vue de relever parmi les mineurs placés en vertu de la loi du 8 avril 1965 ceux qui étaient abandonnés de leurs parents.

Les autorités judiciaires ont été mises au courant des résultats de ces recherches en vue de leur permettre d'apprécier s'il ne convenait pas de provoquer l'adoption de ces mineurs.

Un nouveau sondage est en cours dont je ne connais pas encore les résultats.

L'expérience a fait apparaître que mon administration devait disposer d'un service « Adoption » en vue de répondre aux vœux et aux besoins du public.

Sans attendre la fin des formalités administratives, les structures de ce service ont été mises en place. Il a pour tâches :

- la promotion de l'adoption;
- l'information du public en matière d'adoption;
- l'étude des relations entre les œuvres d'adoption, les tribunaux de la jeunesse et les candidats adoptants;
- la recherche de ceux parmi les mineurs placés en vertu de la loi du 8 avril 1965 qui paraissent abandonnés de leurs familles;
- la tenue des dossiers administratifs de ces mineurs et de la documentation générale.

Ce service a déjà édité une brochure qui fournit aux adoptants les renseignements et les directives dont ils doivent disposer pour réaliser leurs souhaits.

Lorsque le service « Adoption » sera entièrement fonctionnel, il ne fait pas de doute qu'il contribuera à aider les juges de la jeunesse, les CPAS, les œuvres d'adoption et les adoptants, à donner aux enfants abandonnés des substituts valables à la vie familiale.

## **VI. Le droit commercial**

### *1. Projet de loi modifiant la législation relative aux sociétés commerciales.*

Le projet de loi modifiant la législation relative aux sociétés commerciales et constituant une refonte générale de l'ensemble des lois coordonnées sur les sociétés commerciales a été déposé à la Chambre le 5 décembre 1979.

Ce projet est issu des travaux de la « Commission pour la révision des lois coordonnées sur les sociétés commerciales »,

bestaande toestanden te verhelpen, te coördineren. Het ontwerp poogt deze materie meer uit de gerechtsfeer te halen maar sluit evenwel de tussenkomst van de gerechtelijke autoriteiten niet uit.

### *7. Adoptie*

In 1978 heb ik mijn administratie laten overgaan tot een onderzoek om bij de, krachtens de wet van 8 april 1965, geplaatste minderjarigen op te sporen die door hun ouders in de steek gelaten werden.

De gerechtelijke autoriteiten werden op de hoogte gesteld van de resultaten van dit onderzoek teneinde hun de mogelijkheid te bieden na te gaan of er geen reden bestond tot adoptie van die minderjarigen.

Een nieuwe steekproef wordt thans uitgevoerd waarvan de resultaten nog niet bekend zijn.

Uit de ondervinding is gebleken dat mijn administratie moest kunnen beschikken over een dienst « adoptie » om tegemoet te komen aan de wensen en de noden van het publiek.

Zonder te wachten op het afsluiten van de administratieve formaliteiten, werden de structuren van deze dienst in werking gesteld :

Deze dienst heeft tot taken :

- de bevordering van de adoptie;
- de informatie van het publiek inzake adoptie;
- het in studie nemen van de betrekkingen tussen de adoptiewerken, de jeugdrechtkranken en de kandidaat-pleeggezinnen;
- het opsporen van de minderjarigen die, krachtens de wet van 8 april 1965 zijn geplaatst en die door hun ouders verlaten zijn;
- het bijhouden van de administratieve dossiers van die minderjarigen en van de algemene documentatie.

Deze dienst heeft reeds een brochure uitgegeven waarin aan de pleeggezinnen de nodige inlichtingen en richtlijnen worden verstrekt om hun wens te vervullen.

Wanneer de dienst « Adoptie » volledig functioneel zal zijn laat het geen twijfel dat hij een grote hulp zal zijn voor de jeugdrechters, de OCMW, de adoptiewerken en de pleeggezinnen om aan de verlaten kinderen een gezinsvervangend tehuis te bezorgen.

## **VI. Handelsrecht**

### *1. Ontwerp van wet tot wijziging van de wetgeving betreffende de handelsvennootschappen.*

Het ontwerp van wet tot wijziging van de wetgeving betreffende de handelsvennootschappen dat het geheel van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen omwerk, werd op 5 december 1979 bij de Kamer ingediend.

Dit ontwerp is ontstaan uit de werkzaamheden van de « Commissie voor de herziening van de gecoördineerde wet-

instituée le 19 octobre 1951 à l'initiative du Ministre de la Justice.

Il comporte plusieurs innovations importantes :

1<sup>o</sup> la suppression de la société en commandite par actions et la création d'une nouvelle forme de société : la société à capital variable;

2<sup>o</sup> la consécration légale des notions de « sociétés dominantes » et de « sociétés filiales » et la réglementation des participations réciproques;

3<sup>o</sup> la scission de l'organe d'administration des sociétés anonymes en deux organes distincts, l'un chargé de la gestion proprement dite, l'autre du contrôle de cette gestion et de l'orientation générale de la politique de la société;

4<sup>o</sup> la création de nouvelles catégories de valeurs mobilières comme les bons de souscription et les actions sans droit de vote, enfin, l'organisation de la masse des porteurs d'obligations;

5<sup>o</sup> l'élargissement des possibilités d'information des actionnaires par l'obligation périodique ou occasionnelle imposée aux administrateurs d'informer l'actionnariat de tout fait ou décision qui, s'il était connu, serait de nature à influencer de manière sensible le cours de bourse;

6<sup>o</sup> le renforcement du contrôle des actionnaires par l'institution d'une action locale minoritaire et l'extension du régime d'intervention de commissaires investigateurs.

## *2. Projet de loi adaptant notre législation à la 2e directive CEE.*

Le projet de loi adaptant les lois coordonnées sur les sociétés commerciales à la 2e directive du Conseil des Ministers de la CEE relative à la constitution des sociétés anonymes, au maintien et aux modifications de leur capital, a été déposé à la Chambre le 5 décembre 1979.

Les principales modifications apportées aux lois coordonnées sont les suivantes :

- les dispositions relatives à la libération des actions et à la consistance du capital sont rendues plus précises et plus strictes;

- la technique du « capital autorisé » est introduite;

- le droit de souscription préférentiel des actionnaires anciens en cas d'augmentation du capital est désormais expressément prévu;

- l'acquisition par une société de ses propres actions est autorisée à des conditions très strictes;

- une procédure spécifique de sauvegarde des droits des créanciers est instaurée en cas de réduction du capital;

ten op de handelsvennootschappen » die op 19 oktober 1951 op initiatief van de Minister van Justitie werd ingesteld.

Dit ontwerp voert verschillende belangrijke nieuwigheden in :

1<sup>o</sup> de afschaffing van de commanditaire vennootschap op aandelen en de instelling van een nieuwe vorm van vennootschap : de vennootschap met veranderlijk kapitaal;

2<sup>o</sup> de wettelijke vastlegging van de begrippen « moedervennootschap » en « dochtervennootschap » en de reglementering van de kruisparticipaties;

3<sup>o</sup> de splitsing van het beheersorgaan van de naamloze vennootschappen in twee onderscheiden organen, het éne belast met het eigenlijke beheer, het andere met het toezicht over dit beheer en de algemene beleidsoriëntatie van de vennootschap.

4<sup>o</sup> het invoeren van nieuwe categoriën van roerende waarden zoals optiebewijzen en aandelen zonder stemrecht, en tenslotte de organisatie van de groep van obligatiehouders;

5<sup>o</sup> uitbreiding van de mogelijkheden tot informatie van de aandeelhouders door de verplichting opgelegd aan de beheerders om geregeld of in bepaalde omstandigheden de aandeelhouders in te lichten omtrent elk feit of beslissing, die indien zij gekend was, de beurskoers op gevoelige wijze zou kunnen beïnvloeden.

6<sup>o</sup> een versterking van het toezicht van de aandeelhouders door de instelling van de aansprakelijkheidsvordering door minderheidsaandeelhouders en uitbreiding van het stelsel van de tussenkomst van onderzoekscommissarissen.

## *2. Ontwerp van wet tot aanpassing van onze wetgeving aan de tweede richtlijn van de EEG.*

Het ontwerp van wet tot aanpassing van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen aan de tweede richtlijn van de Raad van de Ministers van de EEG betreffende de oprichting van naamloze vennootschappen, het in stand houden en het wijzigen van hun kapitaal werd op 5 december 1979 bij de Kamer ingediend.

De voornaamste wijzigingen die aan de gecoördineerde wetten werden aangebracht zijn de volgende :

- de bepalingen betreffende de volstorting van de aandelen en de bestendigheid van het kapitaal worden duidelijker en meer nauwgezet omschreven;

- de techniek van het « toegelaten kapitaal » wordt ingevoerd;

- het recht van preferentiële inschrijving voor vroegere aandeelhouders bij verhoging van kapitaal wordt voortaan uitdrukkelijk voorzien;

- het verwerven door een vennootschap van haar eigen aandelen is toegelaten onder zeer strikte voorwaarden;

- een specifieke procedure ter vrijwaring van de rechten van de schuldeisers, in geval van vermindering van het kapitaal, wordt ingesteld;

— un actif net et des bénéfices suffisants sont exigés pour les distributions de dividendes.

Ce projet modifie la législation en matière de sociétés commerciales qui est actuellement en vigueur.

En effet, le délai imparti aux Etats de la CEE pour adapter leur législation à la directive étant expiré depuis le 16 décembre 1978, il n'a pas paru possible d'attendre l'adoption du projet de réforme générale pour réaliser cette adaptation. Par ailleurs, il me paraît indiqué de souligner le caractère urgent de ce projet puisque le délai fixé par la CEE pour adapter les législations nationales est expiré depuis le 16 décembre 1978.

### *3. Réforme de la législation sur les assurances.*

Au vu de l'état d'avancement des travaux de la Commission de réforme de la loi du 17 juin 1874 sur les assurances, il paraît assez réaliste d'envisager que ces travaux seront terminés au cours de l'année prochaine.

### *4. Projet de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne certaines ventes d'immeubles.*

Ce projet a été déposé au Sénat le 5 décembre 1979.

Le projet vise à permettre au tribunal de première instance ou au juge-commissaire du tribunal de commerce d'autoriser ou d'homologuer la vente de gré à gré d'immeubles dans les différents cas prévus aux articles 1186 à 1190 du Code judiciaire et pour lesquels la procédure longue et ancienne de la vente publique est actuellement requise.

### *5. Révision du droit de la faillite.*

Si le projet de loi sur la gestion assistée qui est actuellement pendant devant une Commission Justice-Affaires économiques du Sénat contient quelques solutions pour faire face aux difficultés financières des entreprises, il n'empêche qu'il est tout à fait insuffisant pour répondre aux besoins de la vie économique en présence de l'insolvabilité de celles-ci.

Notre arsenal législatif est depuis longtemps dépassé en la matière. La loi sur la faillite a plus de 125 ans d'âge. C'est la raison pour laquelle je constitue un groupe de travail composé de représentants de la magistrature, du barreau, des universités et de mon département et je lui ai donné pour mission de revoir la législation sur la faillite et le concordat judiciaire et de me soumettre une proposition constituant un outil efficace en vue de l'assainissement de la vie commerciale.

## VII. Le droit pénal et la procédure pénale

### *1. Commission pour la révision du Code pénal*

La Commission pour la révision du Code pénal a été créée par arrêté royal du 6 avril 1976.

— voor het uitkeren van dividenden worden een netto activa en voldoende winst vereist.

Dit ontwerp wijzigt de thans van kracht zijnde wetgeving op de handelsvennootschappen.

Aangezien de aan de lidstaten van de EEG toegemeten tijd om hun wetgeving aan de richtlijn aan te passen verstreken is, is het niet mogelijk gebleken te wachten op de goedkeuring van het ontwerp tot algemene hervorming, om deze aanpassing te verwezenlijken. Overigens lijkt het mij aangewezen het dringende karakter van dit ontwerp te onderstrepen, vermits de door de EEG bepaalde termijn tot aanpassing sinds 16 december 1978 verstreken is.

### *3. Hervorming van de wetgeving inzake verzekeringen.*

Gezien het vorderen van de werkzaamheden van de Commissie voor hervorming van de wet van 17 juni 1874 inzake verzekeringen, mag worden verwacht dat die werkzaamheden in de loop van volgend jaar zullen worden beëindigd.

### *4. Ontwerp van wet tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat betreft bepaalde verkopen van onroerende goederen.*

Dit ontwerp werd op 5 december 1979 bij de Senaat ingediend.

Het heeft de bedoeling om aan de rechtbank van eerste aanleg of aan de rechter-commissaris van de Rechtbank van Koophandel de mogelijkheid te bieden de verkoop uit de hand van onroerende goederen te machtigen of te homologeren in de verschillende gevallen voorzien door de artikelen 1186 tot 1190 van het Gerechtelijk Wetboek, en die thans onderworpen zijn aan de lange en oude procedure van de openbare verkoop.

### *5. Herziening van het faillissementsrecht.*

Het ontwerp van wet op het beheer met bijstand, dat in behandeling is bij een Commissie Justitie-Economische Zaken voorziet enkele oplossingen om tegemoet te komen aan de financiële moeilijkheden der ondernemingen. Toch volstaat dit ontwerp niet om te voldoen aan de noden van het economisch leven wanneer een toestand van onvermogen bij ondernemingen optreedt.

Ons wetgevendarsenaal is in dat opzicht sinds lang achterhaald. De wetgeving inzake falangen is immers meer dan 125 jaar oud. Daarom wordt een werkgroep samengesteld bestaande uit vertegenwoordigers van de magistratuur, de balie, de universiteiten en van mijn departement. Hun opdracht zal er in bestaan de bestaande wetgeving inzake falangen en gerechtelijke akkoorden te herzien en mij een voorstel voor te leggen dat een efficiënt instrument moet zijn ter sanering van het handelsleven.

## VII. Strafrecht en strafvordering

### *1. Commissie voor de herziening van het Strafwetboek*

De Commissie voor de herziening van het Strafwetboek werd ingesteld bij koninklijk besluit van 6 april 1976.

En juin 1978, cette Commission a déposé un rapport sur l'état de ses travaux qui a été communiqué aux Commissions de la Justice de la Chambre et du Sénat et a été ensuite adressé pour avis et observations à un certain nombre d'autorités compétentes.

Au mois de juin 1979, la Commission pour la révision du Code pénal a remis au Ministre de la Justice un « rapport sur les principales orientations de la réforme ». Comme son intitulé l'indique, ce second rapport constitue l'aboutissement de la première tâche dévolue à la Commission précitée par son arrêté constitutif, qui était de définir les lignes directrices devant servir de base à la réforme de notre législation pénale.

Le rapport sur les principales orientations de la réforme tient compte des observations suscitées par la diffusion du rapport de juin 1978. Par ailleurs, il contient des orientations relatives à la partie spéciale du futur code qui concernent respectivement les crimes, la violence, les infractions sexuelles, les faux en écritures, les nouvelles incriminations et les matières dites contraventionnelles.

Ce second rapport a, comme le précédent, été transmis aux Commissions de la Justice de la Chambre et du Sénat et a été largement diffusé dans les milieux judiciaires et scientifiques, en Belgique et à l'étranger. Il est par ailleurs mis en vente au *Moniteur belge*.

Le président de la Commission pour la révision du Code pénal, Monsieur M. Châtel, conseiller à la Cour de Cassation a, le 27 novembre 1979, fait un exposé sur les orientations de la réforme devant les Commissions réunies de la Justice de la Chambre et du Sénat et a ensuite répondu aux questions des commissaires.

La Commission pour la révision du Code pénal a entamé la deuxième étape de ses travaux et élaboré un avant-projet de loi avec exposé des motifs contenant un nouveau Code pénal. Les moyens nécessaires à la réalisation de cette importante mission ont été mis à la disposition de la Commission : c'est ainsi qu'un comité de rédaction composé de cinq juristes prépare des avant-projets qui sont ensuite examinés, amendés et complétés par la Commission siégeant en séances plénières ou en sections de travail selon les matières traitées.

## *2. Projet de loi visant à réglementer l'acquisition et la détention d'une carabine 22.LR.*

A la suite de l'examen de ce projet au sein de la Commission de la Justice de la Chambre et des amendements proposés, un texte nouveau a été établi aux termes duquel :

— la carabine à canon rayé de calibre 22 à percussion annulaire, est classée dans la catégorie des armes de défense;

— le Roi acquiert le pouvoir de réglementer l'acquisition et la détention des armes de chasse et de sport s'il s'avérait qu'elles sont devenues dangereuses pour la sécurité publique;

In juni 1978 heeft die Commissie een verslag ingediend omtrent de vordering van haar werkzaamheden; dit werd overgemaakt aan de Commissies voor de Justitie van de Kamer en van de Senaat en nadien, voor advies en opmerkingen, aan een bepaald aantal bevoegde autoriteiten.

In de maand juni 1979 heeft de Commissie voor de herziening van het Strafwetboek aan de Minister van Justitie een verslag laten geworden over « de voornaamste oriëntaties van de hervorming ». Zoals uit de titeling blijkt, vormt dit tweede verslag het eindpunt van de eerste taak die volgens het besluit van oprichting aan de Commissie werd toegewezen en die erin bestond de richtlijnen vast te leggen die de basis moeten vormen voor de hervorming van onze strafwetgeving.

Het rapport over de bijzonderste oriëntaties van de hervorming houdt rekening met de opmerkingen die werden gemaakt na het verspreiden van het verslag van juni 1978. Anderzijds houdt het ook oriëntaties in betreffende het bijzonder deel van het toekomstig wetboek, welke oriëntaties betrekking hebben op de misdaden, de geweldmisdaad, de misdrijven op het sexuele vlak, de valsheid in geschriften, de nieuwe strafbaarstellingen en de als overtreding beschreven feiten.

Zoals het vorige, werd ook dit tweede verslag overgemaakt aan de Commissie voor de Justitie van de Kamer en van de Senaat en, op brede schaal, verspreid in de gerechtelijke en wetenschappelijke milieus van binnen- en buitenland. Het wordt trouwens te koop gesteld door het *Belgisch Staatsblad*.

De voorzitter van de Commissie voor de herziening van het Strafwetboek, de heer M. Châtel, Raadheer bij het Hof van Cassatie heeft op 27 november 1979 voor de verenigde Commissies voor de Justitie van de Kamer en van de Senaat een uiteenzetting gehouden over de oriëntaties van de hervorming en daarna geantwoord op de door de commissarissen gestelde vragen.

De Commissie voor de herziening van het Strafwetboek heeft de tweede fase van haar werkzaamheden aangevat, en werkt een voorontwerp van wet, met memorie van toelichting betreffende een nieuw Strafwetboek uit. Om deze belangrijke taak te verwezenlijken werden de nodige middelen ter beschikking gesteld van de Commissie : zo worden door een redactiecomité, samengesteld uit vijf juristen, de voorontwerpen uitgewerkt die nadien zullen worden onderzocht, geamendeerd en aangevuld door de Commissie, in plenaire zitting of in werksecties naar gelang van de behandelde materie.

## *2. Ontwerp van wet tot reglementering van het aanschaffen en het bezit van een karabijn 22.LR.*

Ingevolge het onderzoek van dit ontwerp door de Commissie voor de Justitie van de Kamer en de voorgestelde amendementen, werd een nieuwe tekst opgesteld volgens dewelke :

— de karabijn met getrokken loop — kaliber 22 met ringvormige percussie wordt ondergebracht in de categorie van de verdedigingswapens;

— aan de Koning de macht wordt toegekend, onder bepaalde voorwaarden het aanschaffen en het bezit van jacht- en sportwapens te reglementeren wanneer mocht blijken dat deze gevaarlijk zijn voor de openbare veiligheid;

— la vente d'armes par correspondance est interdite aux particuliers.

La Commission de la Justice de la Chambre a adopté ce projet à l'unanimité.

Le 7 juin 1979 la Chambre des Représentants a voté à l'unanimité des 163 votants le projet de loi. Celui-ci a été transmis le même jour au Sénat.

Des événements dramatiques récents, je songe à la fusillade qui a eu lieu le 18 novembre 1979 au Cross de Hannut, démontrent plus que jamais que la vente de la .22 doit être réglementée. La presse a souligné de son côté qu'en 1979, près de 140 personnes ont été volontairement tuées et que l'arme la plus couramment employée pour commettre ces crimes, était la carabine .22 LR.

Ainsi que je l'ai déclaré l'année passée lors de la discussion de mon budget devant la Chambre, un nouveau projet de loi destiné à réglementer l'acquisition, la détention et le port d'armes est en voie d'élaboration.

Ce projet qui concerne une matière complexe, s'efforce de tenir compte des lacunes de la loi actuelle. Il s'efforce ainsi de régler les problèmes de l'accès à la profession d'armurier, des cercles de tir, du sport du tir, des armes démilitarisées et du statut des collectionneurs.

Lorsque les options fondamentales auront été dégagées, je prendrai les contacts qui s'imposent avec les administrations et les organisations compétentes.

### *3. Les jeux de hasard*

Mon administration a préparé un nouvel avant-projet de loi visant à réglementer les jeux de hasard.

Il est apparu à l'examen de ce projet que le problème des appareils automatiques de jeu n'était pas entièrement résolu. Le système actuel prévoit leur interdiction lorsqu'ils constituent des jeux de hasard, sauf lorsqu'ils ne procurent au joueur aucune chance d'enrichissement ou d'avantage matériel autre que celui de continuer à jouer.

Mais l'expérience révèle que certains appareils automatiques de jeu ont été mis sur le marché dont la nature exacte fait l'objet de controverses techniques ((Roulette Saturne, roulette Opta) (jeu de hasard ? jeu d'adresse ou jeu mixte ?)

Pour éliminer l'incertitude juridique qui en résulte, j'examine s'il ne serait pas opportun de renoncer à classer ces appareils en jeux de hasard ou d'adresse et de ne les autoriser que pour autant que la mise et les avantages matériels que l'on peut en retirer sont modiques ou insignifiants, ou encore réduits au seul droit de continuer à jouer.

Un tel système suppose que le Roi soit habilité à établir la nomenclature de ces appareils.

— de verkoop van wapens per briefwisseling wordt verboden aan partikulieren.

De Commissie voor de Justitie van de Kamer keurde dit ontwerp eenparig goed.

Op 7 juni 1979 werd het ontwerp ook in de Kamer van Volksvertegenwoordigers unaniem door de 163 deelnemers aan de stemming goedgekeurd. Het werd nog dezelfde dag overgemaakt aan de Senaat.

De nog vers in het geheugen liggende gebeurtenissen — ik denk hier meer bepaald aan de schietpartij op 18 november 1979 tijdens de veldloop te Hannuit — zijn meer dan ooit een afdwijnend bewijs dat de verkoop van de karabijn 22 moet worden gereglementeerd. Ook in de pers werd er de nadruk op gelegd dat in 1979 nagenoeg 140 personen het slachtoffer waren van moord- of doodslag waarbij voor het plegen van die misdaden, het meest gebruikte wapen de karabijn 22.LR was.

Zoals ik vorig jaar tijdens de bespreking van mijn begroting in de Kamer heb verklaard, wordt een nieuw ontwerp van wet uitgewerkt tot reglementering van het aanschaffen, het bezit en het dragen van wapens.

Dit ontwerp dat een ingewikkelde materie behandelt, wil de leemten van de huidige wet aanvullen. Het tracht tevens de problemen betreffende het uitoefenen van beroep van wapenhandelaar, van de schietstanden, van het sportschieten, van de gedemilitariseerde wapens en het statuut van de verzamelaars te regelen.

Wanneer de fundamentele opties terzake zullen naar voorkomen, zal ik de vereiste kontakten nemen met de bevoegde administraties en instellingen.

### *3. Kansspelen*

Mijn departement heeft een nieuw voorontwerp van wet tot reglementering van de kansspelen uitgewerkt.

Uit het onderzoek van dit ontwerp is gebleken dat het probleem van de automatische apparaten niet volledig is opgelost. In het huidige systeem worden ze verboden wanneer het om kansspelen gaat, behalve wanneer ze de speler geen ander geldelijk of materieel voordeel opleveren dan te mogen verder spelen.

Maar de ondervinding heeft uitgewezen dat er automatische apparaten op de markt werden gebracht waarover technische twijfelingen zijn gerezen in verband met hun juiste aard (Saturnusroulette, Optaroulette). Gaat het hier om kansspelen, behendigheidsspelen of beide samen ?

Om de eruit voortvloeiende juridische onzekerheid op te heffen, onderzoek ik of het niet opportuun zou zijn het indelen van die apparaten in kansspelen en behendigheidsspelen op te geven en ze enkel toe te laten voor zover de inzet en het materieel voordeel dat erdoor kan worden bekomen, gering of onbeduidend zijn, of nog beperkt is tot het enig recht het spel verder te zetten.

Dit systeem houdt in dat de Koning bevoegd moet zijn een nomenclatuur van die toestellen vast te leggen.

*4. La convention européenne pour la répression du terrorisme.*

Le projet de loi portant approbation de cette convention a été déposé le 31 mai 1979 devant la Chambre (Doc. S.E. 1979, n° 147/1).

De l'exposé des motifs, il appert que le Gouvernement envisage de faire usage de la réserve contenue dans l'article 13 de la Convention, étant entendu que la non-extradition pour crimes et délits politiques ne s'étendra pas aux prises d'otages en raison du caractère particulièrement odieux de ce crime.

*5. Les Commissions de probation en RFA*

Le projet de loi tendant à instaurer des commissions de probation auprès des conseils de guerre en campagne a été voté par la Chambre des Représentants le 12 décembre 1979 et transmis le même jour au Sénat.

*6. La libération conditionnelle*

Le Conseil des Ministres a approuvé le 11 janvier 1980 un projet de loi portant révision de la loi sur la libération conditionnelle.

Ce projet tend principalement à ce que :

1. Le cas de chaque détenu qui remplit les conditions de temps pour l'admission à la libération conditionnelle soit examiné systématiquement, c'est-à-dire dès que les conditions de temps seront remplies et ensuite, en cas de rejet, tous les six mois. Même après une éventuelle décision négative, le dossier du détenu sera à nouveau examiné après un délai de 6 mois.

2. La procédure d'examen soit accélérée et organisée de façon plus équilibrée.

Il existe actuellement une cascade d'avis émis par des instances qui ne se concertent pas. Très souvent ces avis se contredisent. Certaines des instances (notamment le parquet) ont par ailleurs perdu depuis la condamnation tout contact avec le détenu.

Le parquet ne fera désormais plus partie de la Commission, laquelle sera dans l'avenir chargée de donner son avis en la matière. Elle sera présidée par un magistrat du siège désigné par le premier président de la Cour d'appel (donc indépendamment du pouvoir exécutif).

Feront en outre partie de cette Commission :

- un avocat;
- le directeur de l'établissement;
- un membre du service anthropologique pénitentiaire (en principe un psychologue);
- un membre de la commission administrative.

Des représentants des œuvres de reclassement pourront, à l'instar de ce qui se pratique en matière de défense sociale,

*4. De Europese conventie tot bestrijding van het terrorisme*

Het ontwerp van wet houdende goedkeuring van die conventie werd op 31 mei 1979 bij de Kamer ingediend (Stuk B.Z. 1979 nr. 147/1).

Uit de memorie van toelichting blijkt dat de Regering overweegt gebruik te maken van het artikel 13 van de Conventie aangehaalde voorbehoud met dien verstande dat de niet uitlevering voor politieke misdaden en wanbedrijven niet zal worden uitgebreid tot gijzelingsdaden, gelet op het bijzonder afschuwelijk karakter van die misdaad.

*5. Probatiecommissie in de DBR*

Het ontwerp van wet tot oprichting van probatiecommissies bij de Krijgsraden te velde werd op 12 december 1979 door de Kamer van Volksvertegenwoordigers goedgekeurd en nog dezelfde dag overgemaakt aan de Senaat.

*6. Voorwaardelijke invrijheidstelling*

De Ministerraad heeft op 11 januari 1980 zijn instemming betuigd met een ontwerp van wet tot herziening van de wet op de voorwaardelijke invrijheidstelling.

Dit ontwerp beoogt in hoofdzaak :

1. Het geval van iedere gedetineerde die qua tijdsvooraarden in aanmerking komt voor voorwaardelijke invrijheidstelling voortaan op systematische wijze d.w.z. zodra de tijdsvooraarden vervuld zijn te onderzoeken en verder om de zes maanden. Ook na eventuele afwijzende beslissing zal het dossier van de gedetineerde na verloop van 6 maanden opnieuw worden onderzocht.

2. De procedure voor onderzoek wordt versneld en op een meer evenwichtige wijze uitgebouwd.

Nu is er een cascade van adviezen zonder onderlinge concertatie onder de instanties die ze uitbrengen. Zeer dikwijls zijn ze onderling tegenstrijdig. Sommige van die instanties (nl. het parket) hebben sinds de veroordeling trouwens elk contact met de veroordeelde verloren.

Het parket zal voortaan geen deel meer uitmaken van die Commissie die voor het verlenen van advies in deze materie zal instaan. Ze zal worden voorgezeten door een magistraat van de zetel aangewezen door de eerste voorzitter van het hof van beroep (dus onafhankelijk van de uitvoerende macht).

Verder zullen er deel van uitmaken :

- een advocaat;
- een directeur van de inrichting;
- lid van de penitentiair antropologische dienst (in principe psycholoog);
- lid van de bestuurscommissie.

Vertegenwoordigers van de werken voor reclassering zullen — naar analogie met wat reeds gebeurt in het sociaal verweer

se faire représenter auprès de cette commission afin de lui faire connaître leur apport dans la guidance envisagée.

Grace à cette Commission, le Ministre pourra disposer d'avis plus équilibrés et réfléchis.

3. Le détenu sera davantage associé à la procédure nouvelle.

Il sera entendu par le président de la Commission ou par un membre désigné par lui.

Les décisions de refus seront motivées et les motifs lui seront communiqués.

### VIII. La protection de la jeunesse

Ainsi qu'il résulte de la présentation générale de mon budget, une partie de mes compétences en matière de protection de la jeunesse relève désormais des prérogatives des communautés.

Celles-ci seront à leur tour confrontées avec la tâche difficile, parfois ingrate mais toujours exaltante, d'aider une jeunesse, qui se cherche, à résoudre les nombreux problèmes qui se posent à elle.

De même que je me suis mis à la disposition des communautés pour réaliser harmonieusement les mutations décidées par le Parlement, de même je ferai en sorte que nos compétences respectives, qui sont par ailleurs complémentaires, s'exercent dans une parfaite symbiose. Il ne fait pas de doute que la collaboration loyale, dévouée et compétente que l'Office de la protection de la jeunesse n'a cessé de fournir à moi-même et à mes prédécesseurs, sera également acquise aux communautés et que les fonctionnaires de l'Office aideront celles-ci à réaliser, dans la continuité des efforts entrepris depuis quinze ans pour assurer la mise en œuvre de la loi du 8 avril 1965, leur mission spécifique.

### IX. Office des étrangers

Le projet de loi sur « l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers » (Doc. Sénat n° 389 (1977-1978) - n° 1) a été voté à la Chambre des Représentants en juin de l'année dernière. Il est maintenant examiné par la Commission de la Justice du Sénat.

Il ne fait nul doute que le vote de ce projet dans son texte actuel nécessitera l'accroissement du cadre de l'Office des étrangers qui assume déjà fort difficilement les différentes tâches qui sont les siennes.

La réorganisation de la Gendarmerie a entraîné en outre tout récemment la suppression au sein de l'Office des étrangers de la brigade d'information. Cette brigade détachée du district de gendarmerie de Bruxelles et composée théoriquement de 22 gendarmes parvenait déjà difficilement à effectuer

— zich bij die adviescommissie kunnen laten vertegenwoordigen om mee te delen wat ze voor de begeleiding zouden kunnen doen.

Via deze Commissie zal de Minister over meer evenwichtige en doordachte adviezen kunnen beschikken.

3. De gedetineerde wordt dichter bij de procedure betrokken.

Hij zal gehoord worden door de Voorzitter of een lid van de Commissie.

De afwijzende beslissingen moeten gemotiveerd zijn en de motivering moet hem worden medegedeeld.

### VIII. Jeugdbescherming

Uit de algemene voorstelling van mijn begroting kan worden opgemaakt dat een deel van mijn bevoegdheid inzake jeugdbescherming voortaan tot het prerogatief van de gemeenschappen zal behoren.

Deze zullen op hun beurt worden geconfronteerd met de moeilijke, soms ondankbare maar altijd heerlijke taak een jeugd te helpen die naar oplossingen zoekt voor haar problemen.

Ik heb mij ter beschikking gesteld van de gemeenschappen om de door het Parlement besloten mutaties op harmonieuze wijze te verwezenlijken. Ook zal ik er zorg voor dragen dat onze respectievelijke bevoegdheden, die elkaar trouwens aanvullen, tot een heilzame samenwerking leiden. Het staat buiten kijf dat de loyale, toegewijde en bevoegde samenwerking die de Dienst voor jeugdbescherming steeds aan mij en aan mijn voorgangers heeft verleend, ook zal doorgetrokken worden tot de gemeenschappen. Ook ben ik ervan overtuigd dat de ambtenaren van die Dienst de gemeenschappen zullen helpen om hun specifieke opdracht, die zij sinds 15 jaar vervullen, namelijk de uitvoering van de wet van 8 april 1965, verder tot een goed einde te brengen.

### IX. Dienst vreemdelingenzaken

Het ontwerp van wet betreffende « de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen » (Gedr. St. Senaat 389 (1977-1978) nr. 1) werd verleden jaar in de maand juni door de Kamer van Volksvertegenwoordigers goedgekeurd. Dit ontwerp wordt thans door de Commissie voor de Justitie van de Senaat behandeld.

Het lijdt geen twijfel dat de goedkeuring van dit ontwerp in zijn huidige vorm, de uitbreiding van de personeelsformatie van de Dienst Vreemdelingenzaken noodzakelijk maakt. Deze dienst heeft het thans reeds zwaar om de verschillende taken die hem zijn opgedragen, te vervullen.

Voorts heeft de reorganisatie van de Rijkswacht onlangs de opheffing van de inlichtingenbrigade bij de dienst Vreemdelingenzaken tot gevolg gehad. Deze inlichtingenbrigade die door het rijkswachtdistrict Brussel was gedetacheerd en theoretisch uit 22 rijkswachters bestond, slaagde er met moeite

les différentes missions qui lui étaient confiées. Il est à penser que certaines tâches, de nature plus administrative, qui étaient jusqu'à ce jour exercées par la gendarmerie, devront l'être à l'avenir par des fonctionnaires de l'administration de la Sûreté publique. Sous cet angle aussi, il faudra, si tel est le cas, donner à l'Administration la possibilité de réaliser avec efficacité sa mission dans le cadre des décisions prises.

## X. L'administration de l'information criminelle

Entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 octobre 1979, cette administration a ouvert 137 dossiers d'information. Le nombre de ses rapports aux autorités judiciaires s'élève à 77.

Elle a contribué à la découverte de 11 affaires de trafic de stupéfiants, à la saisie au total de 59 kg de haschisch, 3,5 l d'huile de haschisch, 2,6 kg d'héroïne, 210 g de cocaïne et 300 g d'amphétamines et à l'arrestation de plusieurs personnes.

## XI. La sécurité nucléaire

Ce service aux lourdes responsabilités a poursuivi ses activités usuelles.

Il a également participé aux activités du groupe de travail interministériel « Contrôle et sécurité des centrales électriques » et a préparé dans ce cadre des textes légaux destinés à assurer une protection plus efficace de ces centrales.

De même, la Sécurité nucléaire a été associée aux travaux de la Commission interministérielle de la Sécurité nucléaire et de la Sûreté de l'Etat, créée récemment par l'arrêté royal du 15 octobre 1979.

## XII. Les cultes

*Projet de loi modifiant la loi du 2 août 1974 relative aux traitements des titulaires de certaines fonctions publiques et des ministres des cultes.*

Ce projet a été déposé le 5 décembre 1979 au Sénat.

Il vise, d'une part, à revaloriser les traitements des ministres des cultes et, d'autre part, à fixer pour la première fois les traitements des Imams du culte islamique reconnu par la loi du 19 juillet 1974.

La revalorisation des traitements des ministres des cultes est une mesure essentiellement sociale en ce sens qu'elle leur accorde la rétribution minimale garantie à certains agents des ministères (arrêté royal du 29 juin 1973, modifié par l'arrêté royal du 4 janvier 1974) et octroie en plus une très légère augmentation.

in de verschillende hem toevertrouwde opdrachten uit te voeren. Waarschijnlijk zullen bepaalde taken van eerder administratieve aard, die tot nu toe door de rijkswacht werden uitgevoerd, in de toekomst aan ambtenaren van het bestuur van de Openbare Veiligheid moeten worden toevertrouwd. In die optiek, en indien dat het geval is, moet aan het Bestuur de mogelijkheid worden geboden om in het kader van de genomen beslissingen, zijn opdrachten op doeltreffende wijze uit te voeren.

## X. Het bestuur van de criminale informatie

Tijdens de periode van 1 januari tot en met 31 oktober 1979, heeft dit bestuur 137 informatiedossiers aangelegd. Het aantal aan de gerechtelijke diensten overgemaakte verslagen bedraagt 77.

De dienst heeft bijgedragen tot de oplossing van 11 drugzaken, tot de inbeslagneming van in totaal 59 kg hashish, 3,5 liter hash-oil, 2,6 kg héroïne, 210 gram cocaïne, 300 gram amfetaminen en tot de aanhouding van verschillende personen.

## XI. Nucleaire veiligheid

Deze dienst, die een zware verantwoordelijkheid torst, heeft zijn gebruikelijke activiteiten voortgezet.

Hij heeft eveneens deelgenomen aan de werkzaamheden van een interministeriële werkgroep « Veiligheid en controle in en rond de elektrische centrales » en in dit kader heeft de dienst wetteksten voorbereid om een meer doeltreffende bescherming van die centrales te waarborgen.

Zo heeft de dienst voor de veiligheid inzake kernenergie ook deelgenomen aan de werkzaamheden van de Interministeriële Commissie voor de veiligheid inzake kernenergie en de Staatsveiligheid, die onlangs bij koninklijk besluit van 15 oktober 1979 werd opgericht.

## XII. Erediensten

*Ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 2 augustus 1974 betreffende de wedden van de titularissen van sommige openbare ambten en van de bedienars van de erediensten.*

Dit ontwerp werd op 5 december 1979 bij de Senaat ingediend.

Het is er, eenzijds op gericht de wedden van de bedienars van de erediensten te herwaarderen en, anderzijds, voor de eerste maal de wedden vast te stellen van de Imams van de bij wet van 19 juli 1974 erkende Islamitische eredienst.

De herwaardering van de wedden van de bedienars van de erediensten is in hoofdzaak een sociale maatregel in die zin dat hen een gewaarborgd minimumloon wordt toegekend zoals aan sommige bedienenden van de ministeries (koninklijk besluit van 29 juni 1973, gewijzigd bij koninklijk besluit van 4 januari 1974). Bovendien wordt een lichte verhoging toegekend.

### XIII. Le droit international et communautaire

#### A. Nations Unies. — Commission des Nations Unies pour le droit commercial international.

La Commission pour le droit commercial international des Nations Unies a approuvé un avant-projet de convention qui est une révision de loi uniforme sur la vente internationale d'objets mobiliers corporels. Cette loi uniforme a déjà été introduite dans notre législation par la loi du 15 juillet 1970.

Sa révision était nécessaire pour son adoption par des pays tels que ceux du continent africain.

Cet avant-projet de convention sera soumis à une conférence diplomatique fixée d'ores et déjà à Vienne en mars 1980.

La même commission prépare un projet de Convention portant des règles uniformes sur la formation des contrats ainsi que sur la validité des contrats de ventes internationales. Les travaux en ce domaine sont presque terminés.

#### B. Office de coopération et de développement économiques (OCDE).

Mon département participe, dans le cadre de l'OCDE, aux travaux d'un groupe d'experts, chargés d'élaborer les lignes directrices relatives aux règles fondamentales régissant le flux transfrontière des données de caractère personnel et la protection des libertés individuelles et cela en vue de favoriser l'harmonisation des législations nationales.

Les lignes directrices en cette matière devraient pouvoir être adoptées au niveau du Conseil des Ministres de l'OCDE au plus tard au début 1980.

#### C. Unidroit.

##### *Projet de convention Unidroit concernant les petites embarcations.*

Mon département participe aux travaux que l'Institut consacre actuellement à un avant-projet de convention sur la responsabilité civile pour les dommages causés par les petites embarcations.

##### *Projet de convention Unidroit sur le contrat d'hôtellerie.*

Mon département a également participé à l'élaboration d'un avant-projet de convention visant à l'uniformisation des règles relatives au contrat d'hôtellerie.

Le texte de cet avant-projet d'instrument a été adopté en octobre 1978 par le Comité d'experts gouvernementaux.

Cet avant-projet pourrait être soumis à une conférence diplomatique.

Actuellement, ce projet est examiné par mon département et un groupe de travail au sein duquel sont représentés les

### XIII. Internationaal- en gemeenschapsrecht

#### A. Verenigde Naties. — Commissie van de Verenigde Naties voor het Internationale Handelsrecht.

De Commissie voor het Internationale Handelsrecht van de Verenigde Naties heeft een voorontwerp van conventie goedgekeurd dat een herziening inhoudt van de eenvormige wet op de internationale verkoop van lichamelijke roerende goederen. Deze eenvormige wet werd in onze wetgeving reeds ingevoegd door de wet van 15 juli 1970.

Een herziening drong zich op met het oog op de aanvaarding ervan door landen zoals die uit Afrika.

Dit voorontwerp van overeenkomst zal worden voorgelegd aan een diplomatieke conferentie die, zoals nu reeds vaststaat, in maart 1980 in Wenen zal worden gehouden.

Diezelfde commissie werkt een ontwerp van overeenkomst uit betreffende een eenvormige reglementering inzake het opmaken van kontrakten en de geldigheid van internationale verkoopskontrakten. Die werkzaamheden lopen ten einde.

#### B. Organisatie voor economische samenwerking en ontwikkeling (OESO).

In het kader van de OESO neemt mijn departement deel aan de werkzaamheden van een groep deskundigen belast met het uitwerken van de richtlijnen betreffende de fundamentele regels die de grensoverschrijdende stroom van gegevens van persoonlijke aard en de bescherming van de individuele vrijheden beheersen, en dit met het oog op een grotere harmonisatie van de nationale wetgevingen.

De richtlijnen ter zake zouden ten laatste begin 1980 op het niveau van de Raad van de Ministers van de OESO moeten kunnen worden goedgekeurd.

#### C. Unidroit.

##### *Ontwerp van Unidroit. — Conventie betreffende de kleine schepen.*

Mijn departement neemt deel aan de werkzaamheden die de Instelling thans wijdt aan een voorontwerp van overeenkomst inzake burgerlijke aansprakelijkheid voor de door kleine schepen aangerichte schade.

##### *Ontwerp van Unidroit. — Conventie over het hoteluitbatingskontrakt.*

Mijn departement heeft eveneens deelgenomen aan de uitwerking van een voorontwerp van overeenkomst die tot doel heeft de regels betreffende het hoteluitbatingskontrakt te uniformiseren.

De tekst van dit voorontwerp werd in oktober 1978 door het Comité van regeringsdeskundigen goedgekeurd.

Dit voorontwerp zou aan een diplomatieke conferentie kunnen worden voorgelegd.

Het wordt thans onderzocht door mijn departement en een werkgroep waarin de betrokken milieus vertegenwoordigd

milieux concernés (défense des consommateurs, département des Classes moyennes, département des Affaires économiques, hôteliers, Commissariat général au Tourisme).

#### D. Conseil de l'Europe.

##### 1. Le Comité d'experts sur l'accès à la Justice a élaboré :

- un projet de résolution concernant les moyens destinés à faciliter l'accès à la Justice;
- un rapport sur les informations destinées à accompagner les documents judiciaires et extra-judiciaires en matière civile et commerciale transmis, signifiés ou notifiés à l'étranger.

2. Dans le cadre de ses travaux relatifs à la protection des créanciers, le Conseil de l'Europe examine notamment les possibilités d'harmonisation des règles régissant la clause de réserve de propriété.

3. Un projet de résolution sur les pouvoirs discrétionnaires de l'administration a été élaboré. Il tend à apporter aux administrés un certain nombre de garanties juridiques dans les secteurs où l'administration dispose de pouvoirs d'appréciation. Ce projet devrait être délibéré au sein des instances supérieures du Conseil de l'Europe très prochainement.

4. Un projet de convention internationale sur la protection des personnes vis-à-vis des fichiers automatisés et le flux international des données est en préparation. Il a pour objet de fixer des règles destinées à consacrer le droit à la vie privée face au traitement automatisé des données à caractère personnel et à donner aux personnes concernées, la protection nécessaire en raison de l'intensification de la circulation des données personnelles à travers les frontières. Ce projet fait actuellement l'objet d'une large consultation au plan national.

5. En matière de droit de garde des enfants, un comité d'experts a élaboré deux projets de convention.

Le premier projet, qui est déjà approuvé par le Comité Directeur de Coopération Juridique, comporte deux parties indépendantes, dont la première concerne la reconnaissance et l'exécution des décisions étrangères en matière de garde des enfants.

La seconde partie a trait au rétablissement du droit de garde arbitrairement interrompu. Elle a pour but le rapatriement des enfants qui, en violation d'une décision en matière de droit de garde, se trouvaient à l'étranger.

Le deuxième projet, qui sera soumis au mois de décembre 1979 à l'approbation du CDCJ, tend à créer une instance internationale qui a pour but de régler les conflits en matière de droit de garde.

Lorsque, concernant la garde d'un même enfant, deux ou plusieurs décisions incompatibles entre elles ont été rendues

zijn (verdediging van de verbruikers, Ministerie van Middenstand, Ministerie van Economische Zaken, hotelhouders, Commissariaat-generaal voor Toerisme).

#### D. Raad van Europa.

##### 1. Het comité van deskundigen voor beroep en rechtspleging heeft uitgewerkt een :

- resolutie-ontwerp betreffende de middelen die de toelating tot de rechtspleging moeten vergemakkelijken;
- verslag over de richtlijnen die in burgerlijke- en handelszaken bij de rechterlijke en extra-rechterlijke stukken moeten worden gevoegd en die aan het buitenland worden overgebracht, betekend of aangezegd.

2. In het kader van zijn werkzaamheden betreffende de bescherming van de schuldeisers onderzoekt de Raad van Europa o.m. de mogelijkheden tot harmonisering van de regelen die de clausule van het voorbehoud van eigendom berichten.

3. Een ontwerp van resolutie betreffende de discretionaire bevoegdheid van de administratie werd uitgewerkt. Het is erop gericht aan de onderhorigen een aantal waarborgen te bieden daar waar de administratie over beoordelingsmacht beschikt. Over dit ontwerp zou door de hogere instanties van de Raad van Europa binnen afzienbare tijd moeten worden beraadslaagd.

4. Een ontwerp van internationale overeenkomst inzake de bescherming van de personen ten overstaan van de databanken en de internationale stroom van gegevens is in uitwerking. Het heeft tot doel regels vast te leggen die het recht op het privéleven, ten overstaan van de automatische behandeling van gegevens van persoonlijke aard, wettelijk moet stellen en aan de betrokken personen de nodige bescherming moet bieden gelet op de steeds toenemende uitwisseling van persoonlijke gegevens over de grenzen heen. Op nationaal vlak is over dit ontwerp een uitgebreide consultatie aan gang.

5. Inzake het bewaarrecht van kinderen heeft een comité van experten twee ontwerpen van conventies uitgewerkt.

Het eerste ontwerp, dat reeds werd goedgekeurd door het « Comité Directeur de Coopération Juridique », bestaat uit twee zelfstandige luiken waarvan het eerste betrekking heeft op de erkenning en de tenuitvoerlegging van vreemde beslissingen op het gebied van het bewaarrecht van kinderen.

Het tweede luik slaat op het herstel van het bewaarrecht dat op een willekeurige wijze werd onderbroken. Het heeft tot doel de repatriëring van kinderen die in overtreding met een beslissing inzake bewaarrecht, in het buitenland verblijven.

Het tweede ontwerp, dat in de maand december 1979 ter goedkeuring aan het CDCJ zal worden voorgelegd, beoogt het creëren van een internationale instantie die tot doel heeft conflicten te regelen op het gebied van het bewaarrecht van kinderen.

Wanneer nopens het bewaarrecht over éénzelfde kind, in verschillende staten, twee of meerdere beslissingen werden

dans différents Etats, chacune des parties peut provoquer la convocation de l'instance internationale. Elle sera composée d'un juge de chaque Etat où la décision est intervenue et d'un juge d'un autre Etat contractant. La décision de l'instance internationale doit être reconnue et exécutée dans tout Etat contractant.

#### E. Communauté européenne.

##### a) Directives et règlements.

1. *Une proposition de directive visant à coordonner les droits des Etats membres en ce qui concerne les agents commerciaux indépendants* est actuellement soumise au Conseil après avoir fait l'objet d'avis du Parlement européen et du Comité économique et social.

2. *En matière de sûreté mobilière*, un projet de directive concernant l'harmonisation du droit applicable au cautionnement et à la garantie est également en voie d'achèvement. Cette directive aura des répercussions en droit civil et en droit commercial.

Elle est en grande partie inspirée par le souci de protéger ceux qui, en dehors de leur activité professionnelle ordinaire, s'engagent comme caution, notamment en permettant de dénoncer des engagements pris sans limitation de durée.

3. *En matière de droit des sociétés*, sont en préparation des directives concernant notamment la structure des organes des sociétés anonymes, l'harmonisation des comptes des groupes de sociétés, l'harmonisation du droit des groupes de sociétés, l'harmonisation des règles relatives à la dissolution et à la liquidation des sociétés anonymes, enfin, la scission des sociétés anonymes.

Par ailleurs, un groupe ad hoc du Conseil terminera une première lecture de règlement sur le statut de la société anonyme européenne.

4. *Dans le domaine du droit des assurances*, deux propositions de directive ont été soumises cette année par la Commission au Conseil des Ministres des Communautés européennes.

L'une concerne le contrat d'assurance en général et intéresse directement le département de la Justice en raison des travaux de la Commission pour la révision de la loi du 11 juin 1874 sur les assurances.

L'autre proposition concerne l'assurance de la protection juridique. Elle s'efforce de résoudre le problème délicat du cumul de cette assurance avec d'autres branches de l'assurance, en particulier la responsabilité civile.

5. Une proposition de directive sur la *responsabilité des fabricants* pour leurs produits est actuellement pendante devant le Conseil.

getroffen die strijdig zijn met elkaar, dan kan elke partij de internationale instantie laten bijeenroepen. Zij zal samengesteld zijn uit een rechter van elke Staat waar de beslissing werd getroffen en uit een rechter van een andere verdragsluitende Staat. De beslissing van de internationale instantie dient te worden erkend en is uitvoerbaar in elk van de verdragsluitende Staten.

#### E. Europese Gemeenschappen.

##### a) Richtlijnen en reglementering.

1. *Een voorstel van richtlijn tot samenordening van de wetgeving van de Lid-Staten inzake zelfstandige handelsagenten* is thans aan de Raad overlegd na advies van het Europees Parlement en het Sociaal Economisch Comité.

2. *Ook inzake roerende zekerheid*, is een ontwerp van richtlijn betreffende de harmonisering van de wetgeving op de borgstelling en de waarborg in uitwerking. Deze richtlijn zal een weerslag hebben op het burgerlijk- en handelsrecht.

Dit voorstel werd grotendeels ingegeven door de bekommernis tot bescherming van hen die, buiten hun gewone beroepsactiviteit, zich borg stellen en dit door o.m. toe te laten verbintenissen op te zeggen die werden aangegaan zonder beperking van looptijd.

3. *Inzake vennootschapsrecht* worden richtlijnen voorbereid betreffende de structuur van de organen van de naamloze vennootschappen, het harmoniseren van de rekeningen van groepen van vennootschappen, het in overeenstemming brengen van de reglementering betreffende de ontbinding en de vereffening van naamloze vennootschappen en tenslotte de splitsing van de naamloze vennootschappen.

Een ad hoc-groep van de Raad is anderzijds aan de eerste lezing toe van het reglement betreffende het statuut van de Europese Naamloze Vennootschap.

4. *Op het stuk van het verzekeringsrecht* werden dit jaar twee voorstellen van richtlijnen door de Commissie aan de Raad van Ministers van de Europese Gemeenschappen voorgelegd.

Het ene betreft het verzekeringskontrakt in het algemeen waarbij het departement van Justitie rechtstreeks betrokken is, gelet op de werkzaamheden van de Commissie voor de herziening van de wet van 11 juni 1874 betreffende de verzekeringen.

Het andere voorstel handelt over de waarborg van de juridische bescherming. Het poogt een oplossing te vinden voor de kiese problemen van het cumuleren van die verzekering met andere takken van de verzekering, en meer bepaald de burgerlijke aansprakelijkheid.

5. Een voorstel van richtlijn, betreffende de *aansprakelijkheid van de fabrikanten* voor hun produkten is thans bij de Raad aanhangig.

*b) Conventions des Communautés européennes.**1. Convention CEE en matière de droit international privé.*

Un avant-projet de convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles a été adapté à la suite de l'entrée des trois nouveaux Etats membres dans la Communauté et est soumis aux observations des gouvernements des Etats membres.

*2. Convention CEE relative à la faillite, aux concordats judiciaires et procédures analogues.*

La Commission d'experts des neuf Etats membres a terminé, au cours de l'année 1979, les négociations concernant la faillite, les concordats judiciaires et procédures analogues.

On est actuellement à la traduction des textes qui seront soumis à un dernier examen en vue d'une dernière lecture qui aura lieu début 1980.

La Commission sera vraisemblablement en mesure de soumettre le texte définitif du projet au Conseil au printemps de 1980.

*F. Benelux.*

Des travaux sont en cours en vue de rendre possible la ratification de la *Convention Benelux relative à la clause pénale*. Quelques changements ont été apportés aux textes de l'Annexe à la Convention; l'exposé des motifs commun a été entièrement remanié pour tenir compte notamment de l'évolution de la jurisprudence belge en la matière; depuis la signature de cette Convention, en 1973, des travaux ayant le même objet ont été menés au Conseil de l'Europe où ils ont abouti à une résolution du Conseil des Ministres du 20 janvier 1978. La règle principale adoptée à Strasbourg correspond à celle de la Convention Benelux, à savoir le pouvoir du juge de réviser les clauses pénales manifestement excessives.

*Le projet de convention relative à la vente et à l'échange et le projet de convention relative à l'exécution des obligations soulèvent un certain nombre de difficultés en Belgique.*

Des propositions d'amendement élaborées par le département de la Justice, en collaboration avec les autorités judiciaires et le département des Affaires économiques, ont été soumises aux partenaires du Benelux.

Quant au projet de convention relatif à l'exécution des obligations, des travaux ont été entrepris en vue de pouvoir soumettre, dans le plus bref délai, des propositions aux autres membres du Benelux. A cet effet, un groupe de travail réunissant des représentants des autorités judiciaires et des départements intéressés examine les observations que suscite cette convention du point de vue belge.

*b) Conventie van de Europese Gemeenschappen.**1. EEG-overeenkomst inzake internationaal privaatrecht.*

Een voorontwerp van overeenkomst betreffende de wet toepasselijk op contractuele verplichtingen werd aangepast ingevolge de toetreding van drie nieuwe Lid-Staten tot de Gemeenschap. Het werd aan de Regeringen van de Lid-Staten voor eventuele opmerkingen overgemaakt.

*2. EEG-overeenkomst betreffende het faillissement, het gerechtelijk akkoord en soortgelijke procedures.*

De Commissie van deskundigen van de negen Lid-Staten heeft in de loop van 1979 de onderhandelingen beëindigd over de EEG-overeenkomst betreffende het faillissement, het gerechtelijk akkoord en soortgelijke procedures.

De teksten worden thans vertaald en aan een laatste onderzoek onderworpen met het oog op een laatste lezing die zal plaatshebben begin 1980.

De Commissie zal wellicht nog in het voorjaar 1980 in staat zijn de definitieve ontwerptekst over te maken aan de Raad.

*F. Benelux.*

Werkzaamheden zijn aan gang om de bekraftiging mogelijk te maken van de *Benelux-overeenkomst betreffende het boetebeding*. Aan de teksten van het bijvoegsel bij de overeenkomst werden enkele wijzigingen aangebracht; de gemeenschappelijke memorie van toelichting werd volledig omgewerkt om met name rekening te houden met de evolutie van de Belgische rechtspraak ter zake; sedert de ondertekening van die overeenkomst werden met hetzelfde doel werkzaamheden uitgevoerd door de Raad van Europa die op 20 januari 1978 besloten werden met een resolutie van de Raad van Ministers. De te Straatsburg aangenomen voornaamste regel stemt overeen met deze van Benelux, met name de macht van de rechter om het kennelijk overdreven boetebeding te herzien.

*Het ontwerp van overeenkomst betreffende de verkoop en de ruil en het ontwerp van overeenkomst betreffende de verplichtingen roepen in België een aantal moeilijkheden op.*

Door het departement van Justitie, in samenwerking met de gerechtelijke autoriteiten en het departement van Economische Zaken uitgewerkte voorstellen tot amendingen werden aan de Beneluxpartners voorgelegd.

Wat het ontwerp van overeenkomst betreffende het nakomen van verplichtingen betreft, werden werkzaamheden aangevat om binnen afzienbare tijd voorstellen te kunnen overmaken aan de andere Benelux-landen. Met dit doel worden door een werkgroep, samengesteld uit vertegenwoordigers van de gerechtelijke autoriteiten en de betrokken departementen, de bemerkingen onderzocht die deze overeenkomst langs Belgische zijde oproept.

Enfin, un *projet de loi uniforme sur le concordat judiciaire* a été adopté très récemment par la Commission d'unification du droit. Ce projet modernise cette procédure. Il devra toutefois être revu à un stade ultérieur pour tenir compte des orientations dégagées au plan belge dans le cadre de l'examen parlementaire du projet de loi sur la gestion assistée ainsi qu'au sein du groupe de travail envisagé et en vue de revoir l'ensemble de la législation sur la faillite.

#### XIV. Conclusions

L'année précédente, j'ai estimé devoir, dans l'exposé relatif à mon budget, mettre l'accent sur un point particulier, à savoir l'administration de la Justice; j'ai voulu, pour le budget de l'année 1980, me pencher tout particulièrement sur un autre aspect, celui de la politique pénitentiaire; je répondais d'ailleurs en cela à vos souhaits.

Sur le plan législatif, j'ai fait état des projets que j'ai déposés ou que je déposerai dans un proche avenir, ainsi que des projets qui sont en discussion devant le Parlement et à l'examen desquels mon département, et plus particulièrement l'Administration de la Législation, apporte sa collaboration.

Cette activité sur le plan législatif ne peut toutefois être menée à bien que si je dispose d'une infrastructure suffisante et d'une infrastructure de qualité, c'est-à-dire d'une administration qui, tant par sa formation juridique que par son ouverture sur la pratique du droit, puisse m'aider efficacement mais également vous venir en aide dans l'élaboration des lois.

Ce souci d'une rénovation de l'administration de la Législation en vue de pouvoir disposer d'un meilleur instrument sur le plan légistique me tient fortement à cœur.

Je m'en suis déjà ouvert lors du Congrès des Avocats à Nivelles en 1979.

En ce domaine, j'envisage de proposer, à brève échéance, des mesures de réforme qui permettront, en ces périodes d'intense activité législative, de doter mon département d'une nouvelle infrastructure qui soit à la mesure des nécessités de notre époque.

En liaison avec une telle réforme, je n'oublie pas non plus que l'amélioration de la qualité des textes légaux est un des soucis du Sénat.

Des réunions, auxquelles j'ai participé, se sont tenues en vue de procéder à un échange de vues sur les problèmes de légistique et les solutions à y apporter.

Je crois savoir que le Sénat entend prendre des mesures qui doivent permettre d'aboutir à une meilleure rédaction des textes.

J'espère que nos efforts pourront se conjuguer. Ils se situent en tout cas dans la même préoccupation, dont j'ai voulu vous faire part en conclusion.

Tenslotte werd een *eenvormige wet betreffende het gerechtelijk akkoord* onlangs goedgekeurd door de Commissie voor eenmaking van het recht. Dit ontwerp vernieuwt en past de procedure aan. Het zal evenwel in een later stadium moeten worden herzien om rekening te houden met de oriëntaties die op Belgisch vlak naar voren zullen komen in het kader van het parlementair onderzoek van het ontwerp van wet betreffende het beheer met bijstand en van de beschouwde werkgroep en met het oog op een herziening van het geheel van de wetgeving inzake het faillissement.

#### XIV. Besluiten

Evenals vorig jaar toen ik gemeend heb bij de toelichting van mijn begroting, de nadruk te moeten leggen op de rechtsbedeling, heb ik ook nu bijzondere aandacht willen besteden aan een bepaald aspect van mijn beleid, namelijk het penitentiair beleid. Op die manier kom ik trouwens aan uw wensen ter zake tegemoet.

Op wetgevend vlak heb ik de opsomming gegeven van de ontwerpen die werden ingediend of eerlang zullen worden ingediend en van de ontwerpen die aan het Parlement ter besprekking werden overgemaakt; aan dit onderzoek verleent mijn departement, en meer bepaald het Bestuur van de Wetgeving, zijn medewerking.

Om die activiteit op wetgevend vlak tot een goed einde te brengen, moet ik evenwel kunnen beschikken over een voldoende en wezenlijke infrastructuur, of met andere woorden, over een administratie die zowel door haar juridische vorming als door haar gerichtheid naar de rechtspraktijk, niet alleen mij doeltreffend kan bijstaan maar ook u helpen bij het uitwerken van de wetten.

Die bekommernis tot hernieuwing van het Bestuur van de Wetgeving ten einde op het vlak van de rechtswetenschap over betere middelen te beschikken, ligt me nauw aan het hart.

Ik heb hierover reeds een lans gebroken tijdens het Congres van de Advokaten te Nijvel in 1979.

Ik ben voornemens op dit gebied eerlang hervormingen voor te stellen, die het mogelijk zullen maken mijn departement in deze tijd van intense wetgevende activiteit anders te structureren zodat het aan de eisen van onze tijd het hoofd kan bieden.

In dat verband vergeet ik ook niet dat de verbetering van de kwaliteit van de wetteksten een der bekommernissen van de Senaat is.

Vergaderingen, waaraan ik heb deelgenomen, werden trouwens reeds belegd om de problemen rond de legistiek te bespreken en naar gepaste oplossingen uit te kijken.

Ik meen ook te weten dat de Senaat overweegt maatregelen te nemen, die een betere redactie van de teksten moet toelaten.

Ik hoop dat onze inspanningen zich zullen kunnen bundelen, aangezien zij hetzelfde doel beogen als dit waarvan ik u tot besluit wou kennis geven.

## C. DISCUSSION GENERALE

### I. Retard dans l'administration de la justice

Plusieurs commissaires se sont plaints de la persistance du retard dans l'administration de la justice. A ce sujet, plusieurs questions ont été posées et l'on a également fait des suggestions.

a) Un commissaire demande quelles sont les possibilités d'action du Ministre à l'égard des tribunaux et du barreau en vue d'un effort commun pour améliorer l'organisation des audiences.

En outre, il attire l'attention sur les moyens légaux dont dispose le parquet pour veiller au bon fonctionnement de l'appareil judiciaire.

#### Réponse du Ministre :

Chaque juridiction est régie par un règlement d'ordre intérieur qui lui est propre. Le pouvoir de régler le fonctionnement de leurs services et plus particulièrement leurs audiences appartient au Roi dans la mesure fixée par les articles 66, 88, 106 et 132 du Code judiciaire.

Les règlements relatifs aux services des justices de paix, des tribunaux, des cours d'appel et du travail et de la Cour de cassation, sont élaborés selon une procédure particulière. Ils sont établis dans la forme d'arrêtés royaux pris sur les avis des divers chefs de corps intéressés. Sont ainsi consultés : les chefs de corps des magistrats du siège et du parquet, le greffier et le bâtonnier de l'Ordre des avocats.

La loi a prévu e.a. la consultation des magistrats et du barreau, à l'occasion de l'élaboration du règlement de chaque juridiction. Le Ministre peut tirer le plus grand bénéfice de ces consultations afin d'arriver à une entente pour mieux organiser les audiences.

La fonction de juger est l'affaire des magistrats du siège; il y a lieu de se rappeler la séparation des pouvoirs et l'indépendance du pouvoir judiciaire.

Mais l'article 140 du Code judiciaire dispose que le ministère public veille à la régularité du service des cours et tribunaux.

Ce texte général peut très bien être combiné avec des dispositions particulières, par exemple l'article 788 du Code judiciaire, qui prévoit que le procureur général (ou le procureur du Roi ou l'auditeur du travail) se fait présenter tous les mois les feuilles ou procès-verbaux d'audience et vérifie s'il a été satisfait aux dispositions qui président en matière de jugement de la cause.

Il se peut donc que le Ministre de la Justice, se basant sur les constatations qu'il a faites, suggère la modification d'un règlement.

Je rencontre, comme vous le savez, régulièrement les procureurs généraux et je sais qu'ils sont tous soucieux de la

## C. ALGEMENE BESPREKING

### I. Achterstand in de rechtsbedeling

Verscheidene leden beklagen er zich over dat de achterstand in de rechtsbedeling blijft voortduren. Desbetreffende werden verschillende vragen gesteld en ook suggesties gedaan.

a) Een lid stelt de vraag over welke mogelijkheden de Minister beschikt ten overstaan van de rechtbank en de balie met het oog op een gemeenschappelijke inspanning om tot een betere organisatie van de rechtszittingen te komen.

Bovendien wijst dit lid op de wettelijke middelen van het parket om te waken over de goede werking van het gerechtelijk apparaat.

#### Antwoord van de Minister :

Ieder rechtscollege heeft een eigen reglement van orde. De werkwijze van hun diensten en inzonderheid de zittingen worden geregeld door de Koning op de wijze bepaald in de artikelen 66, 88, 106 en 132 van het Gerechtelijk Wetboek.

De reglementen van de diensten van de vrederechten, de rechtbanken, de hoven van beroep, de arbeidshoven en het Hof van Cassatie worden vastgesteld volgens een bijzondere procedure. Zij hebben de vorm van een koninklijk besluit en komen tot stand op advies van de betrokken korpschefs; dat zijn de korpschefs van de zittende en de staande magistratuur, de griffier en de stafhouder van de Orde van advocaten.

De wet bepaalt onder meer dat het advies moet worden ingewonnen van de magistraten en de advocaten bij het vaststellen van het reglement van ieder rechtscollege. De Minister kan ten volle profijt trekken van die adviezen, zodat overeenstemming kan worden bereikt over de beste manier om de zittingen te organiseren.

Het spreken van recht is de taak van de zittende magistratuur. Er dient te worden herinnerd aan de scheiding van de machten en de onafhankelijkheid van de rechterlijke macht.

Artikel 140 van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt dat het openbaar ministerie waakt over de regelmatigheid van de dienst van hoven en rechtbanken.

Deze algemene tekst kan worden gecombineerd met bijzondere bepalingen, bijvoorbeeld artikel 788 van het Gerechtelijk Wetboek dat bepaalt dat de procureur-generaal (of de procureur des Konings of de arbeidsauditeur) zich elke maand de zittingsbladen of de processen-verbaal van de zittingen doet overleggen en nagaat of voldaan is aan de bepalingen die van toepassing zijn op de berechting van de zaak.

Het is dus mogelijk dat de Minister van Justitie op grond van zijn bevindingen voorstelt een reglement te wijzigen.

Zoals u bekend is, ontmoet ik geregelde de procureurs-generaal en ik weet dat zij allen streven naar een goede

bonne marche des cours et tribunaux, et cela compte tenu des effectifs dont ils disposent.

b) Un membre attire l'attention du Ministre sur le fait que l'obligation pour le Procureur général de prononcer chaque année une mercuriale (art. 351 du Code judiciaire) nécessite tout un travail de préparation et soulève dès lors un certain nombre de questions !

Le Ministre donne la réponse suivante :

Je partage entièrement cette manière de voir et j'ai d'ailleurs déposé le 3 décembre 1979 un projet de loi qui rencontre ces préoccupations (Doc. Chambre 382 (1979-1980) - n° 1) et qui, après avoir été voté à la Chambre le 10 janvier 1980, a été transmis au Sénat.

Dans ce projet, je n'ai pas estimé devoir dispenser le procureur général près la Cour de Cassation de traiter chaque année un sujet convenant à la circonstance. En effet, la mission particulière de la Cour justifie qu'elle se prononce chaque année solennellement et publiquement sur des questions juridiques d'actualité.

Si par contre cette obligation est devenue facultative pour les procureurs généraux près les cours d'appel de Belgique, j'ai considéré qu'ils devraient annuellement continuer à signaler la manière dont la Justice a été rendue dans leur ressort et à indiquer les abus qu'ils y auraient constatés.

Il importe que le Ministre de la Justice soit ponctuellement informé du fonctionnement de la Justice afin de lui permettre le cas échéant de prendre les initiatives qui s'imposent.

c) Plusieurs commissaires aimeraient savoir quel a été le résultat des diverses mesures déjà annoncées à plusieurs reprises et de toutes les suggestions faites au Sénat.

Réponse du Ministre :

Plusieurs initiatives annoncées par le Gouvernement ont acquis force de loi ou sont encore à l'examen au Parlement :

— La modification apportée à l'article 730 du Code judiciaire pour rétablir la possibilité de rayer une cause d'office a été adoptée par la Commission de la Justice de la Chambre.

— L'extension de la compétence générale des juges de paix et le relèvement du montant des demandes sur lesquelles le juge de paix, le tribunal de première instance et le tribunal de commerce statuent en dernier ressort, font l'objet de la loi du 29 novembre 1979 (*Moniteur belge* du 22 décembre 1979).

— L'extension de la possibilité de régler sans procès les infractions de moindre importance est prévue dans le projet de loi relatif aux tribunaux de police (art. 6).

Ce projet est actuellement examiné par la Commission de la Justice de la Chambre.

werking van de hoven en rechtbanken, met inachtneming van de getalsterkte van het personeel.

b) Een lid vraagt de aandacht van de Minister voor het feit dat de verplichting voor de Procureur-generaal om jaarlijks een mercuriale rede uit te spreken (art. 351 van de Gerechtelijk Wetboek) een aanzienlijke voorbereiding vergt en derhalve vragen doet rijzen !

De Minister antwoordt hierop wat volgt :

Ik ben het daar volledig mee eens en op 3 december 1979 heb ik trouwens een wetsontwerp ingediend dat aan die wens tegemoetkomt (Gedr. St. Kamer 382 (1979-1980) - nr. 1). Het ontwerp is op 10 januari 1980 door de Kamer goedgekeurd en is overgezonden aan de Senaat.

Ik heb gemeend de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie niet te moeten ontslaan van de rede die hij ieder jaar houdt over een bij die gelegenheid passend onderwerp. Gelet op de bijzondere taak van het Hof van Cassatie is het immers gerechtvaardigd dat dit Hof zich ieder jaar plechtig en in het openbaar uitspreekt over actuele juridische aangelegenheden.

Voor de procureurs-generaal bij de Belgische hoven van beroep daarentegen zal het houden van een jaarlijkse rede facultatief zijn, maar ik ben toch de mening toegedaan dat zij jaarlijks moeten aangeven hoe binnen hun rechtsgebied recht is gesproken en moeten wijzen op de misbruiken die zij hebben vastgesteld.

Het is belangrijk dat de Minister van Justitie geregeld op de hoogte wordt gehouden van de werking van de justitie zodat hij in voorkomend geval de initiatieven kan nemen die noodzakelijk zijn.

c) Door meerdere leden werd de vraag gesteld wat er terecht is gekomen van de verschillende maatregelen die reeds herhaaldelijk werden aangekondigd en van de verschillende suggesties die ooit in de Senaat werden gedaan.

Antwoord van de Minister :

Verschillende initiatieven die van Regeringswege werden aangekondigd zijn ofwel wet geworden ofwel in bespreking bij het Parlement :

— Wijziging van artikel 730 van het Gerechtelijk Wetboek tot het terug invoeren van de schrapping van ambtswege is goedgekeurd door de Commissie voor de Justitie van de Kamer.

— Het verhogen van de algemene bevoegdheid van de vrederechters en het verhogen van het bedrag van de vordering waarover de vrederechter, de rechtsbank van eerste aanleg en de rechtsbank van koophandel beslissen in laatste aanleg is het voorwerp van de wet van 29 november 1979 (*Belgisch Staatsblad* van 22 december 1979).

— De uitbreiding van de mogelijkheid tot afdoening buiten proces van minder zware misdrijven is opgenomen in het ontwerp betreffende de politierechtbanken (art. 6).

Dit ontwerp op de politierechtbanken is in bespreking bij de Commissie voor de Justitie van de Kamer.

En ce qui concerne les activités de la Commission chargée de définir les critères à observer pour la fixation du cadre des magistrats des cours et tribunaux, je puis vous communiquer que :

— pour les tribunaux de première instance, il a été tenu compte de ses propositions dans le projet relatif aux tribunaux de police;

— pour les cadres des tribunaux de commerce et du travail, les avant-projets de loi d'adaptation sont encore à l'examen au niveau gouvernemental dans le cadre du contrôle administratif et budgétaire. Je continue à insister pour qu'ils soient déposés rapidement;

— pour les cadres des cours du travail, la Commission a approuvé en sa réunion du 21 janvier dernier des propositions d'adaptation que j'ai déjà soumises sous forme d'avant-projet de loi aux instances budgétaires;

— pour le cadre des cours d'appel, j'avais demandé à la « Commission des critères » de formuler des propositions en fonction de deux hypothèses, c'est-à-dire celles du transfert et du non-transfert des affaires de roulage au juge du tribunal de police en première instance.

Seul le premier volet de cette tâche a été accompli jusqu'à présent. La Commission a été invitée à élaborer des propositions appropriées en fonction des transferts de compétences prévus dans le projet relatif aux tribunaux de police.

*d)* Une série d'initiatives concrètes ont ensuite été examinées par la Commission.

### *1. L'opportunité d'une application plus large de la procédure écrite*

Le Ministre déclare à ce sujet qu'il n'a pas laissé passer une seule occasion de souligner les résultats positifs que cette procédure permet d'atteindre quant à la rapidité de l'administration de la justice. Il est toutefois évident que c'est d'abord aux avocats eux-mêmes qu'il appartient d'appliquer un tel système. Le Ministre est disposé à attirer une fois de plus l'attention toute spéciale de l'Ordre national des avocats et des chefs de corps de la magistrature sur cette possibilité.

### *2. Extension du cadre de la magistrature*

Le Ministre estime que le retard dans l'administration de la justice n'est pas en soi une raison suffisante pour adapter le cadre de la magistrature. Le retard peut avoir des causes diverses.

Nous devons — et à cet égard, les travaux de la Commission chargée de définir les critères sont vraiment intéressants — fixer le cadre en fonction du volume du travail et d'un rendement moyen par magistrat.

Wat de activiteiten betreft van de Commissie tot vaststelling van de inzake personeelsformaties der magistraten van hoven en rechtbanken in acht te nemen criteria kan ik u mededelen dat :

— wat betreft de rechtbanken van eerste aanleg, met haar voorstellen is rekening gehouden in het ontwerp betreffende de politierechtbanken;

— wat betreft de kaders van de rechtbanken van koophandel en de arbeidsrechtbanken zijn de voorontwerpen van wet tot aanpassing van het kader nog in onderzoek op het vlak van de Regering in het kader van de administratieve en budgettaire controle. Ik blijf aandringen opdat die spoedig zouden kunnen worden ingediend;

— wat de kaders van de arbeidshoven betreft, heeft de Commissie op haar vergadering van 21 januari jl. voorstellen goedgekeurd tot kaderaanpassing die ik reeds onder de vorm van een voorontwerp van wet heb voorgelegd aan de budgettaire instanties;

— wat de kaders van de hoven van beroep betreft, had ik de « Commissie voor de Criteria » gevraagd voorstellen te formuleren in een dubbele hypothese nl. zonder en met overdracht van de verkeerszaken in eerste aanleg aan de politierechter.

Alleen het eerste luik van die opdracht is thans beëindigd. De Commissie werd uitgenodigd aangepaste voorstellen uit te werken in functie van de overdracht van bevoegdheden die zijn uitgewerkt in het ontwerp op de politierechtbanken.

*d)* Een reeks concrete initiatieven werden dan door de Commissie onderzocht.

### *1. Wenselijkheid van een ruimere toepassing van de schriftelijke procedure*

De Minister verklaart in dit verband dat hij geen enkele gelegenheid heeft laten voorbijgaan om te wijzen op de gunstige resultaten die inzake vlotte rechtsbedeling via deze procedure kunnen worden bereikt. Maar het is vanzelfsprekend een systeem dat in de eerste plaats door de advocaten zelf moet worden toegepast. De Minister is bereid de bijzondere aandacht van de Nationale Orde van Advocaten en de korpsoversten in de magistratuur andermaal op deze mogelijkheid te vestigen.

### *2. Uitbreiding van het kader van de magistratuur*

De Minister laat als zijn mening kennen dat de achterstand in de rechtsbedeling op zichzelf geen geldige reden is om tot aanpassing van het kader van de magistratuur over te gaan. De achterstand kan aan uiteenlopende oorzaken te wijten zijn.

We moeten — en hier zijn de werkzaamheden van de Commissie voor de criteria werkelijk interessant — het kader bepalen in functie van het volume aan werk en een gemiddelde rendabiliteit per magistraat.

Il ne se justifierait pas, surtout au cas où des transferts de compétences seraient proposés, de nommer des magistrats du siège, évidemment inamovibles, si on n'a pas la certitude que, dans la fonction à laquelle ils seront nommés, ils auront assez d'affaires à traiter pour la durée de toute leur carrière.

### *3. Révision des compétences des tribunaux de police*

Le Ministre déclare à ce propos qu'à son avis, ce n'est pas là un moyen indispensable ni le seul pour résoudre fondamentalement le problème de l'arriéré judiciaire. Il est néanmoins convaincu que ladite révision contribuera substantiellement à une réelle détente dans cette situation inacceptable, qui ne date d'ailleurs pas d'hier.

Comme on le sait, le projet est actuellement à l'examen en Commission de la Justice de la Chambre.

### *4. La récente modification de l'article 287 du Code judiciaire en ce qui concerne la publication des vacances dans la magistrature*

L'article 287 du Code judiciaire a été modifié de façon à abréger le délai de publication des vacances dans l'ordre judiciaire. Il ne s'agit pas seulement de la magistrature, mais aussi de certaines fonctions dans les greffes et du personnel administratif des parquets.

## II. Organisation judiciaire et procédure

### A. Organisation judiciaire

Plusieurs questions ont été posées au sujet de l'organisation judiciaire.

#### 1. La direction des Cours d'appel.

A ce propos, le Ministre déclare que l'on a effectivement connu, il y a quelques années, le cas de Cours d'appel présidées successivement par plusieurs magistrats pendant la même année.

Actuellement, on en est revenu à une certaine stabilité dans la direction des Cours d'appel.

Par ailleurs, le Ministre considère également comme essentiel que celles-ci désignent leur Premier Président en toute indépendance.

#### 2. Il a été suggéré d'étudier la possibilité de nommer des magistrats qui siégeraient dans plusieurs tribunaux.

Le Ministre estime que c'est en effet une bonne formule, qui pourrait surtout être utile au bon fonctionnement des petits tribunaux.

Vooral wanneer bepaalde bevoegdheidsoverdrachten worden voorgesteld zou het niet verantwoord zijn magistraten van de zetel, die uiteraard onafzetzbaar en onverplaatsbaar zijn, aan te stellen, wanneer de zekerheid niet voorhanden is dat ze in de functie waarin ze worden benoemd voor de duur van hun ganse loopbaan voldoende zaken zullen te behandelen krijgen.

### *3. Herziening van de bevoegdheid van de politierechtbanken*

De Minister verklaart hieromtrent dat naar zijn mening dit niet het absolute of het enige middel is om het probleem van de achterstand in het gerecht ten gronde op te lossen. Maar hij is ervan overtuigd dat het een substantiële bijdrage zal zijn om in die onaanvaardbare toestand die trouwens ook niet van gisteren dateert, een reële ontspanning te weeg te brengen.

Zoals bekend is het ontwerp nu in bespreking in de Commissie voor de Justitie van de Kamer.

### *4. De recente wijziging van artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek in verband met de publicatie van de vacatures in de magistratuur*

Artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek werd gewijzigd opdat tot vervroegde publicatie van vacatures in de rechterlijke orde zou kunnen worden overgegaan. Dit wordt niet alleen toegepast voor de magistratuur maar ook voor bepaalde ambten in de griffie en het administratief personeel van de parketten.

## II. Rechterlijke organisatie en rechtspleging

### A. Rechterlijke organisatie

Er werden verschillende vragen gesteld betreffende de rechterlijke organisatie.

#### 1. De leiding van de Hoven van Beroep.

De Minister verklaart in dit verband dat het juist is, dat we een paar jaar terug toestanden hebben gekend waarin bepaalde Hoven van Beroep meermaals per jaar een nieuwe voorzitter kregen.

Er is thans een zekere stabiliteit ingetreden in de leiding van de Hoven van Beroep.

Het lijkt mij anderzijds ook essentieel dat de Hoven van Beroep op een onafhankelijke wijze hun Eerste Voorzitter zouden aanwijzen.

#### 2. Er werd gesuggereerd de mogelijkheid te onderzoeken magistraten te benoemen die in verschillende rechtbanken zouden zetelen.

De Minister is van oordeel dat dit inderdaad een goede formule is die vooral nut kan hebben voor de werking van kleinere rechtbanken.

Dans cette perspective, il a prévu, dans le projet relatif aux tribunaux de police, la possibilité de nommer des juges de police de complément chargés de desservir plusieurs tribunaux.

3. Un membre insiste pour que le ressort des justices de paix soit réadapté sans tarder d'après les nouvelles limites des communes.

*Réponse du Ministre :*

Je dispose à ce sujet d'un rapport administratif d'une commission qui a effectué d'utiles travaux préparatoires. Comme il est précisé aux pp. 42 et suivantes, cette commission a formulé ses propositions en partant de l'hypothèse que le projet relatif aux tribunaux de police sera adopté.

Ce projet aura évidemment une incidence considérable sur l'activité des juges de paix, qui actuellement siègent en outre comme juges de police.

Il convient donc que nous examinions les deux projets dans l'ordre logique.

Le document du groupe de travail qui a formulé lesdites propositions n'a pas encore été soumis au Gouvernement et dès lors, je ne puis pour l'instant le publier ni le communiquer.

4. Un membre émet certaines remarques concernant l'intense activité de la justice de paix de Liège I. Il aimerait connaître les intentions du Ministre à cet égard.

Le Ministre confirme qu'il résulte de l'indice d'activité des différentes justices de paix du pays qui a été communiqué à la Commission que Liège I atteint effectivement un chiffre élevé.

Il faut toutefois rappeler que les trois justices de paix dont la division a été proposée dans le projet de loi en la matière (Doc. Sénat n° 307) concernent des cantons composés de communes qui n'ont pas été fusionnées.

La ville de Liège et les communes voisines, au contraire, ont été touchées par les fusions, de sorte que la question d'une surcharge éventuelle du canton de Liège I doit, avant toute autre considération, être examinée dans le cadre de l'adaptation des ressorts judiciaires aux nouvelles entités administratives locales.

5. Les stagiaires de justice

Un commissaire aimerait savoir combien de stagiaires de justice n'ont pu être nommés après leurs trois années de stage.

Le Ministre répond qu'en 1979, tous les stagiaires ayant achevé leur stage de trois ans ont été nommés.

In dat perspectief heeft hij in het ontwerp betreffende de politierechtbanken, in de mogelijkheid voorzien toegevoegde politierechters te benoemen bij verschillende rechtbanken.

3. Een lid dringt er op aan dat spoed wordt gezet achter de aanpassing van de territoriale omschrijving van de vrederechten aan de nieuwe grenzen van de gemeenten.

*Antwoord van de Minister :*

Ik beschik ter zake over een administratief rapport van een commissie die nuttig voorbereidend werk heeft verricht. Die commissie heeft, zoals is aangeduid op pag. 42 e.v., haar voorstellen geformuleerd vanuit de hypothese dat het ontwerp op de politierechtbanken zal worden aangenomen.

Het is duidelijk dat dit ontwerp een belangrijke weerslag zal hebben op de activiteit van de vrederechters die nu ook nog als politierechters zetelen.

Het is dus logisch dat we deze ontwerpen in volgorde behandelen.

Het werkdocument van de werkgroep die ter zake voorstellen heeft geformuleerd, is nog niet voorgelegd aan de Regering en kan bijgevolg van mijnenwege nog niet het voorwerp zijn van publicatie of mededeling.

4. Een lid maakt bedenkingen over de hoge activiteit van het vrederecht Luik I. Hji vraagt naar de inzichten van de Minister dienaangaande.

De Minister bevestigt dat het juist is dat op grond van de activiteitsaanwijzer van de verschillende vrederechten van het land medegedeeld aan de Commissie, Luik I een hoog cijfer haalt.

Er dient nochtans herhaald te worden dat de drie vrederechten waarvan de splitsing werd voorgesteld in het desbetreffende ontwerp (Gedr. St. Senaat nr. 307) betrekking hebben op kantons samengesteld uit gemeenten die niet betrokken waren bij de fusies van gemeenten.

De stad Luik en de daarbij aansluitende gemeenten waren wel betrokken bij de fusies van gemeenten zodat de eventuele overbelasting van het kanton Luik I in de eerste plaats moet onderzocht worden in het kader van de aanpassing van de grenzen van gerechtelijke omschrijvingen aan de nieuwe administratieve indeling van dit gebied.

5. De gerechtelijke stagiairs

Een lid van de Commissie vraagt hoeveel gerechtelijke stagiairs niet zijn kunnen benoemd worden na hun driejarige stage.

De Minister antwoordt dat in 1979 alle stagiairs die hun drie jaar voltooid hadden, zijn benoemd geworden.



### 8. Politisation des nominations.

Deux commissaires dénoncent le danger d'une politisation croissante de la Justice belge. Cette évolution — qui n'est guère contestable — n'est certes pas de nature à promouvoir la qualité des activités judiciaires ni la résorption du retard dans l'administration de la justice.

Le Ministre se réfère à la réponse très détaillée qu'il a donnée à l'interpellation de M. Storme (*Annales parlementaires, Sénat, 19 janvier 1979*).

#### B. Procédure

Plusieurs membres ont formulé des suggestions visant à modifier, améliorer ou compléter le Code judiciaire.

*1. Il conviendrait de créer une commission chargée de préparer très rapidement un certain nombre d'améliorations à apporter au Code judiciaire. Il s'agirait avant tout des dispositions relatives à la fixation du jour d'audience et au rôle qui peut être dévolu au juge dans le déroulement de la procédure.*

Le Ministre rappelle qu'il y a déjà longtemps qu'il avait fait des propositions aux autorités judiciaires pour modifier certains articles du Code judiciaire.

C'est là une matière délicate, notamment parce que l'application qui est faite de différents articles n'est pas la même dans tout le pays.

Le Ministre n'est pas encore en possession de tous les avis qu'il a demandés.

Au sein de la magistrature elle-même, une concertation a été organisée à ce sujet par le Procureur général près la Cour de cassation.

Le Ministre a bon espoir que les conclusions de ces diverses instances lui seront bientôt communiquées.

*2. La nécessité de maintenir la double instance doit absolument faire l'objet d'un examen approfondi.*

Cette question a été discutée à l'occasion de la modification de l'article 617 du Code judiciaire.

C'est le Sénat qui a pris l'initiative de la généralisation de la règle qui veut que désormais les jugements du tribunal du travail soient toujours susceptibles d'appel.

*3. Procédure spéciale pour les demandes d'importance mineure.*

Un membre insiste tout particulièrement pour qu'une procédure adéquate soit instaurée en cette matière.

Le Ministre répond que le projet du Gouvernement visant à modifier certains articles de la procédure sommaire d'injonction de payer sera déposé prochainement au Parlement.

### 8. Politisering van de benoeming.

Twee leden van de Commissie hebben gewaarschuwd voor het gevaar van een verderschrijdende politisering van het Belgisch Gerecht. Dit fenomeen — dat moeilijk kan worden betwist — draagt zeker niet bij tot verhoging van de kwaliteit van het werk en de bestrijding van de achterstand.

De Minister verwijst naar zijn zeer uitvoerig antwoord op de interpellatie van Senator Storme (*Parlementaire Handelingen, Senaat, 19 januari 1979*).

#### B. Rechtspleging

Door meerdere leden werden suggesties geformuleerd die strekken tot wijziging, verbetering of aanvulling van het Gerechtelijk Wetboek.

*1. Er zou een commissie moeten worden ingesteld om zeer snel een aantal verbeteringen van het Gerechtelijk Wetboek voor te bereiden. Gedacht werd in de eerste plaats aan de bepalingen over het vaststellen van de rechtsdag en over de rol die de rechter kan spelen op het vlak van het verloop van de rechtspleging.*

De Minister verklaart dat hij reeds geruime tijd geleden voorstellen had gedaan aan de gerechtelijke overheden om sommige artikelen van het Gerechtelijk Wetboek te wijzigen.

Dat is een delicate materie ook al omdat de toepassing die van verschillende artikelen wordt gemaakt, niet eenvormig is over het ganse land.

De Minister is nog niet in het bezit van alle adviezen die hij heeft gevraagd.

Binnen de magistratuur zelf werd hierover een overleg op gang gebracht door de Procureur-generaal bij het Hof van Cassatie.

De Minister vertrouwt erop spoedig in het bezit te worden gesteld van hun bevindingen.

*2. De noodzaak van het behoud van de dubbele aanleg moet eens grondig onderzocht worden.*

Daarover werd een debat gevoerd naar aanleiding van de wijziging van artikel 617 van het Gerechtelijk Wetboek.

De Senaat ligt aan de basis van het veralgemenen van de regel dat alle vonnissen van de arbeidsrechtbank voortaan steeds vatbaar zullen zijn voor hoger beroep.

*3. Bijzondere procedure voor « small claims ».*

Er wordt sterk aangedrongen door een lid op het organiseren van zulke aangepaste procedure.

De Minister zegt dat het ontwerp van de Regering tot wijziging van bepaalde artikelen van de summiere rechtspleging om betaling te bevelen, eerstaags bij het Parlement zal worden ingediend.

### III. Assistance judiciaire

Un membre aimerait savoir quelles mesures le Ministre prendra lorsque le projet de loi relatif à la rémunération des avocats stagiaires aura été adopté par le Parlement.

Réponse du Ministre :

En vue de l'exécution de la loi qui devra permettre qu'à l'avenir une indemnité soit accordée par l'Etat aux avocats stagiaires dans les cas d'assistance judiciaire et dans certains cas d'assistance obligatoire, je me suis déjà informé auprès des différents barreaux du pays pour obtenir des données chiffrées précises et actuelles sur le nombre de cas d'assistance judiciaire, de sorte que, dès l'adoption de la loi et après consultation de l'Ordre national des Avocats, je pourrai faire sans tarder une proposition concrète au Gouvernement au sujet de l'affectation du crédit prévu à cet effet au budget.

Sur la base des renseignements déjà obtenus précédemment, le coût total du projet a pu être estimé à  $\pm$  60 millions pour la durée d'un an. Comme les instances budgétaires ont estimé que la loi ne pourrait certainement pas être appliquée pendant une année entière, elles ont accordé, compte tenu des restrictions que l'Etat doit s'imposer, un crédit provisionnel de  $\pm$  30 millions.

\*\*

Un membre suggère que l'on envisage d'instaurer la gratuité de la procédure.

Le Ministre lui donne la réponse suivante :

Je n'ignore pas qu'une initiative en ce sens a été prise en France il y a quelque temps. Mais dans la situation budgétaire actuelle, j'estime qu'il ne serait guère réaliste de proposer au Gouvernement un projet ayant cette portée.

L'honorable membre en est sûrement conscient, d'autant plus que, lors de l'examen d'une proposition de loi relative à l'assistance judiciaire, il a également déposé une proposition visant à couvrir, par l'augmentation des droits d'enregistrement, les frais résultant de la première proposition (voir Doc. Sénat 64 (S.E. de 1979) - n° 1).

\*\*

Un commissaire estime devoir souligner l'urgente nécessité de prendre dans notre pays des mesures pour donner des informations plus complètes aux justiciables et leur faciliter la compréhension du droit et de l'administration de la justice.

Le Ministre répond qu'il a fait un premier pas dans ce sens en mettant un certain nombre de dépliants à la disposition du public. Afin d'examiner soigneusement, et à présent dans son ensemble, le problème des contacts par écrit entre la justice et le citoyen, il a demandé à diverses personnes et instances de bien vouloir faire partie de deux commissions, l'une de langue française et l'autre de langue néerlandaise, qui seraient chargées de rechercher les moyens de rendre

### III. Rechtsbijstand

Een lid vraagt naar de schikkingen die de Minister zal treffen na de aanvaarding door het Parlement van het ontwerp van wet over de vergoeding van de advocaten-stagiairs.

Antwoord van de Minister :

Voor de uitvoering van de wet die zal moeten toelaten dat voortaan aan de advocaten-stagiairs van staatswege een vergoeding kan worden toegekend in gevallen van rechtsbijstand en in sommige gevallen van verplichte bijstand, heb ik reeds de verschillende balies van het land aangeschreven om over precieze en actuele cijfergegevens te beschikken over het aantal rechtsbijstandszaken zodat ik, zodra de wet is aangenomen, na raadpleging van de Nationale Orde van Advocaten, aan de Regering spoedig een concreet voorstel zal kunnen doen voor de besteding van het krediet dat daarvoor in de begroting is voorzien.

Op basis van de inlichtingen die reeds vroeger waren ingewonnen kon de totale kost voor het project op jaarsbasis geraamd worden op  $\pm$  60 miljoen. Aangezien de budgettaire instanties van oordeel waren dat de wet voorzeker niet over een integraal jaar zou kunnen worden toegepast hebben zij, rekening gehouden met de beperkingen die de Staat zich moet opleggen, een provisioneel krediet toegestaan van  $\pm$  30 miljoen.

\*\*

Een lid suggereert dat men zou moeten gaan denken aan het invoeren van de kosteloosheid van de procedure.

De Minister antwoordt hierop wat volgt :

Het is mij wel bekend dat enige tijd terug in Frankrijk een initiatief in die zin werd genomen. In de actuele budgettaire toestand acht ik het niet zeer realistisch aan de Regering een ontwerp in die zin voor te stellen.

Het achtbare lid is zich daarvan zeker bewust, te meer dat hij bij de besprekking van een voorstel van wet over rechtsbijstand eveneens een voorstel indiende om door het verhogen van het registratierecht de kosten te dekken die uit het voorstel zouden voortvloeien (zie stuk Senaat 64 (B.Z. 1979) nr. 1).

\*\*

Een lid moet vaststellen dat in ons land dringend maatregelen moeten worden genomen om de rechtszoekende meer informatie te geven en het recht en het gerecht meer toegankelijk te maken.

De Minister replieert hierop dat hij hierin een eerste stap heeft gezet door het ter beschikking stellen van een aantal vouwbladen. Om nu ook het geheel van de geschreven communicatie tussen het gerecht en de burger eens onder de loep te nemen, heeft hij diverse personen en instanties aangezocht om deel te willen uitmaken van twee commissies, een Nederlandstalige en een Franstalige, die als taak zouden krijgen na te gaan hoe het geheel van de schriftelijke mede-

toutes les communications par écrit publiées par la justice plus accessibles et plus compréhensibles pour le simple citoyen.

#### IV. La politique pénitentiaire

Plusieurs commissaires posent des questions au sujet de la politique pénitentiaire.

a) En premier lieu, il est demandé quelles sont les options à court terme de cette politique.

Dans sa réponse, le Ministre se réfère d'abord à son exposé introductif. Celui-ci contient un aperçu des mesures qui seront prises à court terme en ce qui concerne :

- le nombre des détenus;
- l'infrastructure;
- la politique du personnel;
- et le régime des établissements.

Pour ce qui est plus particulièrement de la politique du personnel, le Ministre insistera auprès de ses collègues de la Fonction publique et du Budget pour que soient examinés au plus tôt les dossiers dont leurs départements sont saisis au sujet d'une extension du cadre nécessaire pour garantir la sécurité, améliorer le régime et assurer la formation professionnelle des détenus.

En ce qui concerne l'infrastructure, il rappelle qu'un groupe de travail composé de fonctionnaires de la Régie des Bâtiments du département des Travaux publics et de l'Administration des établissements pénitentiaires examinera comment les projets de travaux d'amélioration à exécuter à bref délai devront s'intégrer dans la planification à prévoir à long terme.

b) Un membre se demande s'il ne serait pas souhaitable que les établissements soient de dimension réduite, surtout en vue de l'humanisation du régime pénitentiaire.

Le Ministre déclare à ce propos que l'on s'est toujours efforcé d'humaniser le régime dans toutes les prisons. Il est de fait qu'une infrastructure moderne n'est pas en soi une garantie d'humanisation.

Elle peut cependant y contribuer, car un meilleur confort, notamment pour le logement, est de nature à favoriser les relations humaines.

Dans l'exposé introductif du budget de la Justice pour 1980, il est dit qu'à l'avenir, l'Administration s'efforcera de créer des établissements plus petits, notamment en séparant les maisons d'arrêt des établissements où les peines doivent être subies.

c) Un membre demande au Ministre quel contrôle est exercé dans les prisons à la réception de journaux et autres publications.

delingen die vanuit het gerecht de wereld worden ingestuurd, voor de doorsnee burger begrijpelijker en toegankelijker kunnen worden gemaakt.

#### IV. Het penitentiair beleid

Door verschillende leden werden vragen gesteld over het penitentiair beleid.

a) Een eerste vraag had betrekking op de beleidsopties ter zake op korte termijn.

In zijn antwoord begint de Minister met te verwijzen naar zijn inleidende uiteenzetting. Daarin wordt een overzicht gegeven van de maatregelen die op korte termijn zullen worden genomen betreffende :

- het gedetineerdenbestand en zijn omvang;
- de infrastructuur;
- het personeelsbeleid;
- en het regime in de inrichtingen.

Wat in het bijzonder het personeelsbeleid betreft, zal de Minister aandringen bij de Minister van het Openbaar Ambt en de Begroting om ten spoedigste de dossiers te behandelen bij deze departementen aanhangig en die betrekking hebben op een kaderuitbreiding, nodig voor het verzekeren van de veiligheid, het verbeteren van het regime en het verzorgen van de beroepsopleiding.

Aangaande de infrastructuur herinnert hij eraan dat een werkgroep van ambtenaren van de Régie van de Gebouwen van het departement van Openbare Werken en van het Bestuur Strafinrichtingen zal nagaan hoe de plannen voor verbeteringswerken op korte termijn uit te voeren, ingeschakeld moeten worden in de planning die op lange termijn is te voorzien.

b) Een lid maakt de bedenking of de kleinschaligheid van de inrichtingen niet wenselijk is vooral met het oog op de humanisering van het regime.

De Minister verklaart desbetreffend dat het altijd de bedoeling is geweest in alle gevangenissen de regimes te humaniseren. Het is inderdaad zo dat een moderne infrastructuur geen garantie betekent voor humanisering.

Nochtans kan een moderne infrastructuur de humanisering in de hand werken omdat meer comfort o.m. van behuizing, van aard is om de menselijke relaties te bevorderen.

In de inleiding over de « Begroting 1980 - Justitie » wordt erop gewezen dat het Bestuur in de toekomst zal streven naar de oprichting van kleinere inrichtingen o.m. door de scheiding te maken tussen arresthuizen en gevangenissen voor tenuitvoerlegging van straffen.

c) Een lid wil graag vernemen van de Minister welk toezicht wordt uitgeoefend in de gevangenissen bij het binnenkommen van kranten en publicaties.

Le Ministre signale que la réglementation prévue en la matière est la suivante :

- Les détenus peuvent se procurer tous les journaux publiés en Belgique. Ils les reçoivent au moyen d'abonnements souscrits par l'établissement à leur nom et à leurs frais.
- Par la même voie que ci-dessus ils peuvent se procurer tous les journaux publiés à l'étranger.
- Le nombre d'abonnements aux journaux est illimité.
- Les détenus étrangers peuvent recevoir, dans des cas particuliers, des journaux de la famille ou des représentants diplomatiques.
- Il n'y a aucune forme de censure.

#### V. Problèmes concernant la Sûreté de l'Etat

Un commissaire aimerait avoir des précisions sur la nature et l'importance des fonds secrets affectés à la Sûreté de l'Etat, la manière dont ils sont gérés, l'orientation qui leur est donnée et les limites de leur utilisation.

##### *Réponse du Ministre :*

Le projet de loi concernant le budget du Ministère de la Justice prévoit à l'article 12.22.01 (Sûreté publique) un crédit de 24 500 000 francs pour des dépenses spécifiques dans le cadre des mesures de sûreté.

L'Administrateur-Directeur général de la Sûreté publique, assisté par le comptable du service, est désigné comme ordonnateur délégué pour l'utilisation de ces crédits, sous la responsabilité directe du Ministre de la Justice.

Pour l'utilisation des crédits, la Sûreté publique se tient rigoureusement aux stipulations prévues par la réglementation sur la comptabilité de l'Etat.

Ainsi, préalablement aux dépenses, les demandes d'engagement des crédits sont soumises au visa de l'Inspection des Finances, et les comptes sont contrôlés par la Cour des comptes.

La destination des crédits prévus à l'article 12.22.01 pour mesures de sûreté est secrète.

Un commissaire estime qu'il serait préférable que la Sûreté de l'Etat relève du département de l'Intérieur. Ce service devrait avoir essentiellement pour mission d'être une police de renseignements chargée de « la prévention de la violence ».

##### *Réponse du Ministre :*

###### a) *Rattachement au Ministère de l'Intérieur.*

Sur base de l'arrêté du Gouvernement provisoire du 15 octobre 1830, l'administration de la Sûreté publique forma un département indépendant, lequel fut supprimé le 3 mars 1831.

De Minister signaleert dat voor deze aangelegenheid volgende regeling bestaat :

- De gedetineerden kunnen zich alle in België gepubliceerde dagbladen aanschaffen via een abonnement dat de instelling op hun naam en hun kosten neemt.
- Op dezelfde wijze kunnen zij zich alle in het buitenland gepubliceerde dagbladen aanschaffen.
- Het aantal abonnementen is onbeperkt.
- De buitenlandse gedetineerden kunnen in bijzondere gevallen dagbladen krijgen van hun familie of van diplomatieke vertegenwoordigers.
- Er is geen enkele vorm van censuur.

#### V. Vraagstukken in verband met de Staatsveiligheid

Een lid wil nadere uitleg over de aard en de belangrijkheid van de geheime fondsen bestemd voor de Staatsveiligheid, de wijze waarop ze worden beheerd, de orientatie die eraan wordt gegeven, en de gebruiksbeperkingen.

##### *Antwoord van de Minister :*

Het wetsontwerp houdende de begroting van het Ministerie van Justitie voorziet op artikel 12.22.01 (Openbare Veiligheid) in een krediet van 24 500 000 frank voor specifieke uitgaven in verband met de veiligheidsmaatregelen.

De administrateur-directeur-generaal van de Openbare Veiligheid, biestaan door de rekenplichtige van de dienst, wordt aangewezen als gedelegeerd ordonnateur voor het aanwenden van die kredieten onder de onmiddellijke verantwoordelijkheid van de Minister van Justitie.

Voor de aanwending van de kredieten houdt de openbare veiligheid zich strikt aan de voorschriften in de reglementen op de rijkscomptabiliteit.

Alvorens tot uitgaven over te gaan moeten de aanvragen voor vastlegging van de kredieten dan ook het visum krijgen van de Inspectie van Financiën en moeten de rekeningen worden gecontroleerd door het Rekenhof.

De bestemming van de kredieten op artikel 12.22.01 voor veiligheidsmaatregelen is geheim.

Een lid is van mening dat de Staatsveiligheid beter zou ressorteren onder het departement van Binnenlandse Zaken. De opdracht van de dienst zou in hoofdzaak een politie van informatie mogen zijn met als opzet « de voorkoming van geweld ».

##### *Antwoord van de Minister :*

###### a) *Indeling bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken.*

Op grond van het besluit van het Voorloping Bewind van 15 oktober 1830, maakte het Bestuur Openbare Veiligheid een onafhankelijk departement uit, dat op 3 maart 1831 werd afgeschaft.

Elle fut alors rattachée au département de l'Intérieur du 28 mars 1831 au 9 janvier 1832, date de son retour au Ministère de la Justice.

Le 5 août 1834, cette administration fut à nouveau incorporée dans les cadres de l'Intérieur pour réintégrer, le 18 avril 1840, les cadres de la Justice.

L'expérience fut tentée une troisième fois, du 12 juin 1934 au 17 juillet 1934, date à laquelle l'administration de la Sûreté publique se retrouva définitivement rattachée au Ministère de la Justice.

Le propos n'est pas d'évoquer ici la période 1940-1946 durant laquelle cette administration, pour les raisons que l'on sait, fut transférée à la Défense nationale.

Ces antécédents démontrent que l'idée du rattachement de la Sûreté publique, et notamment de la Sûreté de l'Etat, n'est pas nouvelle et, qu'à chaque fois, les inconvénients de ce système se sont rapidement fait sentir.

La forme même des choses a déterminé cette conviction que la nature des affaires qui sont du ressort de cette administration la met plus directement en relation avec le département de la Justice.

Il n'est pas inutile de rappeler ici les considérations émises à ce sujet par M. le procureur général près la Cour d'appel de Bruxelles, Hayoit de Termicourt, dans une dépêche du 14 juin 1934 au Ministre de la Justice :

« L'activité principale de la première direction, ainsi que le démontre péremptoirement son titre « Sûreté de l'Etat », consiste à coordonner les renseignements que recueillent les nombreux officiers de police judiciaire et les parquets sur les indices d'infractions contre la sûreté de l'Etat (extérieure et intérieure).

Sans doute le département de la Justice ne peut accomplir lui-même des actes de police judiciaire ni donner des injonctions directes aux officiers de la police judiciaire, mais il est naturel, et même nécessaire, que le Ministre de la Justice se tienne en contact avec les parquets, obtienne leur documentation, leur fournit à son tour les éléments dont il a eu connaissance, veille à la coordination des efforts des parquets généraux dans le domaine de la recherche des infractions contre la sûreté de l'Etat.

Cette activité, le Ministre de l'Intérieur ne peut légalement l'exercer. »

Rappelons à cet égard également que conformément au prescrit de l'article 2, § 2, de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie, celle-ci relève directement du Ministère de la Justice pour tout ce qui concerne la police des étrangers et la sûreté de l'Etat.

#### b) Police d'information

La Sûreté de l'Etat n'est pas une police d'information, mais un service de renseignements et de sécurité.

Het maakte deel uit van het departement van Binnenlandse Zaken van 28 maart 1831 tot 9 januari 1832, op welke datum het opnieuw bij het Ministerie van Justitie werd ingedeeld.

Op 5 augustus 1834 kwam dit bestuur opnieuw bij Binnenlandse Zaken en op 18 april 1840 ressorteerde het opnieuw onder Justitie.

Het experiment gebeurde een derde keer van 12 juni 1934 tot 17 juli 1934 op welke datum het Bestuur Openbare Veiligheid definitief ingedeeld werd bij het Ministerie van Justitie.

Hierbij mag worden voorbijgegaan aan het tijdvak 1940-1946 tijdens hetwelk dit Bestuur, om bekende redenen, naar Landsverdediging werd overgeheveld.

Een en ander toont aan dat de indeling van de Openbare Veiligheid en in het bijzonder van de Staatsveiligheid geen nieuw probleem is en dat de bezwaren van dit systeem zich telkens vlug deden voelen.

Hieruit is formeel de overtuiging ontstaan dat dit Bestuur door de aard van de aangelegenheden waarvoor het bevoegd is, rechtstreeks aanleunt bij het departement van Justitie.

Het kan nuttig zijn hier de beschouwingen aan te halen van de heer Hayoit de Termicourt, procureur-generaal bij het hof van beroep te Brussel in een dienstbrief van 14 juni 1934 aan de Minister van Justitie :

« De voornaamste activiteit van de eerste directie bestaat, zoals haar naam « Veiligheid van de Staat » op afdoende wijze aantoont, in het coördineren van de inlichtingen die de talrijke officieren van gerechtelijke politie en de parketten inzamelen over aanwijzingen van mogelijke misdrijven tegen de inwendige of uitwendige veiligheid van de Staat.

Ongetwijfeld kan het departement van Justitie niet zelf handelingen van gerechtelijke politie verrichten, noch rechtstreekse bevelen geven aan de officieren van gerechtelijke politie maar het is toch normaal en zelfs noodzakelijk dat de Minister van Justitie contact houdt met de parketten, documentatie aan hen overbrengt, op zijn beurt alle ingewonnen gegevens waarvan hij kennis krijgt aan hen mededeelt en waakt over de coördinatie van de inspanningen van de parketten-generaal bij het opsporen van inbreuken op de staatsveiligheid.

Die werkzaamheden kan de Minister van Binnenlandse Zaken volgens de wet niet verrichten. »

In dit verband herinneren wij eraan dat overeenkomstig artikel 2, § 2, van de wet van 2 december 1957 op de Rijkswacht, deze laatste rechtstreeks afhangt van de Minister van Justitie voor alles wat betrekking heeft op de vreemdelingenpolitie en de staatsveiligheid.

#### b) Onderzoekspositie

De Staatsveiligheid is geen onderzoekspositie, maar een inlichtings- en veiligheidsdienst.

Sa mission consiste à informer le Gouvernement sur tout événement mettant en péril tant la sûreté intérieure qu'extérieure de l'Etat.

Elle n'a pas les pouvoirs de la police judiciaire (perquisition, saisie, arrestation) et, lorsqu'elle relève des indices au cours de ses recherches, elle transmet ses renseignements aux autorités compétentes.

Enfin, dans le cadre de l'exercice de leur mission, les membres de la Sûreté de l'Etat ne possèdent pas la qualité d'officier de police judiciaire.

On constate, dès lors, que notre législateur a adopté une attitude sage puisque finalement un pouvoir indépendant — le pouvoir judiciaire — aura à prendre les mesures qui s'imposent.

### c) Objectif : prévention de la violence

Outre les activités s'inscrivant dans le cadre de la lutte contre le terrorisme international, on peut cataloguer les principales missions de la Sûreté de l'Etat sous les rubriques suivantes :

- les devoirs découlant du Code pénal, livre II, titres I à VI.
- la connaissance approfondie de la société actuelle et cela afin de rassembler toutes informations permettant de découvrir le mécanisme de la violence sous toutes ses formes.
- la protection de certaines hautes personnalités belges et étrangères ainsi que la protection d'organismes internationaux sur notre territoire.

## VI. Protection de la jeunesse et communautés

Un commissaire demande où en est la question du retrait de cette compétence du département de la Justice et de son transfert aux Communautés. Comment ce processus se déroule-t-il ?

### Réponse du Ministre :

L'interprétation de l'arrêté royal du 6 juillet 1979, qui prévoit en son article 7 que la protection de la jeunesse est communautarisée « à l'exception des dispositions du droit civil, du droit pénal et du Code judiciaire », est controversée.

En partant de cette considération que les mesures de protection prises par les tribunaux à l'égard de mineurs ne sont pas, et ce conformément à la volonté du législateur (tant de la loi du 15 mai 1912 que de celle du 8 avril 1965), de véritables sanctions pénales, on peut arguer que ces dispositions de la loi relative à la protection de la jeunesse ne font pas partie du droit pénal au sens strict qui est traditionnellement donné à ce terme (Vanhoudt et Calewaert, « Belgisch Strafrecht », n° 1287).

Cependant, le fait est que la notion de « sanction » a beaucoup évolué et qu'elle est réputée englober à la fois les mesures répressives et les mesures de protection, si bien que ces dernières doivent également être considérées comme fai-

Het is haar taak de Regering in te lichten over alle gebeurtenissen die zowel de inwendige als uitwendige veiligheid van de Staat in gevaar brengen.

Zij heeft niet de bevoegdheid van de gerechtelijke politie (huiszoeking, inbeslagneming, aanhouding) en wanneer tijdens de nasporingen aanwijzingen worden gevonden, zendt zij de gegevens over aan de bevoegde overheid.

Binnen het raam van hun opdracht tenslotte, hebben de leden van de Staatsveiligheid niet de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie.

Onze wetgever heeft dus wijs gehandeld omdat uiteindelijk een onafhankelijke macht — de rechterlijke macht — de nodige maatregelen moet nemen.

### c) Doel : het voorkomen van geweld

Benevens de activiteiten in het raam van de bestrijding van het internationaal terrorisme, zijn de voornaamste opdrachten van de veiligheid van de Staat als volgt :

- de verplichtingen die voortvloeien uit het Strafwetboek, boek II, titels I tot VI;
- de grondige kennis van de huidige maatschappij, met het doel alle gegevens in te zamelen die het mechanisme van het geweld in al zijn vormen kunnen blootleggen;
- de bescherming van sommige belangrijke Belgische en buitenlandse personaliteiten, evenals de bescherming van internationale instellingen op ons grondgebied.

## VI. Jeugdbescherming en de gemeenschappen

Een lid informeert naar de stand van zaken met betrekking tot het losmaken van deze problematiek uit het departement van Justitie en de overheveling naar de gemeenschappen. Hoe verloopt dit proces ?

### Antwoord van de Minister :

De interpretatie van het koninklijk besluit van 6 juli 1979 waarin bepaald wordt (art. 7) dat de jeugdbescherming werd gecommunautariseerd met uitzondering « van de bepalingen van het burgerlijk recht, van het strafrecht en van het Gerechtelijk Wetboek » wordt betwist.

Op grond van de overweging dat de beveiligingsmaatregelen die door de rechtbanken t.a.v. minderjarigen worden getroffen, naar de wil van de wetgever (zowel deze van de wet van 15 mei 1912 als deze van de wet van 8 april 1965) geen echte strafsancties zijn kan men argumenteren dat de betrokken bepalingen van de wet op de jeugdbescherming niet behoren tot het strafrecht in de strikte traditionele betekenis (Vanhoudt en Calewaert, Belgisch Strafrecht nr. 1287).

Daartegenover staat evenwel dat het begrip « sanctie » een belangrijke evolutie heeft gekend en wordt geacht zowel de vergeldende maatregelen als de beveiligingsmaatregelen te omvatten, zodat ook deze laatste maatregelen moeten

sant partie du droit pénal au sens large (Vanhoudt et Calewaert, « Belgisch Strafrecht », n° 6 — Constant, « Traité élémentaire de Droit pénal », n° 26).

Rien dans les travaux préparatoires de la loi du 5 juillet 1979 ne permet de rejeter cette interprétation large; le rapport de la Commission du Sénat précise au contraire que le Ministre des Réformes institutionnelles (N) a déclaré que « la protection de la jeunesse est incontestablement une matière nationale au point de vue pénal »; l'expression « protection de la jeunesse au point de vue pénal » couvre incontestablement une notion plus large que les seules dispositions pénales des articles 80 à 89 de la loi du 8 avril 1965.

Tous ces problèmes sont actuellement soumis aux délibérations du Comité interministériel des Réformes institutionnelles.

Quant à la question posée par le commissaire au sujet de l'adoption, le Ministre se réfère à ce qu'il a communiqué sur ce point dans son exposé introductif.

## VII. Nécessité d'une rénovation et d'une amélioration dans diverses branches du droit

### a) Administration de la législation

Deux commissaires attirent l'attention du Ministre sur la situation de l'Administration de la législation, les carences que l'on y constate et, plus spécialement, les insuffisances d'infrastructure.

Le Ministre se réfère aux conclusions qu'il a formulées dans son exposé introductif et qui montrent bien qu'il est conscient de l'existence de ce problème.

Lors du Congrès des avocats qui s'est tenu à Nivelles en 1979, il avait déjà manifesté son souci de mettre au point des mesures susceptibles de contribuer à améliorer nos travaux législatifs.

Le Ministre examine actuellement un projet de réforme de ladite Administration, non seulement quant à l'infrastructure, mais aussi — et ceci concerne plus particulièrement les points visés par l'un des deux commissaires — pour ce qui est du recrutement et de la formation requise.

En ce qui regarde la fourniture de documentation dont un commissaire souhaiterait voir charger l'Administration de la législation, le Ministre fait observer que le Sénat dispose lui-même d'un service de documentation.

Sans nier l'importance d'une étude plus poussée du droit comparé et de l'évolution des idées en la matière — qui font l'objet de bon nombre de projets pendant devant la Commission de la Justice du Sénat — il faut tout de même souligner que le département ne doit pas seulement faire face à de nombreux projets sur le plan interne mais, depuis quelques années, à d'autres qui donnent lieu à des réunions internationales beaucoup plus fréquentes que précédemment.

beschouwd worden als deel uitmakend van het strafrecht in de ruime betekenis (Vanhoudt en Calewaert — Belgisch Strafrecht nr. 6 — Constant « Traité élémentaire de Droit pénal » nr. 26).

Niets in de besprekingen van de wet van 5 juli 1979 laat toe deze ruime interpretatie te verwerpen; in het verslag van de Senaatscommissie wordt integendeel vermeld dat de Minister voor Institutionele Hervormingen (N) erop gewezen heeft dat « de jeugdbescherming op strafrechtelijk vlak onbetwistbaar een nationale aangelegenheid is »: « jeugdbescherming op strafrechtelijk vlak » is ontengensprekelijk ruimer dan alleen de strafbepalingen van de artikelen 80 tot 89 van de wet van 8 april 1965.

Deze problematiek is thans onderworpen aan de beraadslaging van het Interministerieel Comité voor Institutionele Hervormingen.

Wat de vraag van het lid betreft over de adoptie, verwijst de Minister naar wat hij desbetreffend heeft medegedeeld in zijn inleiding.

## VII. Noodzaak aan vernieuwing en verbetering in verscheidene rechtstakken

### a) Bestuur der wetgeving

Twee leden van de Commissie vestigen de aandacht van de Minister op de toestand en meer bepaald op het ontoreikend karakter van de infrastructuur van deze dienst.

De Minister verwijst naar de conclusies van zijn inleidende uiteenzetting waaruit men kan afleiden dat hij zich van het probleem bewust is.

Reeds vijf jaar geleden, in 1979 te Nijvel gehouden Congres van de Advokaten, heeft hij uiting gegeven aan zijn bezorgdheid om naar maatregelen te zoeken die kunnen bijdragen tot de verbetering van ons wetgevend werk.

De Minister onderzoekt thans een ontwerp tot hervorming van dit bestuur, niet alleen wat de infrastructuur aangaat, maar ook, en meer bepaald wat de door een lid aangehaalde punten betreft, met name de aanwerving en de vereiste vorming.

Inzake de documentatieverstrekking die een lid door het Bestuur der Wetgeving wenst uitgevoerd te zien, laat de Minister opmerken dat de Senaat zelf over een documentatie-dienst beschikt.

Zonder de belangrijkheid te ontkennen van een meer doorgevoerde studie van het vergelijkend recht en van de evolutie van de begrippen ter zake — die het onderwerp uitmaken van tal van ontwerpen die bij de Commissie voor de Justitie van de Senaat aanhangig zijn — moet toch worden onderstreept dat het departement niet alleen het hoofd moet bieden aan talrijke ontwerpen op intern vlak, maar ook aan ontwerpen die, sedert enkele jaren, aanleiding geven tot een gevoelige toename van internationale vergaderingen.



Dans cet ordre d'idées, un commissaire souligne l'urgente nécessité d'adapter notre législation à la seconde Directive de la CEE concernant les sociétés commerciales.

Le Ministre donne la réponse suivante :

Il est exact qu'en vertu de l'article 43 de cette Directive, les Etats membres étaient tenus d'adapter leur législation dans les deux ans de sa notification, c'est-à-dire pour le 16 décembre 1978 en ce qui concerne la Belgique.

Toutefois, l'adaptation de notre législation en la matière a suscité divers problèmes techniques, qui ont donné lieu à des échanges de vues entre les départements intéressés.

Le projet a été soumis le 5 octobre 1978 pour avis au Conseil d'Etat, dont les observations nous ont été transmises le 29 janvier 1979.

Les crises gouvernementales que l'on sait ont, depuis lors, eu pour conséquence que le projet n'a pu être soumis au Conseil des Ministres que le 9 novembre 1979. Il a été déposé à la Chambre le 5 décembre 1979.

\*\*

Le même commissaire souligne l'importance des travaux entrepris en vue de l'unification du droit dans le cadre du Benelux et attire l'attention sur l'impulsion que peut donner cette unification dans un cadre international plus large.

Le Ministre déclare à ce sujet que, depuis son entrée au département de la Justice, il a eu de nombreux contacts avec le président de la Commission pour l'étude de l'unification du droit. Diverses mesures ont été prises pour améliorer le rendement de cette Commission et pour arriver à une meilleure coordination entre ses travaux et les objectifs gouvernementaux.

Le département de la Justice entretient des contacts réguliers avec ses homologues des Pays-Bas et du Grand-Duché de Luxembourg. Le Ministre insiste une nouvelle fois pour que les observations concernant le projet de convention relative à l'exécution des obligations soit transmis au plus tôt à ladite Commission.

#### b) *La législation sur les contrats de louage*

Un commissaire insiste pour que le projet de loi concernant les contrats de louage soit bientôt adopté, car il craint que tout retard n'entraîne une prolongation des lois temporaires en la matière.

A cet égard, le Ministre se réfère une fois de plus à son exposé introductif, dans lequel il a signalé les progrès réalisés dans l'examen dudit projet.

La Commission de la Justice de la Chambre doit encore examiner les observations du Conseil d'Etat.

Elle achèvera bientôt l'examen du projet de loi relatif aux tribunaux de police — qui est également fort urgent — et

In dit verband wijst een lid van de Commissie op de dringende noodzaak onze wetgeving aan te passen aan de 2e Richtlijn van de EEG inzake handelsvennootschappen.

De Minister antwoordt :

Het is juist dat ingevolge artikel 43 van die Richtlijn, de Lid-Staten ertoe gehouden waren hun wetgeving binnen de twee jaar na de betekening ervan aan te passen, d.w.z. voor 16 december 1978 wat België aangaat.

De aanpassing van onze wetgeving ter zake heeft evenwel diverse technische problemen opgeroepen, die tot gedachtenwisselingen tussen de betrokken departementen aanleiding hebben gegeven.

Het ontwerp werd voor advies aan de Raad van State voorgelegd op 5 oktober 1978. Zijn bemerkingen werden ons overgemaakt op 29 januari 1979.

De regeringscrisis, die bekend zijn, waren er sindsdien oorzaak van dat het ontwerp pas op 9 november 1979 kon worden voorgelegd aan de Ministerraad. Sedert 5 december 1979 is het ontwerp neergelegd bij de Kamer.

\*\*

Hetzelfde lid heeft de nadruk gelegd op het belang van de werkzaamheden op het gebied van de éénmaking van het recht in het kader van Benelux, en heeft gewezen op de rol die deze éénmaking kan spelen in een ruimer opgevat internationaal kader.

De Minister zegt hieromtrent dat sedert zijn aanstelling op het departement van Justitie hij talrijke kontakten heeft gehad met de voorzitter van de Commissie voor de éénmaking van het recht. Verschillende maatregelen werden getroffen om het rendement van die commissie op te drijven en om tot een betere coördinatie te komen tussen die werkzaamheden en de regeringsdoeleinden.

Het departement heeft regelmatig kontakt met de departementen van Justitie van Nederland en van het Groot-hertogdom Luxemburg. Hij dringt nogmaals aan opdat de opmerkingen aangaande het ontwerp van overeenkomst betreffende de nakoming van verbintenissen zo spoedig mogelijk zou worden toegezonden aan voormelde Commissie.

#### b) *De huurwetgeving*

Een lid dringt aan op een spoedige goedkeuring van het ontwerp van wet betreffende de huurovereenkomsten en vreest voor elke vertraging die zou leiden tot een verlenging van de uitzonderingswetten inzake huurovereenkomsten.

De Minister verwijst in dit verband andermaal naar zijn inleidende uiteenzetting waarin wordt gewag gemaakt van de vooruitgang inzake behandeling van dit ontwerp.

De Commissie voor de Justitie van de Kamer moet de door de Raad van State gemaakte opmerkingen nog onderzoeken.

Die Commissie zal weldra het onderzoek van het ontwerp van wet betreffende de politierechtbanken — eveneens een

elle s'occupera ensuite des contrats de louage, de sorte que l'on peut s'attendre à ce que le projet concernant cette matière soit assez rapidement transmis au Sénat.

c) *La réforme de la procédure pénale*

Le Ministre renvoie à la réponse détaillée qu'il a donnée à ce sujet à M. Calewaert en séance publique du Sénat le 19 janvier 1978 (*Annales parlementaires* 1978, n° 21, p. 583).

d) *Accidents de la circulation*

Un membre fait état des travaux de la Commission des « Accidents de la circulation », qui avait été créée au sein du département de la Justice, et il aimeraient savoir quelles suites ont été données aux conclusions auxquelles a abouti cette Commission.

Le Ministre déclare que cette commission, qui avait été créée sur l'initiative du Ministre Wigny, était chargée d'examiner les problèmes posés par les accidents de la circulation en matière de responsabilité, d'assurances et d'indemnisation des victimes, et cela à la suite de l'intérêt manifesté pour le projet du professeur Tunc de la Faculté de droit de Paris, qui impliquait l'intervention de l'assurance pour tout dommage causé ou subi par les véhicules hors de cas limitativement déterminés.

Cette commission, qui a pourtant tenu une trentaine de réunions, n'a pu aboutir à une proposition de solution.

Les membres sont restés partagés entre une responsabilité fondée sur la faute, une responsabilité sans faute ou purement causale et plusieurs systèmes intermédiaires.

Il n'a donc pas été possible de dégager une proposition de réforme des travaux de cette commission.

\*\*

Un autre membre fait une suggestion pour le règlement des accidents de roulage ayant exclusivement causé des dégâts matériels. Il se demande si l'on ne pourrait pas trouver une méthode plus rapide en matière de constat.

Le Ministre répond que ce problème a été débattu au sein de la Commission pour les problèmes de police.

Il a été décidé de soumettre la question au Conseil supérieur de la Sécurité routière.

e) *Vente de biens immeubles appartenant à des incapables*

Un commissaire attire l'attention sur le fait qu'il avait déposé le 11 avril 1979 une proposition de loi autorisant dans certains cas la vente de gré à gré d'immeubles appartenant à des incapables et que le Ministre a déposé le 5 décembre 1979 un projet de loi ayant le même objet.

A ce propos, le Ministre signale que la procédure d'approbation et de consultation concernant ce projet était déjà en cours lorsqu'il eut connaissance de la proposition de loi déposée par l'intervenant.

zeer dringend ontwerp — afronden en zal zich daarna intalen met de huurovereenkomsten, zodat mag verwacht worden dat het ontwerp vrij vlug bij de Senaat zal kunnen worden ingediend.

c) *De hervorming van het strafprocesrecht*

De Minister verwijst naar het uitvoerig antwoord dat hij gegeven heeft tijdens de openbare vergadering van de Senaat van 19 januari 1978 aan de heer Calewaert (Parl. handelingen 1978, nr. 21, blz. 583).

d) *Verkeersongevallen*

Een commissielid spreekt over de werkzaamheden van de Commissie « Verkeersongevallen », die was ingesteld in het departement van Justitie, en hij vraagt welk gevolg gegeven is aan de conclusies van die Commissie.

De Minister verklaart dat die Commissie, tot stand gekomen op initiatief van Minister Wigny, belast was met het onderzoek van de problemen die verkeersongevallen doen rijzen inzake aansprakelijkheid, verzekering en schadeloosstelling van de slachtoffers, als gevolg van de belangstelling voor het plan van professor Tunc van de Rechtsfaculteit van Parijs, dat voorzag in verzekering voor elke schade veroorzaakt of geleden door voertuigen, buiten beperkend vastgestelde gevallen.

Die Commissie heeft een dertigtal vergaderingen gehouden, maar geen voorstel van oplossing kunnen bereiken.

De leden van die Commissie zijn verdeeld gebleven tussen aansprakelijkheid wegens fout, aansprakelijkheid zonder fout of zuiver causaal en verscheidene tussenliggende stelsels.

Het is dus niet mogelijk geweest uit de werkzaamheden van die Commissie een voorstel tot hervorming naar voren te brengen.

\*\*

Een ander lid suggereert een regeling voor de verkeersongevallen met uitsluitend materiële schade. Hij vraagt zich af of men geen vlotte manier van vaststelling kan uitdenken.

De Minister antwoordt hierop dat dit probleem werd besproken in de Commissie voor de problemen der politiekorpsen.

Er werd besloten die kwestie voor te leggen aan de Hoge Raad voor de Verkeersveiligheid.

e) *Verkoop van onroerende goederen van onbekwamen*

Een lid van de Commissie vestigt de aandacht op het feit dat hij op 11 april 1979 een voorstel van wet heeft neergelegd dat de onderhandse verkoop beoogt van onroerende goederen, die toebehoren aan onbekwamen en dat met hetzelfde doel een wetsontwerp door de Minister werd neergelegd op 5 december 1979.

De Minister verklaart in dit verband dat de goedkeurings- en consultatieprocedure voor dit ontwerp reeds gestart was toen hij kennis kreeg van het wetsvoorstel van dit lid van de Commissie.

En effet, le projet de loi avait été approuvé par le Conseil des Ministres dès le 15 septembre 1978, c'est-à-dire avant le dépôt de la proposition. Il a été transmis au Conseil d'Etat le 29 septembre 1978. Par suite du changement de Gouvernement, il a été soumis à nouveau au Conseil des Ministres après avoir été adapté, compte tenu de l'avis du Conseil d'Etat, en vue de son dépôt au Parlement.

Il n'est pas d'usage de renoncer à un projet de loi approuvé par le Gouvernement et déposé au Parlement parce qu'une proposition de loi relative à la même matière a été déposée ultérieurement.

### VIII. Justice et presse

Comme nous l'avons déjà dit, la Commission a été tout spécialement attentive aux relations entre la justice et la presse.

Un commissaire considère comme extrêmement grave que des personnes subissent un préjudice, souvent presque irréparable, du seul fait de la révélation, pour le moins prématûrée, par les moyens de communication de certaines mesures judiciaires telle que des perquisitions, des mandats d'amener exécutés par la police ou la gendarmerie, des arrestations, etc. On peut d'ailleurs se demander d'où viennent de telles informations, qui les communique et de quel droit. La loi prévoit en effet que l'enquête judiciaire et l'instruction préparatoire (information du parquet) sont secrètes.

Actuellement, il arrive même de temps en temps que des magistrats « reçoivent la presse » ! On connaît même un cas où des avocats se sont laissés interroger par des journalistes.

Il ne saurait évidemment être question d'entraver les activités de la presse et des autres moyens de communication, mais il faudrait bien qu'un minimum de règles soient respectées en la matière. Une initiative législative ne s'indiquerait-elle pas pour définir de telles normes ?

#### Réponse du Ministre :

1. Les polémiques parfois vives contre l'appareil judiciaire, l'Administration des établissements pénitentiaires ou la Sûreté de l'Etat n'ont certes pas échappé à l'attention du Ministre.

Ces polémiques n'ont d'ailleurs pas épargné le Ministre de la Justice lui-même.

A cet égard, le Ministre tient d'abord à souligner que la liberté de la presse est évidemment l'un de nos droits fondamentaux et que, par conséquent, il n'a nullement l'intention de contester le droit à la critique dont disposent les moyens d'information.

Mais d'autre part, il est extrêmement regrettable que récemment, certaines critiques aient notamment préjugé du résultat d'enquêtes judiciaires encore en cours et que, de plus, ces critiques ne témoignent certes pas toujours de la connaissance des faits et de l'objectivité requises.

En outre, il est totalement inadmissible que des magistrats ou des membres d'administrations relevant de l'autorité du Ministre fassent l'objet d'attaques personnelles.

Het wetsontwerp was immers reeds op 15 september 1978 door de Ministerraad aanvaard, d.w.z. vóór de neerlegging van het wetsvoorstel. Het werd aan de Raad van State overgemaakt op 29 september 1978. Wegens de regeringswijziging werd het opnieuw aan de Ministerraad voorgelegd nadat het met het oog op de neerlegging bij het Parlement, was aangepast aan het advies van de Raad van State.

Het is niet de gewoonte te verzaken aan een wetsontwerp dat door de Regering is goedgekeurd en neergelegd bij het Parlement wegens een wetsvoorstel dat later met betrekking tot hetzelfde thema wordt neergelegd.

### VIII. Justitie en pers

Zoals reeds vermeld heeft de relatie « Justitie en Pers » een bijzondere aandacht en belangstelling genoten in de Commissie.

Een lid vindt het erg bedenkelijk dat personen vaak haast onherstelbare schade ondergaan door ten minste voorbarige publicatie in de media van gerechtelijke maatregelen zoals huiszoeken, voorleiding door politie of rijkswacht, aanhouding, enz. Men kan zich trouwens de vraag stellen waar men zulke berichten haalt, wie de gegevens verstrekkt en uit naam van welk recht. Het gerechtelijk onderzoek en het zogenoemd vooronderzoek (informatie van het parket) zijn immers volgens de wet geheim.

Op dit ogenblik gebeurt het zelfs meer dat magistraten « de pers ontvangen » ! Er is zelfs een geval bekend waar advocaten de pers te woord staan.

Men wil vanzelfsprekend niet de pers en de media aan banden leggen, maar het ontbreekt desbetreffend aan een minimum van normen. Zou het niet aangewezen zijn dat een wetgevend initiatief wordt genomen ?

#### Antwoord van de Minister :

1. De soms hevige polemiek tegen het gerechtelijk apparaat, het Bestuur der Strafinrichtingen, de Veiligheid van de Staat, zijn beslist niet aan de aandacht van de Minister ontsnapt.

Trouwens, ook de Minister van Justitie werd hierin niet gespaard.

In dit verband wenst de Minister vooreerst te beklemtonen dat de persvrijheid uiteraard behoort tot een van onze fundamentele rechten en dat hij derhalve geenszins het recht op kritiek vanwege de massa-media wenst te betwisten.

Doch anderzijds moet ten zeerste worden betreurd dat de laatste tijd sommige kritiek onder meer vooruitloopt op nog aanhangig zijnde gerechtelijke onderzoeken en voorzeker ook niet steeds getuigt van de vereiste feitenkennis en objectiviteit.

Bovendien kan er geenszins worden ingestemd met persoonlijke aanvallen tegen magistraten of leden van de administraties die ressorteren onder de bevoegdheid van de Minister.

Ici également, une certaine protection de la personne humaine est bien nécessaire.

Aussi le Ministre estime-t-il que, dans l'intérêt même de la liberté de la presse, il est indispensable d'examiner les moyens de réorganiser sur de nouvelles bases, les relations entre la presse, les autorités judiciaires, les services de police et son administration, ce qui requiert une coopération positive entre toutes les parties en présence.

Le Ministre a d'ailleurs déjà abordé ce problème avec les procureurs généraux et il reprendra bientôt ses entretiens à ce sujet.

2. Quant à la question des relations entre la presse et les justiciables, le Ministre déclare qu'il n'entend nullement contester le droit des moyens de communication à la critique.

Mais il estime aussi qu'il est absolument inacceptable de donner une publicité sans réserve au cas de personnes impliquées, comme inculpées ou susceptibles d'être inculpées, dans des informations ou des instructions judiciaires et que ces personnes ont droit, tout autant que les autres, à la protection de leur vie privée.

C'est pourquoi il considère que, compte tenu du droit fondamental à la liberté de la presse, la question posée par l'intervenant porte essentiellement sur la déontologie à respecter dans ce domaine.

Le Ministre est préoccupé par ce problème et il a déjà eu divers entretiens et contacts à ce sujet avec les procureurs généraux, afin d'examiner comment, eu égard à l'évolution de la société, aux techniques nouvelles et au rôle des moyens de communication de masse, toutes ces questions pourraient être résolues et s'il n'y a pas lieu de redéfinir la déontologie applicable en la matière.

Ces entretiens et contacts seront d'ailleurs étendus sous peu, notamment à l'Ordre national des Avocats, aux représentants de la presse, etc.

Ce n'est qu'ensuite que l'on pourra voir si des mesures législatives complémentaires s'imposent.

\*\*

Un membre interroge le Ministre au sujet de la publication récente d'une microphotographie ayant trait à une pièce à conviction du dossier d'une instruction en cours. L'intervenant se demande comment pareille chose peut arriver et comment certaines personnes peuvent se livrer impunément à de tels agissements.

Le Ministre déclare à ce sujet qu'un hebdomadaire a en effet publié des documents qu'il a obtenus dans des conditions que l'instruction en cours s'efforce d'établir.

Si le parquet détermine sur quelle base une instruction doit être ouverte, rien n'empêche le juge d'instruction d'étendre ses investigations à d'autres infractions.

Il appartiendra à la juridiction d'instruction compétente de décider, au terme de l'instruction, s'il y a délit de presse

Een stuk bescherming van de persoonlijke levenssfeer is ook, op dit terrein, noodzakelijk.

De Minister is dan ook de mening toegedaan dat het in het belang van deze persvrijheid onontbeerlijk is na te gaan hoe de betrekkingen tussen pers, gerechtelijke overheden, politiediensten en zijn administratie op een nieuwe leest kunnen geschoeid worden, waarvoor een positieve samenwerking tussen alle betrokken partijen geboden is.

De Minister heeft trouwens dit probleem reeds aangesneden met de procureurs-generaal en zal kortelings de besprekingen over deze materie voortzetten.

2. In verband met het probleem van de verhouding « pers en rechtshorigen » verklaart de Minister dat hij geenszins het recht op kritiek vanwege de massa-media wenst te betwisten.

Doch hij is ook van mening dat een ongebreidelde publiciteit met betrekking tot personen die als verdachten of mogelijke verdachten in opsporings- of gerechtelijke onderzoeken betrokken worden, beslist onaanvaardbaar is en dat ook zij recht hebben op bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

De vraag van het lid behelst z.i. dan ook, rekening houdend met het fundamenteel recht op persvrijheid, in de eerste plaats de deontologie die op dat gebied moet gevolgd worden.

De Minister is bekommert over deze kwestie en had met betrekking tot deze materie reeds verschillende gesprekken en kontakten met de procureurs-generaal, ten einde na te gaan hoe in het licht van het nieuwe maatschappijbeeld, de nieuwe technieken en de rol van de massa-media, deze problematiek kan ondervangen worden en of er geen aanleiding bestaat tot het herdefiniëren van de deontologie op dat vlak.

Deze gesprekken en kontakten zullen trouwens kortelings o.m. uitgebreid worden tot de Nationale Orde van de Advocaten, vertegenwoordigers van de pers enz.

Slechts nadien zal kunnen uitgemaakt worden of aanvullende wetgevende maatregelen zich opdringen.

\*\*

Een lid ondervraagt de Minister over een recente publicatie van een microfoto die betrekking had op een bewijsstuk uit een dossier van een hangend strafonderzoek. Het lid vraagt zich af hoe zoets mogelijk is en dat dit zomaar kan gebeuren zonder gevolg.

De Minister verklaart hierover dat een weekblad inderdaad stukken gepubliceerd heeft, die het verkregen heeft onder omstandigheden welke het aan de gang zijnde onderzoek tracht te achterhalen.

Hoewel het parket bepaalt op welke basis een onderzoek moet worden geopend, verhindert niets de onderzoeksrechter zijn opsporingen uit te breiden tot andere misdrijven.

Het zal de taak van het bevoegde onderzoeksgerecht zijn om na afloop van het onderzoek te beslissen of het al dan

ou non. Dans l'affirmative, la Cour d'assises en sera saisie, ainsi que des délits connexes à cette prévention.

Le Ministre ne possède aucun élément lui permettant d'ordonner des poursuites, par application de l'article 274 du Code d'instruction criminelle, pour atteinte portée par des fonctionnaires publics aux droits garantis par la Constitution.

### **IX. Justice et informatique**

Plusieurs membres ont posé des questions au Ministre sur l'utilisation de l'informatique dans notre politique de la justice.

#### *a) Informatique*

Le Ministre fait la déclaration suivante :

Il est évident que les techniques modernes du traitement des données ne peuvent être négligées dans le classement et dans l'usage de l'importante documentation qui relève du domaine de la police judiciaire.

En 1974 déjà, il a été créé au sein du département de la Justice un comité de concertation présidé par un directeur général et dans lequel sont représentés des membres du parquet et de la gendarmerie.

Ce comité de concertation est essentiellement chargé d'éviter les doubles emplois dans l'utilisation des ordinateurs, dont l'un est installé à la gendarmerie et l'autre au Ministère de la Justice.

Le comité a une compétence de décision quant à la gestion et à l'exploitation des deux centres et du réseau, en tant qu'elle concerne l'informatique policière.

Quant aux données relatives à la police judiciaire, ce comité a une mission d'avis aux procureurs généraux, à qui il appartient d'user de leurs prérogatives en la matière.

Cette mission porte sur :

1. les propositions tendant à automatiser des données dont la nature serait précisée et, partant, la façon dont celles-ci seraient recueillies et quelles seraient les polices appelées à coopérer à cette collecte;

2. les moyens permettant de contrôler l'enregistrement de ces données en ordinateur, notamment sur le respect de la vie privée;

3. les propositions tendant à la diffusion des données et à l'accès aux mémoires qui les contiennent, en raison de la qualité des utilisateurs et de la nature des informations.

\*\*

#### *b) CREDOC*

Un membre demande si la mise en place d'un système d'informatique juridique au département de la Justice ne fait pas double emploi avec le CREDOC.

niet gaat om een persmisdrif. In bevestigend geval zal het misdrif alsmede de misdrijven die samenhangen met het te laste gelegde, worden aanhangig gemaakt bij het Assisenhof.

De Minister bezit geen enkel element dat hem toestaat vervolging te gelasten met toepassing van artikel 274 van het Wetboek van Strafvordering, wegens schending van door de Grondwet gewaarborgde rechten door openbare ambtenaren.

### **IX. Justitie en informatica**

Enkele leden hebben aan de Minister vragen gesteld over de aanwending van de informatica in het justitiebeleid in dit land.

#### *a) Informatica*

De Minister verklaart wat volgt :

Het spreekt vanzelf dat de moderne technieken van dataverwerking niet over het hoofd mogen worden gezien bij de rangschikking en het gebruik van de omvangrijke documentatie van de gerechtelijke politie.

In 1974 reeds werd in het departement van Justitie een overlegcomité opgericht, voorgezeten door een directeur-generaal, en waarin leden van het parket en de rijkswacht zitting hebben.

Dit overlegcomité is in de eerste plaats belast met het voorkomen van overlappenden bij het gebruik van de computers, waarvan een bij de Rijkswacht is opgesteld en de andere in het Ministerie van Justitie.

Het comité heeft beslissingsbevoegdheid voor het beheer en de exploitatie van de twee centra en van het net, voor zover het de informatica op politieel vlak betreft.

Voor de gegevens in verband met de gerechtelijke politie heeft het comité een adviserende opdracht ten dienste van de procureurs-generaal, die hun bevoegdheden ter zake dienen uit te oefenen.

Die opdracht heeft betrekking op :

1. de voorstellen inzake automatisering van de gegevens, waarvan de aard omschreven zal worden, en dus ook de wijze waarop die gegevens zullen worden verzameld en welke politiediensten bij die inzameling zullen meewerken;

2. de middelen om toezicht uit te oefenen op de registratie van die gegevens in de computer, meer bepaald in verband met de eerbied voor het privé-leven;

3. de voorstellen voor de verspreiding van de gegevens en de toegang tot de geheugens waarin ze zijn opgeslagen, volgens de hoedanigheid van de gebruikers en de aard van de inlichtingen.

\*\*

#### *b) CREDOC*

Een lid stelt de vraag of het uitbouwen van een systeem van juridische informatica op het departement van Justitie geen dubbel gebruik uitmaakt met CREDOC.

Au niveau de la documentation juridique, les deux systèmes ont une finalité différente.

Le CREDOC est axé sur la documentation jurisprudentielle et se spécialise dans certains secteurs bien déterminés du droit.

Le système d'informatique juridique qui est en voie d'élaboration au département de la Justice vise à constituer une collection de tous les textes législatifs et réglementaires, quel que soit le domaine juridique concerné.

Dans une phase ultérieure, il comprendra en outre la jurisprudence relative à ces textes.

On peut en effet se demander si le CREDOC n'aurait pu envisager d'intégrer dans son système l'ensemble de la documentation concernant les textes législatifs et réglementaires.

Cette opération fort onéreuse n'est pas rentable pour un organisme privé et le CREDOC ne pourrait peut-être pas supporter les dépenses indispensables.

Le Ministère de la Justice a d'ailleurs plus de ressources pour mener à bien une telle opération, puisqu'il dispose des services du *Moniteur belge* et qu'il peut, de ce fait, grâce à l'utilisation du procédé de photocomposition, obtenir rapidement tous les textes officiels destinés à être publiés.

Le Ministre tient d'ailleurs à souligner qu'en sa qualité d'administrateur-directeur du CREDOC, M. Houtart fait partie du groupe de travail chargé d'émettre un avis sur la mise en place d'un système d'informatique juridique au département de la Justice.

L'étude de ce système a été confiée au bureau.

\*\*

L'intervenant se demande s'il se justifie encore d'accorder une subvention au CREDOC.

Le Ministre rappelle que c'est en 1969, que pour la première fois, une subvention de l'Etat de 2 millions de francs a été octroyée au CREDOC.

En contrepartie, cet organisme s'est engagé à répondre gratuitement aux demandes de documentation de la part du département et des membres de la magistrature.

Pour l'année 1979, il est prévu que, par le biais du feuilleton d'ajustement, la subvention initiale sera ramenée de 1,5 million de francs à 1 million de francs.

Dès à présent, d'ailleurs, le CREDOC fait des bénéfices, bien que ce soit dans d'autres secteurs.

En ce qui concerne l'informatique juridique au sein de son département, le Ministre espère qu'une première phase, qui sera une période d'essai, sera réalisée en octobre 1980. Afin de rendre la chose possible, on s'est limité à un seul secteur du droit, à savoir le droit social.

Les lignes de force de cette première phase ont été exposées dans la note de politique.

Op het vlak van de juridische documentatie hebben de twee systemen een onderscheiden finaliteit.

CREDOC is gericht op de jurisprudentiële documentatie en spits zich toe op sommige welbepaalde rechtskundige sectoren.

Het juridische informaticasysteem dat op het departement van Justitie wordt uitgewerkt beoogt de verzameling van alle wetgevende en reglementaire teksten wat ook het betrokken rechtsdomein moge zijn.

In een latere fase zal het ook de jurisprudentie betreffende die teksten omvatten.

Men kan zich inderdaad de vraag stellen of CREDOC niet had kunnen overwegen alle documentatie betreffende de wetgevende en reglementaire teksten op te nemen.

Die hoge kosten vergende verrichting is niet lonend voor een privé-instelling en CREDOC zou deze wellicht niet kunnen dragen.

Voor dergelijke operatie heeft het Ministerie van Justitie overigens meer mogelijkheden daar het beschikt over de diensten van het *Belgisch Staatsblad* en daardoor, dank zij het gebruik van het procédé van fotocompositie snel in het bezit is van alle officiële tekst die voor publicatie zijn bestemd.

De Minister wil er trouwens op wijzen dat de heer Houtart als administrateur-directeur van CREDOC, lid is van de werkgroep die advies moet uitbrengen over het uitwerken van een systeem van juridische informatica op het departement van Justitie.

Het in studie nemen van een juridische informaticasysteem op het departement van Justitie werd toevertrouwd aan het bureau Van Dyck.

\*\*

Hetzelfde lid vraagt zich af of het nog opgaat een toelage toe te kennen aan CREDOC.

De Minister herinnert er aan dat voor de eerste maal in 1969 aan CREDOC een staatstoelage van 2 miljoen frank werd toegekend.

Als tegenprestatie verbond dit organisme er zich toe gratis de documentatievragen vanwege het departement en de leden van de magistratuur te beantwoorden.

Voor het jaar 1979 wordt voorzien om via het aanpassingsblad, de aanzankelijk voorziene toelage van 1,5 miljoen frank te verminderen tot 1 miljoen frank.

CREDOC verwezenlijkt overigens reeds winsten, zij het in andere domeinen.

Wat de juridische informatica in zijn departement betreft, hoopt de Minister dat een eerste fase, die een proefperiode is, in oktober 1980 zal gerealiseerd zijn. Om dit mogelijk te maken heeft men zich beperkt tot één enkele sector van het recht, namelijk het sociaal recht.

De krachtlijnen hiervan werden uiteengezet in de beleidsnota.









la section « Formation et perfectionnement » de l’Institut, à la date qui sera fixée par Notre Ministre de la Justice. A cette date, elle prendra la dénomination « Ecole de criminalistique » et son siège sera celui de l’Institut. »

Il y a lieu de noter qu’il est uniquement question d’étudier les plans des bâtiments de cet Institut en 1980.

4. Enfin, le commissaire demande des renseignements au sujet du fonctionnement et du subventionnement du Centre national d’étude de criminalité.

Réponse du Ministre :

Le Centre national de criminologie a été créé le 8 mars 1965 en application d’une convention conclue entre le Gouvernement, représenté par le Ministre de la Justice (M. Wigny), et l’« Institut de Sociologie », représenté par son directeur et par le directeur du « Centre de recherches et travaux de criminologie » qui y est attaché (MM. A. Doucy et H. Bekaert).

Ce Centre a été créé en vue de promouvoir :

a) l’étude des moyens de prévention de la criminalité;  
 b) l’étude de la criminalité, de ses causes et de ses conséquences et des moyens de lutte contre celle-ci, pour pouvoir contrôler l’efficacité des lois en matière pénale et pour mettre éventuellement au point de nouvelles dispositions (Doc. Sénat 129 (1963-1964) p. 15).

### XIII. Accords internationaux en matière de coordination des polices

En réponse à la question posée par un membre, le Ministre fournit les renseignements suivants sur les accords internationaux relatifs à la coopération des polices :

1. L’Organisation internationale de police criminelle, c'est-à-dire l’Interpol, vise à coordonner l’activité des polices au niveau international.

L’article 2 de son statut porte en effet que l’Interpol a pour buts :

a) d’assurer et de développer l’assistance réciproque la plus large de toutes les autorités de police criminelle dans le cadre des lois existant dans les différents pays, et dans l’esprit de la Déclaration universelle des droits de l’homme;

b) d’établir et de développer toutes les institutions capables de contribuer efficacement à la prévention et à la répression des infractions de droit commun.

Néanmoins, l’article 3 de son statut lui interdit toute activité ou intervention dans les questions ou affaires présentant un caractère politique, militaire, religieux ou racial.

zal geïntegreerd worden in de afdeling « Vorming en Vervolmaking » van het Instituut op de datum die door de Minister van Justitie zal worden bepaald. Op die datum zal zij de naam aannemen van « School voor Criminalistiek » en zal haar zetel deze van het Instituut zijn. »

Er dient aangemerkt te worden dat er slechts sprake is van het bestuderen in 1980 van de plannen van de gebouwen van dit Instituut.

4. Tenslotte vraagt het lid gegevens over werking van en toelagen aan het Nationaal Centrum voor Criminologie.

Antwoord van de Minister :

Het Nationaal Centrum voor Criminologie is op 8 maart 1965 opgericht door middel van een overeenkomst aangaan tussen de Regering, vertegenwoordigd door de Minister van Justitie (de heer Wigny), en het « Institut de Sociologie », vertegenwoordigd door de directeur ervan en door de directeur van het daaraan verbonden « Centre de recherches et travaux criminologiques » (de heren A. Doucy en H. Bekaert).

Dit Centrum is opgericht ter bevordering van :

a) de studie van de middelen ter voorkoming van de misdaad;

b) de studie van de misdaad, de oorzaken en gevolgen ervan en de bestrijdingsmiddelen ten einde de doeltreffendheid van de wetten in strafzaken te kunnen controleren en eventueel nieuwe bepalingen voor te bereiden (Gedr. St. Senaat nr. 129 (1963-1964), blz. 15).

### XIII. Internationale akkoorden over de coordinatie van de politie

Op vraag van een lid verstrekt de Minister volgende toelichting over de internationale akkoorden over de samenwerking van de politie :

1. De Internationale Organisatie van de criminale politie, d.w.z. Interpol, wil de werkzaamheden van de politie op internationaal vlak coördineren.

Volgens artikel 2 van zijn statuten heeft Interpol immers tot doel :

a) het verzekeren en ontwikkelen in zo ruim mogelijke mate van de wederzijdse rechtshulp tussen alle autoriteiten van de criminale politie binnen het raam van de wetten die in de verschillende landen gelden en in de geest van de Universele Verklaring van de rechten van de mens;

b) het oprichten en ontwikkelen van alle instellingen die doeltreffend kunnen meewerken aan het voorkomen en bestrijden van strafbare feiten naar de gewone wet.

Artikel 3 van de statuten verbiedt Interpol evenwel werkzaamheden te ontplooien of op te treden in zaken of aangelegenheden van politieke, militaire, religieuze of raciale aard.

L'Interpol exerce principalement ses activités dans le cadre de la répression des infractions. Il constitue un atout efficace dans la lutte contre la criminalité.

2. Le Conseil européen, réuni à Rome les 1<sup>er</sup> et 2 décembre 1975, a décidé d'inviter les Ministres de l'Intérieur et ceux de la Justice ayant une compétence similaire, à prendre des mesures en vue de lutter contre le terrorisme ou de le prévenir.

Les activités de ce groupe, dénommé TREVI, se sont poursuivies sans désemparer, plus particulièrement au niveau de la prévention de la délinquance grave sous toutes ses formes.

3. Le Ministre croit aussi devoir rappeler que la Belgique a conclu des accords internationaux d'entraide judiciaire, tels que le traité d'extradition et d'entraide judiciaire Benelux (loi du 1<sup>er</sup> juin 1964) et la Convention européenne d'entraide judiciaire (loi du 19 juillet 1975).

Les commissions rogatoires exécutées dans le cadre de ces conventions et d'accords bilatéraux constituent, à l'intervention des autorités judiciaires, une forme de coopération qui rejaillit sur la coopération des polices par la communication de pièces à conviction, de dossiers ou de documents.

#### XIV. Divers

Pour être complet, je tiens à donner connaissance d'un certain nombre de questions posées par des membres et des réponses fournies par le Ministre qui concernent des matières fort divergentes et qu'il s'avère impossible de classer sous l'une des rubriques ci-dessus.

##### *1. Politisation des nominations à des fonctions dirigeantes dans l'administration*

Un membre s'inquiète des difficultés qui pourront se présenter lors de la nomination de fonctionnaires dirigeants dans l'administration.

Le Ministre déclare qu'il est exact que la fonction de Secrétaire général au Ministère de la Justice a été déclarée vacante en septembre 1978, que le Secrétaire général a été nommé en date du 6 février 1980 et que l'intérim a été assuré par le directeur général ayant la plus grande ancienneté.

Chacun sait que les nominations de Secrétaires généraux font l'objet d'une décision gouvernementale et que ceux-ci sont nommés par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

En conséquence, il est presque normal que ces nominations prennent un certain temps.

Le Ministre rappelle que la nomination du Secrétaire général précédent a eu lieu le 13 juin 1969, alors que la fonction était déjà vacante depuis le 17 mars 1968, c'est-à-dire depuis 15 mois.

De werkzaamheden van Interpol zijn vooral gericht op het bestrijden van strafbare feiten. De organisatie is een sterke troef in de bestrijding van de criminaliteit.

2. De Europese Raad heeft op zijn vergadering van 1 en 2 december 1975 te Rome besloten aan de Ministers van Binnenlandse Zaken en de Ministers van Justitie met dezelfde bevoegdheid, te vragen maatregelen te nemen ter bestrijding of ter voorkoming van het terrorisme.

Deze groep, genaamd TREVI, is onverwijd begonnen met zijn werkzaamheden, inzonderheid op het vlak van de voorkoming van de zware criminaliteit in al haar vormen.

3. Ik meen ook in herinnering te moeten brengen dat België internationale overeenkomsten betreffende wederzijdse rechtshulp heeft gesloten, zoals het Benelux-verdrag aangaande uitlevering en de rechtshulp in strafzaken (wet van 1 juni 1964) en het Europees Verdrag aangaande de wederzijdse rechtshulp in strafzaken (wet van 19 juli 1975).

De ambtelijke opdrachten uitgevoerd overeenkomstig die verdragen en de bilaterale akkoorden, zijn door de medewerking van de rechterlijke autoriteiten een vorm van samenwerking die neerkomt op samenwerking van de politie door de toezending van overtuigingsstukken, van dossiers of van documenten.

#### XIV. Varia

Volledigheidshalve wil ik kennis geven van een aantal vragen van leden en de antwoorden van de Minister betreffende zeer uiteenlopende materies, waarvan het niet mogelijk blijkt deze onder de hogere rubrieken te brengen.

##### *1. Politisering van de topbenoemingen in de administratie*

Een lid maakt zich bezorgd over de moeilijkheden die zich zouden voordoen bij de benoeming van topambtenaren in de administratie.

De Minister verklaart dat het juist is dat de functie van Secretaris-Generaal in het Ministerie van Justitie open verklaard werd in september 1978 en dat de benoeming van bedoelde Secretaris-Generaal is gebeurd op 6 februari 1980 en dat intussen het interim werd verzekerd door de directeurs-generaal met de grootste ancienniteit.

Iedereen weet dat de benoemingen van Secretarissen-Generaal het voorwerp uitmaken van een Regeringsbelissing en dat zij worden benoemd bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

Dienvolgens is het bijna normaal dat deze benoemingen enige tijd aanslepen.

De Minister herinnert eraan dat de benoeming van de voorgaande Secretaris-Generaal is gebeurd op 13 juni 1969, daar waar de plaats reeds sedert 17 maart 1968 vacant was, d.w.z. 15 maanden.

**2. Données relatives aux actes de violence et aux assassinats, plus particulièrement avec récidive**

Un membre demande des données concrètes et même chiffrées, si possible, au sujet des actes de violence en général et des récidives en matière de meurtres et d'assassinats.

Le Ministre répond qu'en ce qui concerne les actes de violence et, plus particulièrement, les meurtres et assassinats commis par des récidivistes, des aliénés ou des mineurs délinquants, il a demandé des renseignements précis aux autorités judiciaires.

Le Ministre ne manquera pas de les communiquer à l'honorable membre dès que possible.

**3. Sécurité nucléaire**

Un membre aimerait savoir quelles dispositions ont déjà été prises en vue d'assurer la sécurité nucléaire.

Réponse du Ministre :

Les tâches de la sécurité nucléaire ont déjà été décrites lors de la discussion de mes budgets antérieurs et je me permets de vous y renvoyer (Doc. Sénat, Session 1977-1978, 5.VI du 2-10 janvier 1978, p. 97, Doc. Chambre, Session 1978-1979, 4.VI 2-8 mai 1979, p. 44).

Les dispositions qui doivent être prises tant au niveau international que national en vue d'assurer la sécurité des personnes et des contrôles nucléaires, entraîneront une modification des structures de la sécurité nucléaire, dont les services sont actuellement surchargés.

**4. Crédits pour l'achat de matériel**

Un commissaire pose la question suivante : chaque année, on prévoit un crédit important pour l'achat de matériel. Quelle est la justification de ce poste ? Que fait-on du matériel usagé ?

Voici la réponse du Ministre :

1. Les crédits sont destinés aux administrations centrales suivantes et à leurs nombreux services extérieurs :

- Administration des établissements pénitentiaires;
- Sûreté publique et Sécurité nucléaire;
- Services judiciaires et Services de police judiciaire;
  
- Service de l'économat (pour les services centraux de la Justice).

Les crédits doivent servir au remplacement d'objets vétustes et usagés (meubles, matériel, machines, appareils, automobiles, etc.), à l'équipement de nouveaux membres du personnel et de locaux complémentaires, et à la modernisation des équipements.

**2. Gegevens over geweldpleging en moord, voornamelijk door recidive**

Een lid vraagt naar concrete gegevens, zelfs indien mogelijk, naar cijfergegevens over de geweldpleging in het algemeen en naar recidive inzake doodslag en moord.

De Minister antwoordt dat hij, wat de geweldpleging en meer in het bijzonder moord en doodslag betrifft die worden gepleegd door recidivisten, krankzinnigen of minderjarige delinkwachten, nauwkeurige inlichtingen heeft gevraagd aan de gerechtelijke overheid.

De Minister zal niet nalaten ze zo snel mogelijk mee te delen aan het geachte lid.

**3. Nucleaire veiligheid**

Een lid vraagt uitleg over de stand van zaken in verband met het verzekeren van de nucleaire veiligheid.

Antwoord van de Minister :

De taken van de nucleaire veiligheid werden reeds beschreven bij de besprekking van mijn vroegere begrotingen en ik ben zo vrij ernaar te verwijzen (Gedr. St. Senaat, Zitting 1977-1978, 5.VI 2-10 januari 1978, blz. 97; Gedr. St. Kamer, Zitting 1978-1979, 4.VI 2-8 mei 1979, blz. 44).

De maatregelen die zowel op internationaal als op nationaal vlak moeten worden genomen om de veiligheid van de personen en van de kerncontroles te bewerkstelligen, zullen een wijziging met zich mede brengen van de structuur der nucleaire veiligheid, waarvan de diensten thans overbelast zijn.

**4. Kredieten voor aankoop materiaal**

De vraag van een lid luidt als volgt : Ieder jaar wordt een hoog krediet ingetekend voor aankoop van materiaal. Hoe wordt dit gerechtvaardigd ? Wat wordt er gedaan met het verouderd materiaal ?

De Minister antwoordt :

1. De kredieten zijn bestemd voor de volgende centrale besturen en hun talrijke buitendiensten :

- Bestuur der Strafinrichtingen;
- Openbare Veiligheid en Kernveiligheid;
- Gerechtelijke diensten en diensten van Gerechtelijke Politie;
- Huishoudelijke dienst (voor de centrale diensten van Justitie).

Die kredieten moeten dienen voor de vervanging van verouderde en versleten voorwerpen (meubels, materieel, machines, apparaten, autovoertuigen, enz.), voor de uitrusting van de bijkomende personeelsleden en van de aanvullende lokalen, alsmede voor de modernisering van de uitrustingen.

2. Le matériel usagé est cédé à l'Administration des Domaines pour être vendu au profit de l'Etat.

#### *5. Appareillage destiné à l'enregistrement littéral*

Un membre aimeraient avoir des précisions au sujet de l'achat d'un appareillage destiné à l'enregistrement littéral de l'enquête.

Le Ministre donne la réponse suivante :

Un crédit de 1 million a été inscrit au budget pour l'achat de l'appareillage en question (p. 65 du programme justificatif).

S'il s'avérait donc utile d'organiser ledit enregistrement littéral — ce qui, comme vous le savez, implique qu'un arrêté royal soit pris dans le cadre de l'article 952 du Code judiciaire — le crédit en question permettrait la mise en route de cette activité.

#### *Dictaphones*

Depuis le dernier budget, mon département a fourni des dictaphones pour les tribunaux suivants :

Justice de paix de Vilvorde.

Tribunal de première instance d'Ypres.

Tribunal de Commerce de Verviers.

Justice de paix de Malines.

Justice de paix de Berchem.

Tribunal de première instance Tournai.

Tribunal de Commerce Namur.

Justice de paix deuxième canton Schaerbeek.

Tribunal de la Jeunesse Liège.

Justice de paix deuxième canton Bruges.

Justice de paix premier canton Gand.

Justice de paix Binche.

Justice de paix Fexhe-Slins.

Parquet du Procureur du Roi Courtrai.

Parquet du Procureur du Roi Liège.

Justice de paix Eupen.

Tribunal première instance Namur.

#### *6. Restaurant destiné au personnel du département*

Un membre de la Commission pose à ce propos les questions concrètes que voici :

Pourquoi un restaurant corporatif ? Quelles sont les possibilités d'accès ?

2. Het verouderd materieel wordt afgestaan aan het Bestuur der Domeinen om verkocht te worden ten bate van de Staat.

#### *5. Apparatuur voor woordelijke opname*

Een lid vraagt gegevens over de aanwerving van apparatuur voor woordelijke opname van getuigenverhoor.

De Minister antwoordt wat volgt :

In de begroting is voor het aanschaffen daarvan een krediet van 1 miljoen ingeschreven (blz. 65 verantwoordingsprogramma).

Indien het dus nuttig zou zijn over te gaan tot de organisatie van die woordelijke opname, waarvoor zoals u weet in het kader van artikel 952 van het Gerechtelijk Wetboek een koninklijk besluit moet getroffen worden, dan schept dit krediet de mogelijkheid hiermee een aanvang te maken.

#### *Dicteerapparaten*

Sedert de laatste begroting, heeft mijn departement, voor de volgende gerechten dicteerapparaten geleverd :

Vredegerecht Vilvoorde.

Rechtbank van eerste aanleg Ieper.

Rechtbank Koophandel Verviers.

Vredegerecht Mechelen.

Vredegerecht Berchem.

Rechtbank van eerste aanleg Doornik.

Rechtbank Koophandel Namen.

Vredegerecht tweede kanton Schaarbeek.

Jeugdrechtbank Luik.

Vredegerecht tweede kanton Brugge.

Vredegerecht eerste kanton Gent.

Vredegerecht Binche.

Vredegerecht Fexhe-Slins.

Parket van de Procureur des Konings Kortrijk.

Parket van de Procureur des Konings Luik.

Vredegerecht Eupen.

Rechtbank van eerste aanleg Namen.

#### *6. Restaurant voor het personeel van het departement*

Een lid van de Commissie stelt desbetreffend volgend concrete vragen :

Waarom een corporatief restaurant ? Welke zijn de toegangsmogelijkheden ?

**Réponse du Ministre :**

Le restaurant est accessible à tous les agents du Ministère de la Justice et des services judiciaires.

Le personnel occupé en province peut prendre ses repas dans un restaurant d'un autre service de l'Etat.

A défaut d'une telle possibilité, il est autorisé à prendre ses repas dans certains restaurants privés, moyennant intervention financière du département.

#### **D. DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES**

La Commission a examiné les articles au cours de ses réunions des 21 février, 12 juin, 24 septembre et 1<sup>er</sup> octobre 1980.

En raison du changement de Gouvernement survenu entre-temps, il m'a paru absolument nécessaire de suivre l'ordre chronologique dans la partie du présent rapport qui a trait à la discussion des articles. Chacune des réunions de la Commission y sera donc traitée séparément.

##### **I. Réunion du 21 février 1980**

Au moment où la Commission devait voter sur les articles, un membre a demandé de reporter ce vote afin qu'il puisse déposer un amendement concernant les conseillers laïques. On fit d'ailleurs observer que l'ordre du jour ne prévoyait pas de vote. Un autre commissaire a demandé quelle attitude le Gouvernement adopterait sur ce point dans le cadre de la discussion du budget. A son sens, le Ministre des Finances devrait inscrire le montant nécessaire au feuilleton d'ajustement du budget de 1980, ce montant n'ayant pas été prévu au budget initial.

Le Ministre répond que, comme il l'avait promis, il a eu plusieurs entretiens avec les intéressés au sujet des honoraires des conseillers laïques. Le projet de texte a été établi mais doit encore être soumis au Conseil des Ministres.

Le Ministre déclare en outre que le Gouvernement a décidé qu'il n'admettra d'amendements à aucun projet de budget. Comme il est d'usage, le feuilleton d'ajustement sera examiné vers le milieu de l'année en cours. A ce moment, le montant en question pourra éventuellement être prélevé sur un poste non épousé du budget. Le seul amendement à tous les budgets qui sera admis sera celui qui concerne les matières personnalisables.

Plusieurs commissaires insistent pour que le Gouvernement fixe très concrètement les crédits à prévoir en faveur des conseillers laïques, car il ne suffit pas d'une simple déclaration de principe. Aussi attend-on du Gouvernement qu'il propose un montant précis.

Un membre suggère que le Ministre dépose lui-même un amendement.

**Antwoord van de Minister :**

Het restaurant is toegankelijk voor alle personeelsleden van het Ministerie van Justitie en van de gerechtelijke diensten.

Het personeel dat werkzaam is in de provincie mag zijn maaltijden nemen in een restaurant van een andere Staatsdienst.

Bij gebrek aan zulke gelegenheid is het hem toegelaten zijn maaltijd te nemen in sommige private restaurants mits gedeeltelijke tussenkomst van het departement.

#### **D. BESPREKING VAN DE ARTIKELEN EN STEMMINGEN**

De Commissie heeft een besprekking gewijd aan de artikelen tijdens de vergaderingen welke plaatsvonden op 21 februari, 12 juni, 24 september en 1 oktober 1980.

Gelet op het ontslag van de vorige Regering en de vorming van de nieuwe Regering lijkt het mij absoluut nodig dat ik voor de besprekking van de artikelen een verslag opstel waarin de gegevens chronologisch voorkomen. Daarom zal ik verslag uitbrengen per commissiezitting.

##### **I. Zitting van 21 februari 1980**

Op het ogenblik dat de Commissie moest overgaan tot stemming over de artikelen werd door een lid van de Commissie gevraagd de stemming uit te stellen, om dit lid toe te laten een amendement in te dienen met betrekking tot de lekenconsulenten. Er werd hierbij bovendien opgemerkt dat op de agenda niet werd vermeld dat tot stemming zou worden overgegaan. Een ander lid van de Commissie vraagt welke houding de Regering desbetreffend zal aannemen in verband met de begroting. De Minister van Financiën moet het nodige bedrag voorzien in het bijblad van de begroting 1980, aangezien het oorspronkelijk niet voorzien werd.

De Minister verklaart hierop dat hij — zoals beloofd — verschillende gesprekken gehad heeft met de belanghebbenden in verband met de erelonen voor de lekenconsulenten. Het ontwerp van tekst is klaar en moet nog aan de Ministerieraad worden voorgelegd.

De Minister verklaart verder dat de Regering beslist heeft dat er op geen enkel ontwerp van begroting amendementen worden aanvaard. Zoals gewoonlijk, wordt het bijblad besproken rond de helft van het lopende jaar. Het bedrag kan dan evenwel afgenomen worden van een niet-uitgeputte post van de begroting. Het enige amendement op alle begrotingen dat wordt aanvaard, is het amendement betreffende de persoonsgebonden materies.

Door verschillende leden van de Commissie wordt erop aangedrongen dat de Regering zeer concreet zou vaststellen welke kredieten worden toegewezen voor de lekenconsulenten. Een beginselverklaring volstaat inderdaad niet. Men verwacht dan ook van de Regering dat een concreet bedrag zou worden voorgesteld.

Een lid van de Commissie stelt voor dat de Minister zelf een amendement zou indienen.

Le Ministre rappelle que le budget n'a d'autre portée que d'autoriser des dépenses, mais n'implique *aucune obligation à cet égard.*

Il ajoute que, de toute façon, la majoration des traitements des ministres de certains cultes ne peut être appliquée tant que le budget n'a pas été adopté.

Le Gouvernement ne peut refuser la demande de rémunération des conseillers laïques. Il fera d'ailleurs des propositions en ce sens. Le Ministre s'engage personnellement à faire voter le projet de texte, encore que tous ne soient pas d'accord à ce sujet.

Dès lors, le Ministre insiste pour que le budget soit adopté.

Plusieurs commissaires demandent instamment que le Gouvernement donne une réponse concrète; le Ministre propose alors de lui laisser un délai de réflexion de 15 jours, après quoi l'on voterait simultanément sur le budget, l'amendement et le rapport.

## II. Réunion du 12 juin 1980

### A. Exposé du Ministre

Le nouveau Ministre de la Justice expose ses intentions en ce qui concerne le budget du Département pour 1980.

#### 1. Antécédents

1.1. Le budget de la Justice pour 1980, tel qu'il avait été déposé au Parlement, prévoyait 16 823,9 millions en dépenses courantes et 154,6 millions en dépenses de capital.

1.2. Le 19 février 1980, le Gouvernement a présenté un amendement réinscrivant au budget de la Justice les crédits communautarisés pour les matières personnalisables (protection de la jeunesse, assistance sociale pénitentiaire et post-pénitentiaire). De ce fait, les dépenses courantes du budget de 1980 ont été majorées de 4 028,6 millions et atteignent un total de 20 852,5 millions de francs.

Le Ministre souligne l'importance de cet amendement. Par l'insertion de l'article 15 (nouveau) proposé, le Gouvernement sollicite du Parlement des facilités de répartition desdits crédits, dont l'article 16 (nouveau) proposé règle la gestion.

Ces crédits sont inscrits au budget de 1980 dans l'attente des résultats des travaux qui doivent permettre, d'une part, de définir avec précision les compétences en ce qui concerne les matières personnalisables et, d'autre part, de déterminer les critères de répartition des crédits y afférents.

#### 2. Opération « Budget Control »

Par suite de la décision du Conseil des Ministres en date du 21 mars 1980, les dépenses courantes de tous les budgets devraient être réduites de 2,2 p.c. Cette réduction ne s'appliquerait toutefois pas aux matières personnalisables.

De Minister herinnert eraan dat de begroting een machting is om uitgaven te doen en *geen verplichting* daartoe inhoudt.

Verder verklaart de Minister dat in elk geval de verhoging van de wedden van sommige erediensten niet kan toegepast worden zolang de begroting niet goedgekeurd is.

De Regering kan de vraag naar de vergoeding voor de lekenconsulenten niet weigeren. Dit zal trouwens voorgesteld worden. De Minister engageert zich persoonlijk om de ontwerp-tekst te laten stemmen, alhoewel niet iedereen akkoord zal gaan.

Derhalve dringt de Minister aan op stemming van de begroting.

Na tussenkomst van verschillende leden van de Commissie, die aandringen op een concreet antwoord van de Regering, stelt de Minister voor hem een bedenktijd te geven van 14 dagen, om dan tegelijkertijd te stemmen over begroting, amendement en verslag.

## II. Zitting van 12 juni 1980

### A. Uiteenzetting van de Minister

De nieuwe Minister van Justitie houdt een uiteenzetting over zijn inzichten betreffende de begroting Justitie 1980.

#### 1. Voorgaanden

1.1. De begroting Justitie 1980 werd bij het Parlement ingediend met lopende uitgaven ten bedrage van 16 823,9 miljoen en kapitaalsuitgaven voor 154,6 miljoen.

1.2. Op 19 februari 1980 werd een Regeringsamendement neergelegd, waardoor de gecommunautariseerde kredieten voor de persoonsgebonden materies (jeugdbescherming, penitentiaire en post-penitentiaire sociale hulpverlening) opnieuw in de begroting van Justitie werden geïntegreerd. Hierdoor worden de lopende uitgaven van de begroting 1980 vermeerderd met 4 028,6 miljoen. De lopende uitgaven bedragen derhalve voor 1980, 20 852,5 miljoen.

De Minister benadrukt het belang van dit amendement. Door de inassing van het voorgesteld nieuw artikel 15 wordt, met betrekking tot deze kredieten, van het Parlement een verdeelfaciliteit gevraagd. Het voorgesteld nieuw artikel 16 regelt het beheer van de aangeduide kredieten.

De inschrijving in de begroting 1980 van deze kredieten gebeurt in afwachting van de resultaten van de werkzaamheden die moeten leiden, enerzijds tot de nauwkeurige omschrijving van de bevoegdheden inzake de persoonsgebonden aangelegenheden, en anderzijds tot de vaststelling van de criteria van verdeling ervan.

#### 2. Operatie « Budget Control »

Ingevolge de beslissing van de Ministerraad d.d. 21 maart 1980 dienden de lopende uitgaven van alle begrotingen met 2,2 pct. te worden verminderd. Deze reductie is evenwel niet van toepassing op de persoonsgebonden materies.

Le nouvel Accord de Gouvernement a confirmé que cette mesure serait mise à exécution.

L'application des économies ainsi prévues devra être concrétisée dans le projet de loi ajustant le budget de 1980, lors du dépôt du budget de 1981.

Le Ministre tient toutefois à communiquer dès à présent aux membres de la Commission du Sénat quelques précisions sur ses intentions en matière d'économies.

Il estime que plusieurs postes du budget sont susceptibles de réduction, et ce pour diverses raisons.

a) Tout d'abord, il y a l'article 01.07, section 31, relatif à la protection de la vie privée. Vu l'état actuel de la procédure parlementaire à ce sujet, ce poste se prête à une réduction.

b) A l'article 12.26, section 32, relatif à l'assistance judiciaire, il convient également de diminuer le montant prévu. Aucun arrêté d'exécution de cette nouvelle législation n'a encore été pris, et puisqu'il n'y a plus qu'une période limitée à courir pour 1980, la somme prévue au budget peut fort bien subir une réduction.

La Commission estime toutefois que l'absence d'arrêté d'exécution ne saurait être un motif de ne pas appliquer la loi. Le Ministre en convient, mais fait observer que les événements politiques que nous avons connus ont causé de sérieux retards.

c) Il convient également de réduire le crédit prévu à l'article 01.10, section 32. Le projet de loi étendant la compétence des tribunaux de police, déjà adopté par la Chambre des Représentants, est actuellement à l'ordre du jour de la Commission de la Justice. Il doit donc encore être voté au Sénat et la mise en application de la loi qui en sera issue ne peut être envisagée que pour 1981. Le montant prévu au budget peut dès lors être réduit.

d) Dans le secteur pénitentiaire, on peut escompter une importante diminution. L'arrêté d'amnistie en vertu duquel quelque 700 détenus seront libérés après le 30 juin 1980, entraînera une économie qui peut être estimée à 100 000 000 de francs.

En outre, un membre suggère que l'on réclame éventuellement des prisonniers ainsi libérés une indemnité pour les frais causés par leur détention.

#### B. Discussion du titre I, Section 33 — Cultes

Le Ministre déclare qu'en plus des cultes déjà reconnus, il faut tenir compte de nouvelles demandes de reconnaissance concernant des cultes orthodoxes (notamment le culte orthodoxe grec et le culte orthodoxe russe).

De uitvoering van deze maatregel werd bevestigd door het nieuwe Regeerakkoord.

De uitvoering van deze besparingsmaatregel moet het voorwerp uitmaken van het ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting 1980, naar aanleiding van het indienen van de begroting 1981.

De Minister houdt er nochtans aan de leden van de Senaatscommissie enige verduidelijking te verschaffen nopens zijn besparingsinzichten.

De Minister verklaart dat verschillende posten van de begroting in aanmerking komen voor vermindering en dit om verschillende redenen.

a) Vooreerst is er het artikel 01.07, sectie 31, betreffende de bescherming van het privéleven. Gelet op de huidige stand van de parlementaire behandeling, komt deze post in aanmerking voor beperking.

b) Artikel 12, punt 26, sectie 32, betreffende de gerechtelijke bijstand is er tevens aanleiding om het voorzien bedrag te beperken. Er zijn nog geen uitvoeringsbesluiten voor deze nieuwe wetgeving en vermits voor 1980 nog een beperkte periode vorhanden is, kan de voorziene som op de begroting worden verminderd.

De Commissie is evenwel van oordeel dat het uitblijven van een uitvoeringsbesluit toch geen middel mag zijn om een wet niet toe te passen. De Minister sluit zich bij deze bedenking aan, doch wijst erop dat de politieke ontwikkeling in dit land oorzaak is geweest van ernstige vertragingen.

c) Op artikel 01.10, sectie 32, is er eveneens aanleiding tot vermindering. Het ontwerp van wet tot uitbreidung van de bevoegdheid van de politierechtbanken staat thans op de dagorde van de Commissie voor de Justitie, nadat het door de Kamer van Volksvertegenwoordigers werd aangenomen. De uitvoering van de nog door de Senaat te stemmen wet kan slechts in het vooruitzicht worden gesteld voor 1981. Het voorziene bedrag in de begroting kan derhalve worden beperkt.

d) In de sector van het penitentiair beleid mag een ernstige vermindering worden verwacht. Het amnestiebesluit, ingevolge waarvan na 30 juni 1980 ongeveer 700 gedetineerden zullen vrij komen, heeft een besparing voor gevolg welke kan worden geraamd op 100 000 000 frank.

Hierbij wordt door een lid van de Commissie gesuggererd of men vanwege de gevangenen geen vergoeding zou kunnen vorderen voor de kosten van hun verblijf in de gevangenis.

#### B. Besprekking van titel I, Sectie 33 — Erediensten

De Minister verklaart dat naast de reeds erkende erediensten er nieuwe aanvragen tot erkenning zijn voor ortodoxe erediensten (o.m. de Grieks-Orthodoxe eredienst en de Russisch-Orthodoxe eredienst).

Le Ministre se réfère en outre au projet de loi n° 319 modifiant la loi du 2 août 1974 relative aux traitements des titulaires de certaines fonctions publiques et des ministres des cultes. A l'origine, une provision de 100 millions pour 1979 avait été prévue permettant d'accorder aux ministres des cultes le salaire minimum garanti. L'intention du Gouvernement était d'appliquer cette augmentation à partir du 1<sup>er</sup> mai 1979. Une provision de 150 000 000 avait été prévue pour 1980.

L'Accord de Gouvernement comporte la reconnaissance légale de la laïcité. Le Ministre entend tenir cet engagement. Il déclare qu'il prendra contact dans les prochains jours avec des délégués de l'ASBL « Conseil central des Communautés philosophiques non confessionnelles de Belgique ». Ce Conseil groupe les deux organes représentatifs des communautés philosophiques non confessionnelles de Belgique, à savoir l'« Unie Vrijzinnige Verenigingen » (UVV) pour les néerlandophones et le « Centre d'Action laïque » (CAL) pour les francophones.

Au sujet de cette reconnaissance, le Ministre souligne la nécessité d'une base légale pour pouvoir inscrire au budget des crédits destinés à la rétribution des conseillers laïques.

\*\*

1. Plusieurs membres déclarent très nettement qu'ils ne sont pas disposés à adopter le poste « Cultes » s'ils n'obtiennent pas une garantie sérieuse que la laïcité sera effectivement reconnue et que les conseillers laïques seront effectivement rémunérés. Et par garantie, ils entendent non pas une simple déclaration de principe, mais un acte immédiat du Gouvernement. C'est maintenant qu'il faut prévoir une provision au budget, de telle sorte que des subventions puissent être accordées dès à présent aux organisations d'assistance laïque.

Un commissaire annonce qu'il va déposer un amendement tendant à inscrire un montant de 40 millions au budget. Il rappelle la promesse du Ministre de la Justice de l'époque qui avait annoncé un montant de 85 millions. L'intervenant propose de ne prévoir pour l'instant que la moitié de cette somme, étant donné que tout un semestre de l'année budgétaire est déjà écoulé.

Les mêmes membres demandent en outre que le Gouvernement dépose sans tarder un projet de loi créant la base légale permettant de rémunérer les conseillers laïques.

L'amendement annoncé est rédigé comme suit :

#### Tableau budgétaire

##### TITRE I

##### DEPENSES COURANTES

Insérer une Section 33bis (nouvelle), libellée comme suit :

« SECTION 33bis (nouvelle)

**Morale non confessionnelle et organisations laïques**

— Provision pour la subsidiation des associations laïques : 40 millions de francs. »

De Minister verwijst bovendien naar het wetsontwerp nr. 319 tot wijziging van de wet van 2 augustus 1974 betreffende de wedden van titularissen van sommige openbare ambten en van de bedienaren van de erediensten. Oorspronkelijk was voor 1979 een provisie van 100 000 000 voorzien ten einde de gewaarborgde minimumbezoldiging te kunnen toekennen aan de bedienaren van de erediensten. Het was de bedoeling deze verhoging te laten ingaan op 1 mei 1979. Voor 1980 werd in een provisie van 150 000 000 voorzien.

In het Regeeraakkoord is de wettelijke erkenning van de vrijzinnigheid opgenomen. De Minister wenst deze verbintenis uit te voeren. Hij verklaart in de eerstvolgende dagen contact te zullen hebben met vertegenwoordigers van de VZW « Centrale Raad der Niet-Confessionele Levensbeschouwelijke Gemeenschappen van België ». Deze raad groepeert de twee vertegenwoordigende organen van de niet-confessionele filosofische gemeenschappen van België, nl. de Nederlandstaligen in de Unie Vrijzinnige Verenigingen (UVV) en de Franstaligen in de « Centre d'Action laïque (CAL) ».

In verband met deze erkenning wijst de Minister op de noodzaak van een wettelijke basis om in de begroting vergoedingen te voorzien voor lekenconsulenten.

\*\*

1. Verschillende leden van de Commissie verklaren in alle duidelijkheid dat zij niet bereid zijn de post « erediensten » goed te keuren indien zij niet een behoorlijke waarborg bekomen dat de erkenning van de laïciteit en de bezoldiging van lekenconsulenten een feit wordt. Onder waarborg verstaan zij dan niet een beginselverklaring, doch wel een onmiddellijke daad van de Regering. Er moet thans een provisie op de begroting worden voorzien, zodat reeds nu subsidiering kan worden verleend aan instellingen voor lekenhulp.

Een lid van de Commissie kondigt een amendement aan waarmede het bedrag van 40 000 000 zou worden voorzien. Hij verwijst naar de belofte van de toenmalige Minister van Justitie die een bedrag van 85 000 000 aankondigde. Het lid van de Commissie wil dit bedrag thans halveren omdat reeds de helft van het begrotingsjaar is verstrekken.

Dezelfde leden van de Commissie vragen bovendien dat de Regering zonder verwijl een ontwerp van wet zou indienen waardoor de wettelijke basis tot bezoldiging van lekenconsulenten mogelijk wordt.

Het aangekondigde amendement luidt als volgt :

#### Begrotingstabell

##### TITEL I

##### LOPENDE UITGAVEN

Een Sectie 33bis (nieuw) in te voegen, luidende :

« SECTIE 33bis (nieuw)

**Niet-confessionele moraal en lekenverenigingen**

— Provisie voor de subsidiëring van de lekenverenigingen : 40 miljoen frank. »

Il est justifié de la manière suivante :

« Cet amendement est conforme aux exigences de la déclaration gouvernementale (cf. déclaration Ch. III, titre III). Les quarante millions représentent la moitié du crédit annuel qui devrait être alloué aux organisations laïques. »

2. La Commission consacre un examen approfondi à la question de principe qui est de savoir sous quel poste la rémunération des conseillers laïques serait inscrite au budget.

Certains membres soulignent le fait qu'un « culte » et l'« assistance fournie par les conseillers laïques » sont deux notions bien différentes. Dans cet ordre d'idées, il est difficile d'affirmer que l'on parle d'une seule et même chose lorsqu'il est question de « religion » et de « morale laïque ».

En conséquence, la Commission estime que la rémunération des conseillers laïques devra faire objet d'un poste distinct ou d'une section particulière du budget.

3. Un membre demande une attention toute spéciale pour la situation financière extrêmement difficile dans laquelle se trouvent actuellement les services d'assistance laïque.

Il signale que des structures sont en cours d'élaboration afin de permettre d'organiser légalement la reconnaissance de ces services et la rémunération de leurs membres.

\*\*

Le Ministre déclare qu'il examinera le problème sans tarder et promet de déposer à la prochaine réunion une proposition sur laquelle la Commission pourrait marquer son accord.

\*\*

La Commission décide ensuite de passer au vote sur le budget de 1980 et sur l'amendement du Gouvernement, relatif aux crédits communautarisés, à l'exception toutefois du poste figurant au chapitre I, section 33, article 11.03. Sous cette réserve, le budget de 1980 et l'ajustement du budget de 1979 sont adoptés par 18 contre 1.

### III. Réunion du 24 septembre 1980

Introduisant la discussion, le Ministre signale qu'il a eu entre-temps un large échange de vues avec des représentants de l'ASBL « Conseil central des Communautés philosophiques non confessionnelles de Belgique ».

Il leur a fait part de ses intentions. Tout d'abord, il soumettrait sans délai au Conseil de Cabinet un projet de loi prévoyant la reconnaissance de la laïcité et la rémunération des conseillers laïques. Cette année encore, une provision de 10 000 000 de francs serait inscrite au budget afin de subventionner les organisations existantes et de leur permettre de créer les structures nécessaires.

Het is verantwoord als volgt :

« Dit amendement ligt in de lijn van de regeringsverklaring (zie verklaring, Hfdst. III, titel III). Veertig miljoen is de helft van het jaarbedrag dat aan de lekenverenigingen zou moeten worden toegekend. »

2. De Commissie beraadslaagde grondig over de principiële vraag onder welke hoofding de bezoldiging van lekenconsulenten in de begroting zou worden opgenomen.

Bepaalde leden beklemtoonden het duidelijk onderscheid tussen « eredienst » en « de dienst van lekenconsulenten ». In die gedachtengang, kan men moeilijk voorhouden dat men over eenzelfde zaak spreekt wanneer men het heeft over « godsdienst » en « lekenmoraal ».

De Commissie spreekt zich dan ook uit voor een aparte titel of sectie in de begroting voor de bezoldiging van lekenconsulenten.

3. Een lid van de Commissie vraagt de speciale aandacht voor de zeer benarde financiële toestand waarin de diensten voor lekenhulp zich op dit ogenblik bevinden.

Hij wijst er op dat thans structuren in opbouw zijn die het mogelijk maken de erkenning en de bezoldiging wettelijk te organiseren.

\*\*

De Minister verklaart dat hij het probleem zonder verwijl zal onderzoeken en belooft voor de volgende zitting van de Commissie een voorstel ter tafel te leggen waarmee de Commissie zou kunnen instemmen.

\*\*

De Commissie beslist vervolgens te stemmen over de begroting 1980 en het Regeringsamendement betreffende de gecommunautariseerde kredieten, met uitzondering evenwel van de post in hoofdstuk I, sectie 33, artikel 11.03. De begroting voor 1980, met tot voorbeeld voorbehoud, en de aanpassing van de begroting voor 1979, worden aangenomen met 18 stemmen tegen 1.

### III. Zitting van 24 september 1980

De Minister verklaart bij de aanvang van de besprekking dat hij inmiddels een ruim gesprek heeft gevoerd met vertegenwoordigers van de VZW « Centrale Raad der Niet-Confessioneel Levensbeschouwelijke Gemeenschappen van België ».

Aan deze vertegenwoordigers heeft de Minister zijn bedoelingen bekendgemaakt. Vooreerst zou de Minister zonder verwijl een wetsontwerp aan de Kabinettsraad voorleggen met het oog op de erkenning van vrijzinnigheid en de bezoldiging van lekenconsulenten. Reeds dit jaar zou in de begroting een provisie worden opgenomen ten belope van 10 000 000 frank en dit om de reeds bestaande organisaties te subsidiëren en hun de kans te geven de nodige structuren uit te bouwen.







Le Ministre répond qu'il les redéposera au cours de la discussion en séance publique.

\*\*

L'amendement proposant une provision de 40 millions pour la subsidiation des associations laïques est retiré par son auteur.

L'amendement du Gouvernement qui prévoit l'inscription d'un crédit non dissocié de 10 millions de francs à titre de provision pour la reconnaissance de la laïcité et une diminution équivalente à la section 33, est adopté par 11 voix et 1 abstention.

Après quoi la Commission est appelée à voter sur le poste budgétaire, amendé entre-temps, et qui avait été réservé lors de la réunion du 12 juin 1980, c'est-à-dire l'article 11.03 du Chapitre I de la section 33.

Cet article est adopté par 11 voix et 1 abstention.

L'ensemble du projet de budget pour 1980, ainsi amendé, a été adopté par 11 voix et 1 abstention.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 14 membres présents.

*Le Rapporteur,*  
A. VERBIST.

*Le Président,*  
P. de STEXHE.

Hierop antwoordt de Minister dat hij de amendementen tijdens de besprekking in openbare vergadering opnieuw zal indienen.

\*\*

Het amendement waarin een provisie van 40 miljoen werd voorgesteld voor de subsidierung van de lekenverenigingen, wordt door zijn auteur ingetrokken.

Het Regeringsamendement dat voorziet in de inschrijving van een niet gesplitst krediet van 10 miljoen als provisie voor de erkenning van de laïciteit, alsmede de voorgestelde overeenkomstige vermindering van het krediet in sectie 33, worden aangenomen met 11 stemmen bij 1 onthouding.

Vervolgens wordt de Commissie uitgenodigd om te stemmen over de ondertussen gemaendeerde post in de begroting die tijdens de zitting van 12 juni 1980 werd gereserveerd, d.w.z. Hoofdstuk I, sectie 33, artikel 11.03.

Deze wordt aangenomen met 11 stemmen bij 1 onthouding.

Het geheel van de begroting 1980, aldus gemaandeerd, wordt aangenomen met 11 stemmen bij 1 onthouding.

Het verslag wordt goedgekeurd met eenparigheid van de 14 aanwezige leden.

*De Verslaggever,*  
A. VERBIST.

*De Voorzitter,*  
P. de STEXHE.

AMENDEMENTS  
ADOPTES PAR LA COMMISSION

---

*Premier amendement*

TITRE I

DEPENSES COURANTES

(p. 22)

Il est inséré une section 61, libellée comme suit : « Secteur des matières personnalisables ».

Il est inséré sous cette nouvelle section un chapitre 01 et un nouvel article 01.01, libellés comme suit :

CHAPITRE 01

Divers

Non réparti économiquement

ART. 01.01. — *Crédits pour les matières personnalisables, à répartir ultérieurement par application de l'article 15 de la présente loi.*

Inscrire un crédit non dissocié de 4 028 600 000 francs.

(Augmentation de 4 028 600 000 francs.)

TITRE II

DEPENSES DE CAPITAL

(p. 26)

Il est inséré une section 61, libellée comme suit : « Secteur des matières personnalisables ».

Il est inséré sous cette nouvelle section un chapitre 01 et un nouvel article 01.01, libellés comme suit :

CHAPITRE 01

Divers

Non réparti économiquement

ART. 01.01. — *Crédits pour les matières personnalisables, à répartir ultérieurement par application de l'article 15 de la présente loi.*

Inscrire un crédit non dissocié de 11 400 000 francs.

(Augmentation de 11 400 000 francs.)

AMENDEMENTEN  
DOOR DE COMMISSIE AANGENOMEN

---

*Eerste amendement*

TITEL I

LOPENDE UITGAVEN

(blz. 23)

Een sectie 61 wordt ingelast, luidend als volgt : « Sector van de persoonsgebonden materies ».

Onder deze nieuwe sectie wordt een hoofdstuk 01 ingelast met een nieuw artikel 01.01 waarvan de teksten luiden :

HOOFDSTUK 01

Diversen

Niet economisch verdeeld

ART. 01.01. — *Kredieten voor de persoonsgebonden materies, later te verdelen in toepassing van het artikel 15 van deze wet.*

Een niet-gesplitst krediet inschrijven van 4 028 miljoen 600 000 frank.

(Vermeerdering met 4 028 600 000 frank.)

TITEL II

KAPITAALUITGAVEN

(blz. 27)

Een sectie 61 wordt ingelast, luidend als volgt : « Sector van de persoonsgebonden materies ».

Onder deze nieuwe sectie wordt een hoofdstuk 01 ingelast met een nieuw artikel 01.01 waarvan de teksten luiden :

HOOFDSTUK 01

Diversen

Niet economisch verdeeld

ART. 01.01. — *Kredieten voor de persoonsgebonden materies, later te verdelen in toepassing van het artikel 15 van deze wet.*

Een niet-gesplitst krediet inschrijven van 11 400 000 frank.

(Vermeerdering met 11 400 000 frank.)

<i>Deuxième amendement</i>	<i>Tweede amendement</i>
<b>Tableau de la loi</b>	<b>Wetstabel</b>
<b>TITRE I</b>	<b>TITEL I</b>
<b>DEPENSES COURANTES</b>	<b>LOPENDE UITGAVEN</b>
Dans le titre I (dépenses courantes) du tableau annexé au budget du Ministère de la Justice de l'année budgétaire 1980 est ouverte une nouvelle section 35, libellée comme suit :	In de titel I (lopende uitgaven) van de tabel gevoegd bij de begroting van het Ministerie van Justitie voor het begrotingsjaar 1980 wordt een nieuwe sectie 35 geopend, luidende :
<b>SECTION 35 (p. 22)</b>	<b>SECTIE 35 (blz. 23)</b>
<b>Laïcité</b>	<b>Laïciteit</b>
Sous cette section est inscrit le nouvel article 01.01 suivant :	Onder deze sectie wordt volgend nieuw artikel 01.01 opgenomen :
<b>CHAPITRE 01</b>	<b>HOOFDSTUK 01</b>
<b>Divers</b>	<b>Diversen</b>
<b>Non réparti économiquement</b>	<b>Niet economisch verdeeld</b>
ART. 01.01. — <i>Provision pour la reconnaissance de la laïcité.</i>	ART. 01.01. — <i>Provisie voor de erkenning van de laïciteit.</i>
Inscrire un crédit non dissocié de 10 000 000 de francs. (Cette somme est compensée par une diminution équivalente à l'art. 11.03 de la section 33 du budget.)	Een niet-gesplitst krediet inschrijven van 10 000 000 frank. (Deze som is gecompenseerd door een gelijkwaardige vermindering op art. 11.03 van de sectie 33 van de begroting.)
<b>SECTION 33</b>	<b>SECTIE 33</b>
<b>Cultes</b>	<b>Erediensten</b>
<b>CHAPITRE 1<sup>er</sup></b>	<b>HOOFDSTUK I</b>
<b>Dépenses de consommation</b>	<b>Consumptieve bestedingen</b>
(Dépenses courantes pour biens et services)	(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)
§ 1. <i>Salaires et charges sociales</i>	§ 1. <i>Lonen en sociale lasten</i>
ART. 11.03. — <i>Traitements et rétributions des ministres des Cultes (p. 22).</i>	ART. 11.03. — <i>Wedden en bezoldigingen van de bedienaren van de Erediensten (blz. 23).</i>
Le crédit de « 2 322 700 000 francs » est ramené à « 2 312 700 000 francs ». (Diminution de 10 000 000 de francs.)	Het krediet van « 2 322 700 000 frank » wordt verminderd tot « 2 312 700 000 frank ». (Vermindering van 10 000 000 frank.)
Cette diminution compense la provision de 10 millions de francs inscrite à l'article 01.01 de la section 35 (nouvelle) pour la reconnaissance de la laïcité.	Deze vermindering compenseert de provisie van 10 miljoen frank ingeschreven op artikel 01.01 van de sectie 35 (nieuw) voor de erkenning van de laïciteit.

**SENAT DE BELGIQUE****BELGISCHE SENAAT****SESSION DE 1979-1980**1<sup>er</sup> OCTOBRE 1980**Projet de loi contenant le budget du Ministère de la Justice de l'année budgétaire 1980****Projet de loi ajustant le budget du Ministère de la Justice de l'année budgétaire 1979****RAPPORT**

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION  
DE LA JUSTICE  
PAR M. VERBIST

**ERRATUM**

Dans le texte « Amendements adoptés par la Commission... » (p. 97) après les mots « Premier amendement » insérer le texte suivant :

**Projet de loi**

Sous une rubrique nouvelle « Dispositions particulières relatives aux crédits pour les matières personnalisables » sont insérés les nouveaux articles 15 et 16 libellés comme suit (p. 6) :

**ART. 15**

« Par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le Roi peut répartir les crédits inscrits sous les articles 01.01 de la section 61 du Titre I — Dépenses courantes et du Titre II —

**R. A 11701****R. A 11631****BELGISCHE SENAAT****ZITTING 1979-1980**

1 OKTOBER 1980

**Ontwerp van wet houdende de begroting van het Ministerie van Justitie voor het begrotingsjaar 1980****Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van het Ministerie van Justitie voor het begrotingsjaar 1979****VERSLAG**

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE  
JUSTITIE UITGEBRACHT  
DOOR DE HEER VERBIST

**ERRATUM**

In de tekst « Amendementen door de Commissie aangenomen... » (blz. 97) na de woorden « Eerste amendement » de volgende tekst in te lassen :

**Ontwerp van wet**

Onder een nieuwe rubriek « Bijzondere bepalingen betreffende de kredieten voor persoonsgebonden materies » worden de nieuwe artikelen 15 en 16 toegevoegd (blz. 6) :

**ART. 15**

« Bij in Ministerraad overlegd besluit, kan de Koning de kredieten ingeschreven onder de artikels 01.01 van de sectie 61 van Titel I — Lopende uitgaven en Titel II — Kapitaal-

**R. A 11701****R. A 11631**

Dépenses de Capital, entre les Exécutifs des Communautés et les Ministres et Secrétaires d'Etat, ayant en charge la gestion des matières personnalisables. »

#### ART. 16

« Après la répartition des crédits, effectuée conformément aux dispositions reprises à l'article 15 de la présente loi, les crédits destinés à couvrir les dépenses relatives à l'entretien, l'éducation et le traitement de mineurs d'âge autres que ceux confiés aux établissements d'observation et d'éducation surveillée de l'Etat, pourront être virés au fonds ouvert à l'article 60.02.A du Titre IV — Section particulière du présent budget.

A cette occasion, le fonds précité sera subdivisé en rubriques distinctes, correspondant aux subdivisions qui seront adoptées par l'arrêté de répartition visé à l'article 15 de la présente loi.

Les ressources particulières à effecter à ce même fonds, feront l'objet d'une répartition entre les Exécutifs des Communautés et les Ministres et Secrétaires d'Etat ayant en charge la gestion des matières personnalisables, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres. »

uitgaven, verdelen tussen de Gemeenschapsexecutieven en de Ministers en Staatssecretarissen die belast zijn met het beheer van de persoonsgebonden materies. »

#### ART. 16

« Na de kredietverdeling, uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen van het artikel 15 van deze wet, kunnen de kredieten bestemd voor het dekken van de uitgaven betreffende het onderhoud, de opvoeding en de behandeling van minderjarigen andere dan die toevertrouwd aan de Rijksgestichten voor observatie en opvoeding onder toezicht, overgeschreven worden op het fonds, geopend onder het artikel 60.02.A van de Titel IV — Afzonderlijke Sectie van de onderhavige begroting.

Te dezer gelegenheid zal het voormeld fonds onderverdeeld worden in afzonderlijke rubrieken, die overeenkomen met de onderverdelingen, die door het verdelingsbesluit waarvan sprake in artikel 15 van deze wet, zal worden aangenomen.

De eigen ontvangsten, aan te rekenen op ditzelfde fonds, zullen het voorwerp uitmaken van een verdeling tussen de Gemeenschapsexecutieven en de Ministers en Staatssecretarissen die belast zijn met het beheer van de persoonsgebonden materies, bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit. »